LE GOÛT DE RÉNOVER «SALLES DE BAINS REPOSANTES», 3E FASCICULE

LE SOLEIL

LE SOLEIL Spécial à 49¢ * Gagnez un voyage à HOLLYWOOD

QUÉBEC, LE SAMEDI 24 MARS 2001

www.lesoleil.com

ÉCRANS

DANS LES COULISSES DE

HOLLYWOOD

SPÉCIAL OSCARS CAHIER G

SOMMET DES AMÉRIQUES

L'Allier: «Je suis inquiet»

Si c'était à recommencer, le maire y penserait deux fois

JEAN-SIMON GAGNÉ
JSGagne@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Si tout était à recommencer, il n'est pas sûr que le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, appuierait la candidature de la Vieille Capitale pour la tenue du Sommet des Amériques. Le maire craint trop une escalade entre les manifestants et les responsables de la sécurité.

Voir L'ALLIER en A 2 ➤

AUTRES TEXTES
❑ **500 limousines** Page A 3
❑ **Pas d'accréditation pour les médias alternatifs** Page A 3

Ma nuit avec Jim Carrey

Pour rencontrer une star, il y a toujours le hasard

Même si Los Angeles compte peut-être le plus grand nombre de vedettes de cinéma au kilomètre carré, ça ne veut pas dire que vous en voyez partout où votre regard se pose. En huit jours au pays des Oscars, qui seront remis demain, j'ai croisé seulement Jim Carrey et Louis Jourdan, un vieil acteur de 82 ans que votre grand-père a sans doute bien connu.

Oubliez le Hollywood Boulevard, il y a longtemps que les stars ne fréquentent plus le coin. Une balade à Beverly Hills ou Malibu augmentent vos chances d'en voir une, surtout les soirs où elles sortent les poubelles en limousine.

Normand Provencher
NProvencher@lesoleil.com

HOLLYWOOD : L'ENVERS DU DÉCOR

Des voyages sont organisés pour les curieux dans les quartiers des vedettes. Si vous préférez y aller en solitaire, des livres et des cartes offrent des renseignements sur qui vit où. Cette chasse maladive aux gens riches et célèbres a même donné naissance à des sites Internet, où les groupies disent où, quand, à quelle heure et avec qui elles ont aperçu leur idole...

Des restaurants, comme Spago, à Beverly Hills, sont reconnus pour être fréquentés par les vedettes. Le plus beau dans tout ça, c'est que les gens ordinaires peuvent aussi y avoir accès, en autant qu'ils puissent dégoter une place, ce qui n'est pas une mince affaire. Dépêchez-vous car le restaurant ferme ses portes le 2 avril.

Voir JIM en A 4 ➤

AUTRE TEXTE
❑ **Suspense à Hollywood** Page A 4

COLLABORATION SPÉCIALE JEAN-LUC LEBLANC

« C'est tellement différent de chez nous. » Les participants à l'émission britannique « Lost » sont plongés dans le feu de l'action. Notre collaborateur a rencontré l'équipe des bleus à Sept-Îles, hier. Arrêtés (déjà !) par une tempête, ils comptaient prendre la direction de Québec dès que possible. À lire en page A 14.

MÉNINGITE DANS LA RÉGION DE QUÉBEC

Vaccination ordonnée

JEAN-MARC SALVET
JMSalvet@lesoleil.com

QUÉBEC — Le ministre Rémy Trudel ordonne une campagne de vaccination massive contre la méningite dans la région de Québec. L'opération visera les adolescents de 12 à 17 ans. Elle débutera la semaine prochaine.

Le gouvernement a pris cette décision après avoir reçu de nouveaux avis de la Direction de la santé publique et d'un comité d'experts sur les infections à méningocoque.

Les adolescents de 12 à 17 ans visés

Les autorités évaluent à 32 000 le nombre d'adolescents qui seront vaccinés. Le territoire couvert par la vaccination est celui de la rive nord de la région de la capitale, soit les 13 villes de l'actuelle Communauté urbaine de Québec. La Rive-Sud ainsi que les ré-

Voir RÉGION en A 2 ➤

Après la paix, la misère

Les chefs d'État et de gouvernement de 34 pays se réuniront à Québec dans un mois, pour discuter de la création d'une zone de libre-échange de l'Alaska à la Terre de feu, et réaffirmer leur volonté de renforcer la démocratie. En prévision de cet événement, LE SOLEIL et LA PRESSE ont délégué quatre journalistes, Gilles Paquin, Monique Giguère, Ghislaine Rheault et Sophie Cousineau en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Nous vous présentons d'ici lundi les reportages de Gilles Paquin.

PREMIER DE TROIS

MANAGUA, Nicaragua — Des centaines de milliers de personnes ont quitté le Nicaragua pour échapper aux deux conflits armés qui ont ensanglanté ce petit pays d'Amérique centrale au cours des années 70 et 80. Aujourd'hui, la paix est revenue, mais les Nicaraguayens continuent de partir. Mais cette fois, c'est pour échapper à la misère.

Selon le Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH), 300 000 « Nicas » ont émigré au seul Costa Rica depuis une vingtaine d'années, tandis que 200 000 autres y vivent à titre de travailleurs temporaires. Le nombre d'immigrants illégaux qui parviennent à passer la frontière en douce est inconnu, mais on sait que les autorités costariciennes en ont expulsé 46 000 l'an dernier et 10 600 au cours des deux premiers mois de cette année.

Quelque 250 000 autres Nicaraguayens se sont exilés aux États-Unis, tandis que des colonies moins importantes sont installées ailleurs en Améri-

Gilles Paquin
GPaquin@lapresse.ca

LA PRESSE AU NICARAGUA

Voir PAIX en A 2 ➤

AUTRES TEXTES
❑ **Aux portes de l'enfer** Page A 19
❑ **Mégasalaires et corruption** Page A 20

AUJOURD'HUI

Le Canada

Chrétien doit se retirer. Le chef conservateur, Joe Clark, demande au premier ministre d'abandonner son poste jusqu'à ce qu'une enquête soit tenue dans le dossier de l'Auberge Grand-Mère. **Page A 24**

Entente

Le litige opposant Fabienne Larouche à Didier Fessou est réglé. Comme l'explique notre chroniqueur, les parties ont décidé de faire « la paix des braves ». **Page C 14**

LA MÉTÉO

Maximum 2, minimum -7

Faible neige. Demain: chutes de neige. Détails **page C 16.**

Accumulation de neige (à 13 h hier)

Ce mois-ci : 42,8 cm L'an dernier : 26,1 cm
Cet hiver : 273,3 cm L'hiver dernier : 241,1 cm

QUÉBEC, 105E ANNÉE, N° 85
FLORIDE, 2,60 $ US
MONTRÉAL, OTTAWA 2 $ PLUS TAXES
49¢ PLUS TAXES

PAIX Maquiladoras

Suite de la Une

que centrale, au Mexique et au Canada. Ils ont imité en cela les Salvadoriens et les Guatémaltèques fuyant devant l'autoritarisme et la violence. Dans ces trois pays, les racines du problème étaient les mêmes : la pauvreté et l'injustice.

LA GUERRE ÉCONOMIQUE

À Managua, le dictateur aux ordres des Américains, Anastasio Somoza, a été renversé par la guérilla sandiniste en 1979. Le nouveau gouvernement révolutionnaire a amorcé une réforme agraire, mené une campagne d'alphabétisation, puis il a rapidement soulevé l'ire de Ronald Regan en se rapprochant de Cuba et de l'URSS. Washington s'est alors employé à miner le régime sandiniste en soutenant les mercenaires de la Contra, opération qui a ruiné le pays et cassé les reins de la révolution.

« Lorsque nous avons défait le gouvernement sandiniste, aux élections de 1990, nous avons voté pour la paix et la prospérité, mais la prospérité n'est pas venue. Ce sont les problèmes qui sont arrivés : le remboursement de la dette, les compressions des dépenses de l'État et le chômage. C'est la guerre économique », estime Maria Lopez Vigil, éditrice de la revue universitaire *Envio de Managua*.

« Du temps des sandinistes, il y avait à manger, au moins le nécessaire, il y avait aussi du travail, l'école était gratuite, les services de santé également, poursuit Mme Lopez. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Le chômage atteint des proportions catastrophiques, un enfant sur trois souffre de malnutrition et la pauvreté affecte la moitié de la population. »

Du temps des sandinistes, il y avait à manger, au moins le nécessaire, il y avait aussi du travail, l'école était gratuite, les services de santé également. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Dans les rues de Managua, on voit quantité de groupes de jeunes qui ne savent comment passer le temps. Certains parlent de partir, d'autres s'interrogent sur les moyens de faire de l'argent rapidement. Au centre-ville, dans une vieille salle de réunion syndicale délabrée, des hommes et des femmes visiblement habitués à travailler dur viennent rencontrer leurs camarades de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST).

Plusieurs sont en chômage, ce n'est pas tout le monde qui a la force et l'énergie pour travailler dans les usines de textile de la zone franche (les maquiladoras), dit Omar Fernandez, 54 ans, un ancien travailleur de la construction. Son fils et sa fille font tous deux des chemises dans une usine dirigée par des Chinois de Taïwan. Les journées sont très longues, le travail ahurissant et les salaires minables, dit-il.

Les maquiladoras ont commencé à s'implanter au Nicaragua au début des années 90. Il y en a maintenant 18 qui procurent du travail à 25 000 personnes dont 10 % de syndiqués, dit Miguel Ruiz, le secrétaire aux relations internationales de la Centrale sandiniste des travailleurs. La majorité viennent de Corée et de Taïwan, mais il y a aussi des sociétés américaines, italiennes et locales. Toutes produisent pour l'exportation aux États-Unis.

Selon lui, plusieurs de ces employeurs ne respectent pas les lois sur le travail, la santé et l'environnement. Pour ne pas être talonnées par le gouvernement, elles se livrent à la corruption des fonctionnaires et des dirigeants politiques. Ainsi, ce sont des groupes de Taïwan qui ont financé le Palais du gouvernement (10 millions $ US), l'immeuble du ministère des Affaires étrangères et la restauration de l'ancien parlement, soutient M. Ruiz.

Les femmes, qui forment 80 % de la main-d'œuvre, ont des difficultés respiratoires, des maux de dos, des irritations aux yeux et aux mains en raison de l'usage de produits chimiques nocifs. La propreté des lieux laisse aussi à désirer, comme en témoigne l'empoisonnement alimentaire subi par 250 employés de la Nie Shing Garment l'an dernier, poursuit Ruiz.

Les salaires oscillent autour de 100 $ US par mois, mais certains parviennent à gagner jusqu'à 300 $ en travaillant plus de 12 heures par jour à un rythme d'enfer. « Ce sont surtout des jeunes de 16 à 25 ans et qui font ça pendant trois ou quatre ans, les plus vieux ne peuvent pas tenir le coup », estime Ruiz.

« Le gouvernement prétend qu'il fait ainsi du développement mais, à mon avis, le seul gain pour le pays est politique parce que cela donne du travail temporaire, ajoute Ruiz. À long terme, il ne restera pas grand-chose, ce sont des usines qui déménagent quand les conditions sont plus propices ailleurs, et puis on recommence », dit-il.

Pour l'économiste Nestor Alvedano, il faut absolument que le Nicaragua augmente sa production et surtout qu'il la diversifie. Les quatre produits de base de l'économie du pays sont encore les mêmes qu'au milieu du siècle dernier : le café, le sucre, les fruits de mer et le bœuf. Malheureusement, les prix de ces produits ont chuté de près de 40 % sur les marchés internationaux, dit-il.

Les revenus de l'État ayant grandement diminué, il a fallu que le gouvernement réduise les dépenses. La cure s'imposait d'autant plus que le Nicaragua a une lourde dette extérieure sur les épaules, mais l'ouragan Mitch est arrivé et c'est le contraire qui s'est produit, ajoute M. Alvedano. La corruption qui règne dans cette administration n'arrange certes pas les choses, dit-il en soupirant. La vie des Nicaraguayens s'est détériorée depuis quatre ans et rien ne laisse entrevoir une amélioration sensible au cours des prochaines années.

LES RETOURNES

L'ALLIER Entre le pavé et la matraque

Suite de la Une

ARCHIVES LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Jean-Paul L'Allier

Au lendemain d'une rencontre à huis clos avec des représentants des corps policiers impliqués dans la sécurité du Sommet, M. L'Allier ne cachait plus ses inquiétudes, hier. « Je suis inquiet qu'une ville comme Québec, classée patrimoine mondial par l'Unesco, puisse vivre des événements violents comme ceux de Seattle. En même temps, je n'ai pas envie que l'on prenne des mesures démesurées pour priver les gens de leur droit de manifester ». Pris entre l'arbre et l'écorce, ou plutôt entre le pavé et la matraque, Jean-Paul L'Allier s'interroge sur la pertinence même du Sommet des Amériques. Sans réclamer l'annulation pure et simple de l'événement, il fait appel au bon sens du gouvernement fédéral pour éviter les débordements. « J'imagine que si le premier ministre (Jean Chrétien) arrivait à la conclusion qu'il y a plus d'inconvénients que d'avantages potentiels, (...) il prendrait les mesures appropriées », a-t-il confié.

Le ton adopté hier par M. L'Allier tranche avec l'enthousiasme qu'il affichait en mai 1999, lors du choix de Québec comme ville hôtesse du Sommet par le gouvernement canadien. À l'époque, le maire de Québec avait écrit une lettre à Jean Pelletier, le chef de cabinet du premier ministre Chrétien, pour exprimer sa vive satisfaction.

« Québec a toutes les infrastructures et les équipements nécessaires pour que cet événement soit un succès. L'accueil proverbial de la population est en lui-même un facteur de réussite exceptionnel », pouvait-on lire dans un communiqué officiel. Mais tout cela, c'était avant les manifestations monstres de Seattle, en décembre 1999. Avant celles de Prague, l'automne dernier. Depuis, l'accueil d'événements directement reliés à la libéralisation du commerce mondial apparaît comme une aventure beaucoup plus mouvementée.

Interrogé sur l'ampleur des mesures de sécurité prévues pour le Sommet, que l'on évalue désormais à 70 millions $, M. L'Allier apparaît quelque peu embarrassé. « Comment savoir ? Je suis une quantité négligeable, je n'ai pas à être tenu au courant de tout ce qui se passe. Quand on y pense, il y a peut-être du charriage. J'ai tendance à me dire que ce n'est pas le drame qu'on nous annonce. Mais je dois me fier à ce que disent les corps policiers. Ils ne veulent prendre aucun risque. Surtout que l'homme le plus puissant du monde, le président américain, sera ici. »

Pour le maire de Québec, ce genre de choses ne peuvent être évaluées qu'après coup. « J'ai connu la Crise d'octobre de l'intérieur. On nous parlait du FLQ comme d'une armée de 2000 personnes. Ce n'était pas cela du tout. Mais nous l'avons su beaucoup plus tard. »

Le Sommet des Amériques, qui se déroulera du 20 au 22 avril, regroupera 34 chefs d'État des Amériques, à l'exception de Cuba. Pas moins de 5000 policiers fédéraux, provinciaux et municipaux devraient être mobilisés pour l'événement. Une barrière métallique de quatre kilomètres de long et de quatre mètres de hauteur sera notamment érigée autour des sites du Sommet, principalement dans les vieux quartiers de Québec. Quoi qu'il en soit, à un mois de l'événement, les forces de l'ordre continuent d'afficher un bel optimisme.

« C'est sûr que cela nous demande beaucoup de monde, expliquait hier le porte-parole de la GRC, Normand Houle. Chez nous, il faut trouver 3000 agents. On gratte les fonds de tiroirs, mais on va y arriver », conclut-il.

En conférence de presse, plus tôt durant la journée, M. L'Allier a suggéré à la blague d'organiser le prochain sommet « dans le désert », pour éviter les problèmes. Sans le vouloir, le maire de Québec a peut-être indiqué la voie de l'avenir pour l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui ne parvient pas à trouver de ville désireuse d'accueillir son prochain sommet, en décembre 2001. Pour l'instant, seule la ville de Doha, la capitale du Qatar, un petit royaume du golfe Persique, aurait fait acte de candidature.

Outre le soleil, la capitale du petit royaume de 600 000 habitants offre un avantage de taille pour les bonzes du libéralisme. Les manifestations et toute forme d'opposition y sont formellement interdites.

RÉGION Gratuit

Suite de la Une

gions de Portneuf et de Charlevoix ne sont pas concernées par l'opération.

Le vaccin sera gratuit. Il sera administré dans toutes les écoles secondaires des commissions scolaires des Découvreurs, des Premières Seigneuries, de la Capitale, de Central Québec, ainsi que dans les établissements privés.

« Les dernières analyses de laboratoire démontrent que neuf des 10 cas de méningite dans la région de Québec sont du sérogroupe C, le plus dangereux », a constaté le ministre de la Santé et des Services sociaux.

Rémy Trudel motive sa décision par « le fait que c'est la même souche de la maladie qui continue de circuler ». C'est ce qu'ont confirmé les laboratoires au cours des dernières heures.

Le directeur de la santé publique de Québec, François Desbiens, souligne avec effarement que « l'incidence élevée de cas d'infection » persiste depuis deux mois maintenant et que rien n'indique « que la situation se calmera au cours des prochaines semaines ».

Il note aussi la proportion anormalement élevée de décès parmi les malades. Sur les 10 cas déclarés, il y a eu deux décès.

La Direction de la santé publique (DSP) a longtemps repoussé l'idée d'une vaccination massive. Elle s'appuyait sur le fait qu'une telle opération ne serait pas totalement efficace et, surtout, qu'elle réduirait l'efficacité d'un vaccin anglais en voie d'être homologué.

Deux décès sur 10 cas : une proportion élevée

Hier, elle estimait qu'elle n'avait plus le choix. Elle indiquait que les inconvénients d'une vaccination immédiate seraient compensés par les avantages qu'elle apporterait. Il n'y avait plus qu'un mot d'ordre : stopper le plus rapidement possible la prolifération de la méningite de type C.

Mais pourquoi, dans ce cas, ne pas vacciner tous les enfants ? C'est la question que bien des parents se posaient déjà hier soir. La DSP répond que le vaccin n'est pas efficace chez les moins de deux ans et qu'il l'est « faiblement » chez les moins de cinq ans.

Pour ce qui est des 6 à 11 ans, elle note qu'aucun cas ne s'est déclaré dans ce groupe d'âge, lequel serait d'ailleurs généralement peu affecté par la méningite. François Desbiens a fait valoir que « la vaccination des adolescents protégera indirectement les plus jeunes enfants ».

La vaccination n'est pas obligatoire, mais fortement recommandée. Les experts estiment qu'elle produira des résultats si elle rejoint 80 % des adolescents de la région.

Les autorités pensent pouvoir compléter la vaccination en deux semaines. Les détails de l'opération seront dévoilés lundi après-midi.

Le Québec n'est pas le seul à avoir pris la décision de vacciner contre la méningite. Le gouvernement du Manitoba a pris la même décision hier. Il a ordonné la vaccination de 60 000 adolescents de la région de Winnipeg.

En 1992-1993, le Québec avait vacciné 1,6 million de jeunes après que 104 cas de méningite et 15 décès eurent été dénombrés.

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A
La Capitale et ses régions ..... 3 à 16
Contexte ..... 17 à 22
Opinions 23
Le Québec et le Canada ..... 24 à 31
Le Monde ..... 32 et 34

CAHIER B
Argent ..... 1 à 16
Bourses ..... 4 à 7
Décès ..... 13 et 14

CAHIER C SPORTS
Sports ..... 1 à 15
Maurice Dumas 5
Carl Tardif 7
André A. Bellemare 12
Statistiques ..... 13 à 15

CAHIER D
Primeurs ..... 1 à 20
Votre agenda 19

CAHIER E
Carrières et professions ..... 1 à 14

CAHIER F
Habitat/ Déco ..... 1 à 13
Annonces classées ..... 14 à 44
Les jeux de Bali 33
Divertissements ..... 40 et 41

CAHIER G
Écrans ..... 1 à 16
Agenda cinéma 15

CAHIER H
Partir ..... 1 à 10

CAHIER I
Bonne Table ..... 1 à 12

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Annonces classées	844-4444
Carrières et Professions	686-3270
Promotion	686-3342
Publicité Détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.lesoleil.com

925, chemin Saint-Louis, Québec
Adresse postale : C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division de Compagnie UniMédia qui en est l'éditeur. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000, rue Hugues-Randin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

C'ÉTAIT HIER

1989 — Le pétrolier *Exxon Valdez* fait naufrage au large de l'Alaska.
1988 — Les Canadiens Tracy Wilson et Robert McCall remportent à Budapest la médaille de bronze de la compétition de danse des Championnats mondiaux de patinage artistique.
1985 — Un bac surchargé coule près de Dhaka, au Bengladesh : 250 morts et disparus.
1980 — Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador, est assassiné pendant qu'il célèbre la messe dans sa cathédrale.
1976 — Les militaires prennent le pouvoir en Argentine après avoir renversé et emprisonné la présidente Isabel Peron.
1975 — Le castor devient le symbole du Canada.
1974 — Échec d'une tentative de coup d'État contre le président Amine Dada en Ouganda.
1961 — À Québec, l'Assemblée législative adopte la loi créant la Régie des alcools.

loto-québec résultats

La Mini — Tirage du: 2001-03-23

NUMÉROS	LOTS
972960	50 000 $
72960	5 000 $
2960	250 $
960	25 $
60	5 $

LOTS BONIS

5 Voyages à Hawaï* (numéros non décomposables)
496A393 351B152
518A682 554B620
579B528
*Chaque voyage est échangeable contre un chèque de 5 000 $

NUMÉROS	LOTS
97296	1 000 $
9729	100 $
972	10 $

10 lots de 1 000 $ (numéros non décomposables)
244A482 571A307
279A561 349B588
328A581 399B387
331A367 427B619
364A134 575B183

15 lots de 500 $ (numéros non décomposables)
102A547 365A309 492A050 311B549
103A100 380A067 499A771 490B025
295A089 408A675 102B611 539B232
350A707 416A451 156B770

30 lots de 250 $ (numéros non décomposables)
102A276 242A116 477A819 190B488
108A845 315A050 521A010 251B454
112A421 324A946 114B418 291B360
157A541 346A741 119B657 388B896
178A511 353A525 144B185 406B561
218A384 392A535 169B633 434B754
234A135 452A819 169B904 582B347
241A316 467A734

Le jeu doit rester un jeu.
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

60 autres lots bonis le vendredi 30 mars

loto-québec résultats

La Mini — Tirage du 2001-03-23

NUMÉROS	LOTS
972960	50 000 $
72960	5 000 $
2960	250 $
960	25 $
60	5 $
97296	1 000 $
9729	100 $
972	10 $

Banco — Tirage du 2001-03-23
05 10 16 18 21
26 30 31 37 38
40 42 49 51 56
57 58 60 66 70

La Quotidienne — Tirage du 2001-03-23: 3 4 — 026 1174

Extra — Tirage du 2001-03-23: 554801

Super 7 — Tirage du 2001-03-23: 06 10 16 18 29 30 47 — Numéro complémentaire 09

Le jeu doit rester un jeu
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.
TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Québec NATATION
Inscription par téléphone
Paiement au 1er cours
Inscrivez-vous dès maintenant!
687-4045
COURS...
... ILS APPRÉCIENT LEUR NOUVEAU LOISIR !!!
Début des cours : 30 mars

Enfants:
- à partir de 6 mois
- tous les niveaux de la Croix-Rouge

Adultes:
Aquadulte (même ceux qui ont très peur de l'eau), maîtres-nageurs, cours privés, conditionnement physique en piscine, Aquaforme, Aquajogging, pré-postnatal.

Formation:
Médaille de bronze, croix de bronze, aqualeader, moniteur Croix-Rouge, sauveteur, médaille et croix de bronze (combiné), sauveteur plage.

Piscines:
- Collège Limoilou 8e Avenue, Québec
- Cégep F.-X.-Garneau boul. de l'Entente, Québec
- Externat Saint-Jean-Eudes, angle Bourg-Royal et 80e Rue Est, Charlesbourg
- Petit Séminaire de Québec Rue de l'Université
- YMCA, rue Laurier

RIVE-SUD
- Cégep Lévis-Lauzon Mgr-Bourget

835-9449
1515942

LA CAPITALE
ET SES RÉGIONS

ATELIER FINE TOUCHE
enseignes sculptées
www.finetouche.com
418-739-5390

SOMMET DES AMÉRIQUES

Le prix de la clôture est en hausse...

MARC LESTAGE
MLestage@lesoleil.com

■ QUÉBEC— C'est peut-être à cause du Sommet? Bien malin qui saurait le démontrer, mais l'acheteur principal de la Ville de Québec constate que le prix de l'installation, de l'entretien et de l'enlèvement des clôtures de broche ou de vinyle est en hausse.

La Ville de Québec signe à chaque année , en mars, un contrat pour la fourniture de clôtures. La démarche passe généralement inaperçue. C'est différent cette année parce que les clôtures sont à la mode.

Probablement parce qu'une partie du territoire de la Haute-Ville sera mise en cage en prévision du Sommet des Amériques, à la fin d'avril.

On devra y installer plusieurs kilomètres de clôture. Les principaux acteurs de l'événement international en sont aux répétitions. On se fait la main en vue de la générale de part et d'autre. Ainsi, une section de clôture de démonstration a été installée près des plaines. Quelques jours plus tard, des méchants manifestants potentiels en ont saboté une section.

En ce qui concerne le contrat de clôture de la Ville de Québec, il est négocié sur la base d'un tarif horaire parce qu'il est encore trop tôt pour déterminer quelle longueur de clôture devra être installée et combien de réparations seront à faire. Le budget prévoit une réserve de 60 000$ à ce chapitre.

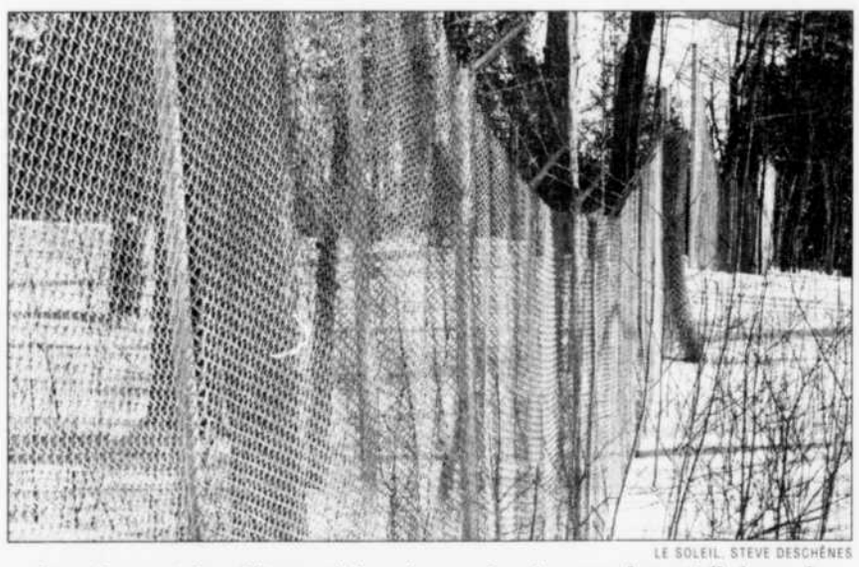
Comme à l'habitude la Ville a invité six entreprises à fournir des prix. Selon l'acheteur principal Pierre-Yves Bélanger, le taux horaire pour une équipe de deux hommes incluant un camion, outillage et équipement requis est en hausse cette année de 8 %.

Le meilleur prix obtenu est de 40$ l'heure, alors qu'il était de 37$ l'an dernier. C'est l'entreprise Clôture universelles de Lac Saint-Charles qui a produit la soumission la plus avantageuse pour la Ville.

Le fournisseur de Lac Saint-Charles réclame 40$ alors que le prix est de 58,25$ pour Orléans Nordik de Québec pour installer, réparer ou enlever des clôtures en métal. Le tarif varie entre 38$ et 44$ lorsque l'on parle de clôture en vinyle.

Chez Clôture provinciale de Saint-Augustin, le tarif horaire (métal) est de 54,58$ contre 49$ chez Alpha de l'Ancienne-Lorette et Acier GP de la route de l'aéroport.

Les écarts de prix sont aussi importants dans le cas de l'enlèvement des clôtures (de 7$ à 15$) ou pour l'installation de clôtures en vinyle dont les prix culminent à 53$.



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

Quand on met des clôtures où l'on n'en pas besoin normalement, il risque de coûter plus cher d'en ériger là où elles sont vraiment nécessaires.

LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Les 500 voitures de luxe réservées aux dignitaires attendent depuis un mois et demi déjà sur la base militaire de Valcartier.

500 limousines pour 3 000 invités

Chaque véhicule sera doté du même équipement qu'une voiture de police

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

■ VALCARTIER — Les 3000 délégués du Sommet des Amériques ne seront pas à pied: pas moins de 500 voitures neuves, louées par la GRC, les attendent dans un stationnement de la base militaire Valcartier, à l'abri des regards indiscrets.

La neige fraîche a beau camoufler les carrosseries, le coup d'oeil vaut le détour: 500 voitures Ford Crown Victoria, Lincoln Continental et Taurus 2000 et 2001 de couleurs sombres sont stationnées depuis un mois et demi sur la base militaire de Valcartier.

La Gendarmerie Royale du Canada les a louées à Ford Canada pour trois mois. Elles serviront au transport des 3000 membres des 34 délégations de chefs d'État qui arriveront à Québec, le 20 avril, pour le Sommet des Amériques.

« Les transports seront organisés en cortège, avec des voitures lettrées de la GRC en avant et en arrière », précise le sergent Normand Houle, porte-parole de la GRC.

Les modestes Taurus seront assignées au transport des policiers, tandis que les plus luxueuses Crown Victoria et Lincoln Continental accueilleront les membres des délégations et les gens du ministère des Affaires extérieures.

Chacune des voitures des délégués sera conduite par un policier de la GRC spécialement formé pour effectuer ce transport qui requiert une attention de tous les instants.

La plupart de ces véhicules sont arrivés directement de l'usine Ford d'Oshawa en Ontario.

Pourquoi si tôt? C'est que chaque véhicule destiné aux délégués doit être « habillé » comme une voiture de police, avec des équipements de sécurité et des appareils de télécommunication. Cette « opération habillage » est déjà commencée et devrait durer encore plusieurs jours.

Ensuite, chaque auto sera minutieusement inspectée avant et aussi pendant le Sommet des Amériques pour détecter toute anomalie.

Derrière les grilles, dans le stationnement de la base de Valcartier, on peut d'ailleurs voir les rampes en métal qui serviront aux inspections.

Pour la GRC, la base militaire de Valcartier était l'endroit idéal pour entreposer les véhicules. « C'est une question de sécurité, dit le sergent Normand Houle. Il faut s'assurer que personne n'ait accès aux voitures. »

Lors de la visite du SOLEIL hier, un policier militaire ainsi que Claude Patenaude, responsable du parc automobile pour la GRC, gardaient un oeil attentif sur les véhicules placés derrière la clôture grillagée.

Une équipe de mécaniciens a été prévue au cas où l'une des voitures des délégués aurait des ratés.

Aux bureaux du Sommet des Amériques, la porte-parole Maritchu d'Abbadie n'était pas en mesure d'avancer un chiffre hier sur le coût de cette vaste location. « Je sais qu'une partie du budget du transport est assumée par des commandites », dit-elle.

EN BREF

Le général Baril au Québec

Signe de l'importance de l'événement, le chef d'état-major des Forces armées canadiennes, le général Maurice Baril, sera au Québec au début d'avril pour participer à une réunion sur le Sommet des Amériques. Le lieutenant-commandeur Jean Marcotte, responsable des communications des forces terrestres au Québec, confirme la venue du général, probablement au quartier général de Longue-Pointe, près de Montréal, pour rencontrer le général Marc Caron, commandant de la force terrestre québécoise. Redevable devant le parlement, le général Baril est intéressé à être au courant de l'opération, résume le lieutenant-commandeur Marcotte. Environ 500 militaires seront mobilisés pour le Sommet et les porte-parole militaires disent qu'ils se borneront à apporter un soutien logistique aux policiers, dont l'inspection des bagages à l'aéroport Jean-Lesage. I.M.

Les médias alternatifs privés d'accréditation

Les organisateurs du Sommet ne reconnaissent pas le CMAQ comme une agence de presse

ÉRIC MOREAULT
EMoreault@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Les organisateurs du Sommet des Amériques ont refusé d'accréditer le Centre des médias alternatifs du Québec en vue de la rencontre sur la libéralisation du commerce mondial. Comme les militants, les journalistes du CMAQ sont exclus du périmètre de sécurité.

« On s'est fait répondre non parce que nous n'étions pas une agence de presse reconnue. Notre organisation est jeune, mais on a le support d'organisations établies comme Alternatives », commentait Christian Dubois, un des coordonnateurs du CMAQ, quelques heures avant de recevoir 150 journalistes indépendants dans la Vieille Capitale.

Ces représentants de l'Ontario, de l'Ouest, des Maritimes et du nord-est américain participent aujourd'hui et demain à des ateliers pour maximiser l'efficacité de leur couverture et sa diffusion durant la fin de semaine du 20 au 22 avril. Certains sont venus d'aussi loin que San Francisco ou d'Angleterre.

Ce matin, ils profiteront de leur visite de reconnaissance de Québec pour manifester symboliquement devant les locaux du Sommet, à place D'Youville.

« Cent cinquante journalistes, ça démontre que c'est sérieux », s'exclame Christian Dubois. Le CMAQ doit normalement alimenter les fils de presses alternatifs que composent les Independant Media Centers (IMC) réunis en réseau mondial au www.indymedia.org.

Né dans la foulée contestataire de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle, le site Web de l'IMC recevait jusqu'à un million de visites par jour. Aujourd'hui, on en retrouve une trentaine aux États-Unis et une demi-douzaine au Canada, mais aussi en Australie, au Brésil, au Mexique, en Colombie et dans la plupart des pays européens. Québec a le sien: le CMAQ.

Chacun des IMC regroupe des médias alternatifs et communautaires, des magazines et journaux indépendants qui présentent « un point de vue différent et critique sur les enjeux de la société ». Dans la région, les journaux *Droit de parole* et *Impact Campus* sont notamment partenaires du CMAQ.

Ses responsables sont d'autant plus frustrés du refus d'accréditation que d'autres comme la PUIQ (Presse universitaire indépendante du Québec) et la CUP (Canadian University Press) l'ont obtenue. Et que le personnel du tout-puissant Sommet avait fait preuve d'une certaine ouverture lors de contacts préliminaires.

En janvier, ils s'étaient d'abord entretenu avec Abbie Dann, la directrice des communications du Sommet. On leur avait par la suite demandé une lettre d'intention. En cas d'acceptation, le CMAQ serait allé de l'avant avec les démarches individuelles d'accréditation pour ses journalistes — comme celles auxquelles les scribes du SOLEIL ont dû se plier.

Mais il y a quelques semaines, Denis Tessier a contacté le CMAQ pour communiquer verbalement le refus. On a en retour demander une réponse écrite justifiant le refus, mais celle-ci se fait toujours attendre.

Le directeur médias pour le Sommet, en réunion, n'a pas retourné notre appel, lui qui jurait pourtant, dans une entrevue récente, que le Sommet ne ferait pas de discrimination entre les médias, bien que l'espace soit limité à 450 journalistes de la presse écrite au Centre des congrès.

« Il va falloir exercer un certain jugement, expliquait M. Tessier dans l'édition de mars du *30*, le magazine du journalisme québécois. Mais l'idée, ce n'est pas de privilégier un type de médias! On est prêts à accepter des représentants de tous les courants. »

FORESTER L 2001

#1
339$/MOIS
• Édition spéciale, bleu nacré bas de caisse, pare-chocs et protège-calandre titane nacré
• Traction intégrale, 5 vitesses, roues en alliage
• Sièges avant chauffants
• Rétroviseur avec boussole
• Entrée sans clé
• Carpettes signées Blue Ridge SE
Le leader à Québec
Là y a du service!
Acadia
SUZUKI SUBARU L'at Traction intégrale
Autoroute de la Capitale
sortie Pierre-Bertrand
681-6000
www.suzuki.ca
SUBARU L'at Traction intégrale
OUTBACK 2001
• Traction intégrale à prise constante
• Moteur 2,5 litres, 16 soupapes
• Climatiseur
• Freins ABS • Différentiel arrière autobloquant
• Dégivreur d'essuie-glace avant et essuie-glace arrière intermittent
• Siège du conducteur à réglage électrique en six points et sièges avant chauffants
• Rétroviseurs extérieurs électriques
• Deux coussins gonflables
• Régulateur de vitesse
• Stéréo AM/FM/bande météo avec lecteur de cassette
• Phares antibrouillard halogène à quartz lampes
• Et beaucoup plus!
L'originale et toujours la meilleure.
Maintenant offert 6 cylindres

Automatique
379$/MOIS
* Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Outback, versement initial de 3295$ ou échange équivalent. Forester L, versement initial de 2995$ ou échange équivalent. 20 000 km par année. 0,08$ du km excédentaire. Taxes fédérale et provinciale en sus. Offre pour un temps limité.

VERS LES OSCARS

JIM
Stars en action

Suite de la Une

Pour voir des stars en action, rien de mieux que les plateaux de tournage. Suffit d'obtenir la liste de ce qui se tourne en ville, à la Chambre de commerce de Hollywood ou de Los Angeles. L'information cruciale, à savoir qui sont les acteurs de ces productions, se trouve chaque semaine dans le *Hollywood Reporter*. Vous pouvez alors apercevoir de loin les vedettes en action. Ou du moins ce qui en tient lieu, car le tournage d'un film n'est pas ce qu'il y a de plus palpitant. Qu'on soit à Hollywood ou ailleurs.

Suffit d'obtenir la liste de ce qui se tourne en ville à la Chambre de commerce

Le hasard a voulu que mon séjour californien coïncide avec le tournage de quelques scènes du prochain film de Jim Carrey, *The Majestic*, devant le célèbre Mann's Chineese Theater, situé à deux minutes à pied de mon hôtel.

Le tournage a lieu durant la nuit. Puisque l'action du film se déroule dans les années 50, la façade du prestigieux cinéma de Hollywood Boulevard a été décorée de vieilles affiches de *The African Queen*.

Lors de mon passage, quelques dizaines de figurants, vêtus de costumes d'époque, font le pied de grue depuis un bon moment. Les badauds, dont je suis, attendent de l'autre côté de la rue qu'il se passe quelque chose.

Coiffé d'une casquette, le réalisateur Frank Darabont (*The Shawshank Redemption*, *The Green Line*) discute avec son directeur photo. De 22 h à 00 h 30, on reprendra la même scène quatre fois, toutes sans Jim Carrey, sagement assis sur un banc, plus loin, à se regarder pousser les ongles.

« Il regarde quelque chose, peut-être son contrat », me fait remarquer mon cinéphile de voisin, qui l'épie avec ses jumelles. Sur le tournage de *On the Waterfront*, Marlon Brando avait une clause qui lui permettait de quitter le plateau tous les jours à 15 h, pour aller voir son psy. En tout cas, sur *The Grinch*, Carrey avait mérité ses 20 millions $ avec les trois heures quotidiennes de maquillage. » Il y a chez le badaud en attente de quelque chose une incroyable faculté de parler de tout et de rien, le plus souvent des deux dans la même phrase...

Vers 23 h 30, sans doute las de voir l'ongle de son index pousser plus vite que celui de son pouce, Carrey décide de traverser la rue et de venir à la rencontre de ses fans. Un beau geste, totalement gratuit, qu'on ne verrait pas de la part d'un autre acteur, De Niro par exemple, réputé pour être aussi sympathique qu'un diable de Tasmanie.

C'est la cohue générale, les Japonais ne se peuvent plus, ne savent plus où donner de la tête et de la caméra vidéo. « Hi ! How are you ? », fait Carrey en distribuant des poignées de main et de larges sourires, sous le regard de trois ou quatre gorilles aux aguets.

Mon boss va me tuer si je ne prends pas une photo. La tentative est infiniment plus risquée et ardue que de tirer le portrait d'une chouette lapone, perchée sur un arbre de Cap Tourmente. Allez Jim, on regarde par ici, allez un petit effort, clik ! L'expérience me fait découvrir que je n'ai pas, mais alors pas du tout, l'âme d'un paparazzi.

Une fois la frénésie disparue, c'est le retour au calme plat et à la réalité d'un tournage où il ne se passe rien. Une demi-heure plus tard, une admiratrice qui en veut davantage fait le tour des gens encore sur place à cette heure tardive pour obtenir leur collaboration. « À go, on crie tous ensemble : We Love You, Jim ! »

Malgré cet appel désespéré, Carrey restera impassible, assis sur son banc, à attendre lui aussi qu'il se passe quelque chose...

LE SOLEIL, NORMAND PROVENCHER

Notre journaliste, loin d'être un paparazzi professionnel, a croqué ce cliché de Jim Carrey, lors d'un tournage nocturne. Regardez bien, on le voit de dos, rencontrant ses fans.

Week-end de suspense à Hollywood

LOS ANGELES (AFP) — La course aux Oscars, qui s'achèvera demain avec la remise des célèbres statuettes dorées, ressemble cette année à s'y méprendre à un scénario à suspense, dans la meilleure veine des productions hollywoodiennes.

« C'est l'une de ces années où il est dangereux de se risquer à faire des pronostics », écrit Peter Bart, éditorialiste au quotidien *Variety*.

Contrairement aux années précédentes — le prévisible raz-de-marée provoqué par *Titanic* en 1998 ou l'unanimité de la critique autour de *Beauté américaine* l'an dernier — aucun film, aucun réalisateur, et aucun acteur, exception faite de Julia Roberts, n'a réussi à se démarquer du peloton de tête.

Avec douze nominations — un record — il semble plausible que l'Académie flanche pour *Gladiateur* du Britannique Ridley Scott. Le 21 janvier, le jury des Golden Globes a d'ailleurs tranché en sa faveur.

Mais pourquoi pas Ang Lee ? Avec *Tigre et Dragon*, le Taïwanais (dix nominations) est à même de lui souffler la mise en profitant d'un vote partagé du jury pour Steven Soderbergh en lice pour deux films, *Erin Brockovich* et *Trafic*, et mettre ainsi toges et sandales romaines au rebut.

Surprise reste le mot clef. Le jury des Oscars pourrait ainsi marcher dans les pas des syndicats d'acteurs, de scénaristes et de réalisateurs, qui ont étonné par leurs choix, début mars.

La guilde des acteurs a ainsi ignoré *Gladiateur*, encensé la peinture de l'univers de la drogue dans *Trafic*, et plus spécialement l'une de ses vedettes, Benicio Del Toro (nominé « meilleur second rôle » aux Oscars), et voté massivement pour Ang Lee et ses mythiques combattants chinois.

Tom Hanks, qui a déjà deux Oscars à son actif, est certes salué pour sa performance de Robinson moderne dans *Seul au monde*, mais à peine plus chaudement que Russell Crowe, le glorieux Maxime qui enflamme les arènes romaines du Colisée.

D'où, peut-être, une chance pour Ed Harris (*Pollock*) de se frayer un chemin vers les sommets, de même qu'une opportunité de l'emporter pour Javier Bardem (*Before Night Falls*), ou Geoffrey Rush (*Quills*, en français *La plume et le sang*).

Roberts, quant à elle, part favorite dans la catégorie « meilleure actrice » pour sa prestation remarquée dans *Erin Brockovich*, une jeune mère célibataire opiniâtre, embauchée comme assistante juridique par un avocat (Albert Finney, sélectionné pour le meilleur second rôle masculin), et qui va mettre à genoux un Goliath industriel pollueur.

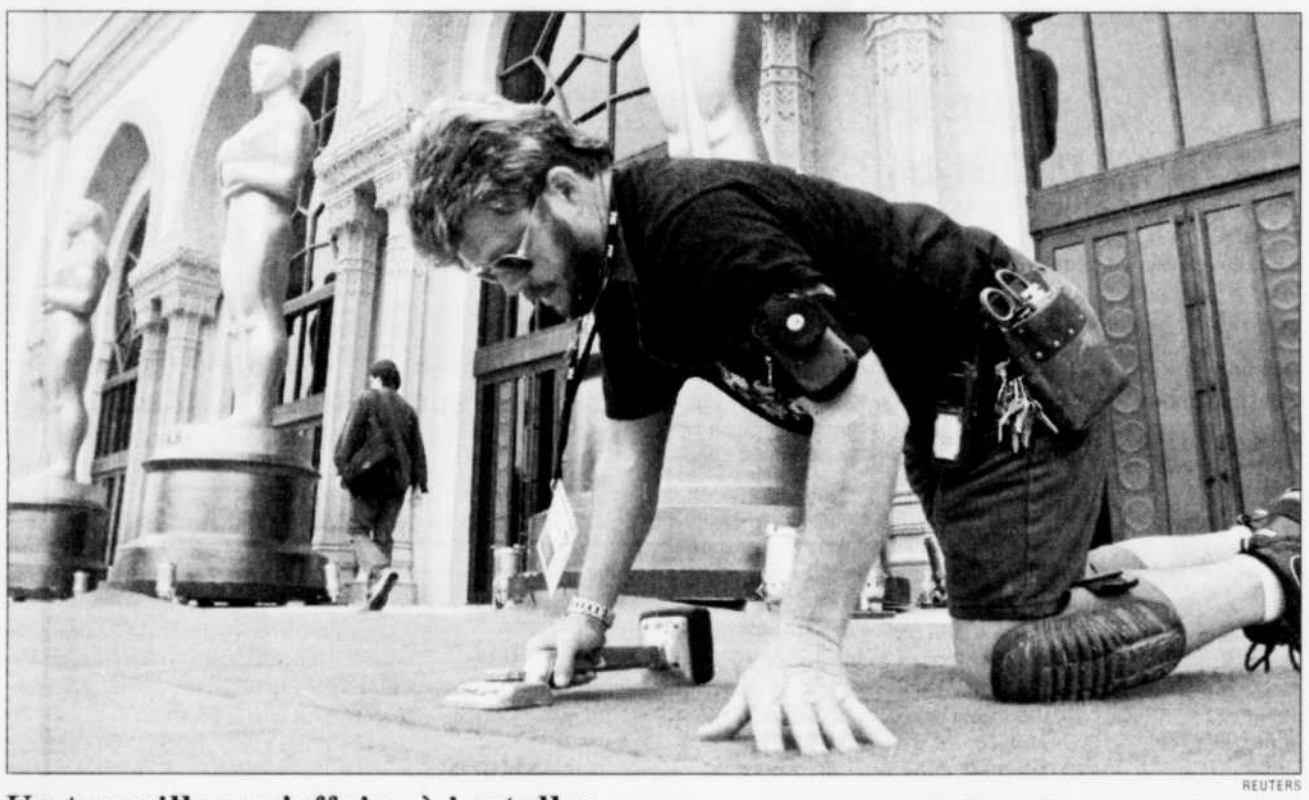
Les studios Miramax, qui ont fait agressivement campagne pour *Chocolat*, semblent quant à eux résignés à ne pas emporter l'Oscar du meilleur film. Quant à leur vedette, la Française Juliette Binoche, elle a déjà publiquement souhaité la victoire de Julia Roberts.

L'apparente difficulté à départager les lauréats alimente une guerre sans merci entre grands studios, notamment Dreamworks et Sony Picture Classics, et suscite parmi les critiques quelques observations non dénuées de cynisme.

Certains d'entre eux ont ainsi soulevé l'éventualité de procéder à « plusieurs décomptes des voix » des membres du jury de l'Académie des Arts et des Sciences du Cinéma, allusion épaisse à l'issue controversée de la récente campagne présidentielle américaine.

La cérémonie, qui aura en toile de fond des mouvements sociaux et des menaces de grèves des scénaristes, à partir de mai, puis des acteurs, dès le 1er juillet (lire texte en page G13), se déroulera pour la dernière fois à l'auditorium Shrine de Los Angeles. Elle regagnera en 2002 Hollywood, où le premier Oscar avait été décerné en 1929.

Déroulez le tapis rouge



REUTERS

Un travailleur s'affaire à installer le fameux tapis rouge pour la 73e cérémonie des Oscars au Shrine Auditorium de Los Angeles. Tout doit être en place pour accueillir les vedettes, ce soir.

L'auteur de 2001 y sera... ou presque

■ COLOMBO, Sri Lanka — Le célèbre auteur de science-fiction Arthur C. Clarke participera... virtuellement à la soirée des Oscars demain. L'auteur de *2001 : l'odyssée de l'espace* annoncera via vidéo les nominations et le gagnant de la catégorie du meilleur scénario adapté d'une œuvre existante, apprend-on sur le site du gouvernement du Sri Lanka, son pays d'adoption. Même si l'enregistrement a été effectué au début du mois au domicile de l'écrivain de 83 ans, le nom du lauréat lui est toujours inconnu. « J'ai eu à enregistrer cinq clips différents en présentant chacun des nominés comme le gagnant », précise-t-il sur le site. Clarke a partagé avec Stanley Kubrick l'Oscar du meilleur scénario en 1968 pour *2001*. (AP)

2500 $ pour le plus court discours !

■ LOS ANGELES — Gagner un Oscar n'a pas de prix ; prononcer un très court discours en le recevant vaut au moins une télévision de 2500 $US ! Dans une tentative inusitée pour contenir les lauréats dans leurs interminables remerciements, le producteur Gil Cates offrira un appareil télé haute-définition à celui ou celle qui sera le plus bref demain soir. Lors du lunch annuel pré-oscar, tenu à Hollywood dernièrement, Cates est allé jusqu'à montrer aux nominés quelques discours exemplaires de concision, comme le plus-que-bref et mémorable « Thank You » de Alfred Hitchcock, prononcé en 1967. Les gagnants ont tout au plus 45 secondes après la réception d'un prix pour livrer leur discours. En théorie, devrions-nous préciser. (AP)

Top chrono

■ LOS ANGELES — Le producteur de la cérémonie des Oscars, Gil Cates, est sous pression pour que la durée du spectacle de demain soir n'excède pas trois heures. C'est que, après 23 h, les cotes d'écoute chutent rapidement, a-t-on constaté ces dernières années. Ce qui n'empêche pas que les galas sont de plus en plus longs. Les deux derniers ont même dépassé la marque des quatre heures, un record ! (AP)

Qui habillera Julia ?

■ NEW YORK — Il n'y en aura que pour elle, demain soir : tous les créateurs rêvent de signer la robe que portera Julia Roberts, promise au titre de la meilleure actrice. « Tout le monde la veut, reconnaît Tom Julian, commentateur de mode. Elle représente une stature, une longévité, un pouvoir d'attraction au box-office, et elle n'est pas la femme d'un seul créateur. Elle porte de tout, de Vivienne Tam à Calvin Klein, en passant par Armani. » Les spécialistes prédisent cette année l'avènement du chic *glamour* aux Oscars. Un style inspiré de l'âge d'or d'Hollywood, ni *flashy*, ni *trashy*. Il faut donc s'attendre à un bouquet de robes très simples en satin. « Les nominées, cette année, et particulièrement Julia, préféreraient être en jeans qu'en robe du soir », note la designer Pamela Dennis. Si ce n'est pas Julia, qui portera la tenue extravagante sans laquelle les Oscars ne sont pas vraiment les Oscars ? À suivre. (AP)

Une recrue à la barre

■ LOS ANGELES — L'acteur Steve Martin animera son 1er gala demain, succédant à Billy Crystal, au pupitre pour la 7e fois l'an dernier. Martin ajoutera son nom à une liste de vedettes qui savent bien que l'animation des Oscars peut se révéler casse-gueule... Parlez-en à David Letterman.

Un 30 secondes sans prix

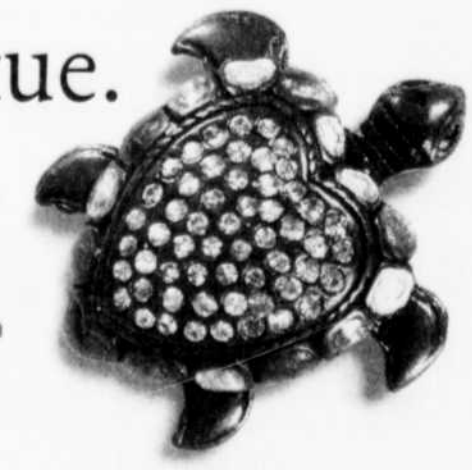
■ NEW YORK — Autre signe que l'économie américaine bat de l'aile, le réseau ABC n'a complété que jeudi la vente de ses plages publicitaires pour le gala télévisé des Oscars de demain. Ordinairement, le réseau parvient à vendre ses derniers spots un ou deux mois avant la date de l'événement, et non trois jours. Trente secondes de publicité pendant le gala coûtera cette année aux annonceurs 1,4 million $US, ce qui demeure quand même une aubaine comparativement au Super Bowl (1,9 M $ en 2000), le seul autre événement plus écouté à la télé par les Américains. L'an dernier, 46,3 millions d'Américains ont suivi les Oscars au petit écran. (NYTNS)

Le party s'annonce calme...

■ LOS ANGELES — Pour les futurs gagnants des Oscars comme les autres, la liste des réceptions d'après-gala s'annonce courte dans la nuit de dimanche à Los Angeles. Le *party* de *Vanity Fair* demeurera le plus couru, mais plusieurs studios, comme DreamWorks et Miramax, ont abandonné les leurs cette année. « Il y avait des tas de *partys* quand la cérémonie se tenait le lundi, explique Harvey Weinstein, grand patron de Miramax. Maintenant, l'Académie tient sont Bal du gouverneur juste après la cérémonie et on te regarde de travers si tu le manques. Par la suite, tout le monde veut faire un arrêt au party de *Vanity Fair*. Si bien que, de plus en plus souvent, les gens ne se pointaient que très très tard à votre *party*. Ça revient à dire : à combien de *partys* peut-on assister en une seule soirée ? » (NYTNS)

Le REER et la tortue.

Rien ne sert de courir... Il faut cotiser à point, se disait la tortue. Ainsi, avec le PEP REER Placements Québec, elle trouva le moyen d'épargner à son rythme et sans effort, en prévision de sa retraite. À la fréquence souhaitée, un montant de son compte personnel est automatiquement prélevé. Lentement mais sûrement, elle franchira le fil d'arrivée, avec une contribution déductible d'impôt à la fin de l'année.



- Montant (minimum de 25 $) et fréquence (hebdomadaire, aux deux semaines ou mensuelle) des prélèvements à votre choix.
- Modification du montant et de la fréquence des prélèvements permise en tout temps.
- Aucuns frais d'administration.

PLAN REER ÉPARGNE PÉRIODIQUE PLACEMENTS QUÉBEC

www.placementsqc.gouv.qc.ca

1 800 463-5229

Québec
Placements Québec

Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h.

Pour la région de Québec, composez le 521-5229.

Normand Brathwaite sous contrat à TQS

Sans jeu de mots, pour une rare fois, on peut dire que TQS a un nouveau mouton noir. Pure laine noire. Il s'appelle Normand Brathwaite. Ce ne sera une surprise pour personne. À TVA, son chien était mort. Depuis 1994, il y animait l'émission préférée de Daniel Pinard, *Piment Fort*.

Et que fera-t-il dans l'autre réseau de télévision de Citizen Karl ? Il y explorera d'autres plantureux pâturages ! Dans le cadre d'une nouvelle émission qui s'appellera *Fun noir* et qui prendra l'antenne cet automne.

Ce sera une prestation au quotidien, du lundi au vendredi, tout de suite après *Flash*. Pendant une demi-heure, l'artiste recevra une personnalité du show business pour bêler à l'unisson de tout et de rien. Surtout de rien.

À quoi faut-il s'attendre ? Réponse du principal intéressé : « Ce sera une fusion entre *Bla-Bla-Bla* sur l'acide et *Survivor*. »

Je vous passe les mots d'esprit de l'artiste sur la fièvre aphteuse, les coming out, Canal Vox, la remontée du Nasdaq et toutes ces idioties qui sont censées être drôles.

Plaisanteries destinées à occulter une réalité : le concept de l'émission n'est pas vraiment défini et tout reste à faire. Le producteur Zone 3 a tout le printemps et tout l'été pour peaufiner quelque chose. Si vous avez des idées, n'hésitez pas à lui en faire part. Pour le petit cachet, soyez exigeant. Ces gens-là font leur pelote, et plutôt bien, grâce à la générosité des fonds publics.

Grand manitou de la programmation à TQS, Luc Doyon se pétait joliment les bretelles, hier matin : « L'arrivée de Normand vient prolonger notre position de leader dans le bloc de programmation de 17 à 19 h. »

Ça, monsieur, c'est ce qu'on appelle vendre la peau de l'ours...

***

Musique Plus découvre que les clips qu'elle diffuse peuvent être violents, vulgaires, racistes, de mauvais goût, sexuellement explicites et socialement inacceptables. D'ordinaire rebelle et volontiers sulfureuse, cette malicieuse télévision serait-elle en train de perdre son âme adolescente dans les méandres de la platitude politique ?

Didier Fessou
DFessou@lesoleil.com
RADIO/TÉLÉ

Musique Plus ne diffusera pas le clip de Madonna, *What It Feels Like For a Girl*.

Et pourquoi donc ? Je cite : « Ce clip présente une Madonna au tempérament antisocial dans diverses situations violentes. On la voit assommer le garde de sécurité d'une banque à l'aide d'un fusil afin de commettre un vol, provoquer des accidents de voiture, happer délibérément de jeunes joueurs de hockey, faire exploser une station-service. »

« Ce sera une fusion entre *Bla-Bla-Bla* sur l'acide et *Survivor* »

Cachez cette Madonna que je ne saurais voir...

En réalité, Musique Plus ne fait rien d'autre que suivre frileusement le courant. Plus tôt cette semaine, les chaînes américaines MTV et VH1 décidaient de ne pas diffuser cette « œuvre ». Méchante fille, cette Madonna, mais quel talent pour la publicité !

***

Grand copain des étudiants en musique et grand patron de la radio française de Radio-Canada, Sylvain Lafrance, a été adoubé chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres, une distinguée distinction française. Cocorico !

***

Dîner de presse chez La Mère Michèle. En compagnie de Luc Dionne. Oui, c'est lui qui avait écrit *Omertà*.

Zone 3, cette semaine, il n'y en a eu que pour Zone 3, a commencé le tournage de sa nouvelle télésérie, *Bunker*. Dans des édifices désaffectés de la base aérienne de Saint-Hubert.

Dotée d'un budget de 10 millions $, *Bunker* est une télésérie lourde destinée à Radio-Canada. En tout, 11 épisodes d'une heure qui seront diffusés en 2002.

L'histoire, en deux mots : le premier ministre est malade, il faut le remplacer. Un financier décide de présenter son candidat, un banquier. Pour le faire élire, il fait appel à des spécialistes, le Gucci Club. Ces gens-là portent tous une montre Gucci qui affiche 24 heures d'avance. Pourquoi ? Eh, pardi, pour être en avance de 24 heures sur tout le monde...

La suite de l'histoire, c'est la vie au quotidien au Parlement. Une réalité que connaît bien Luc Dionne pour avoir été attaché politique du député Jean-Paul Théorêt, autrefois.

Bunker est une série satirique sur le pouvoir. Le pouvoir politique, certes, mais aussi le pouvoir financier, le pouvoir des médias, le pouvoir de la fonction publique. Il y sera beaucoup question de la langue de bois des politiciens. Ce double langage qui interdit aux politiciens de mentir, mais qui ne leur permet pas de dire la vérité.

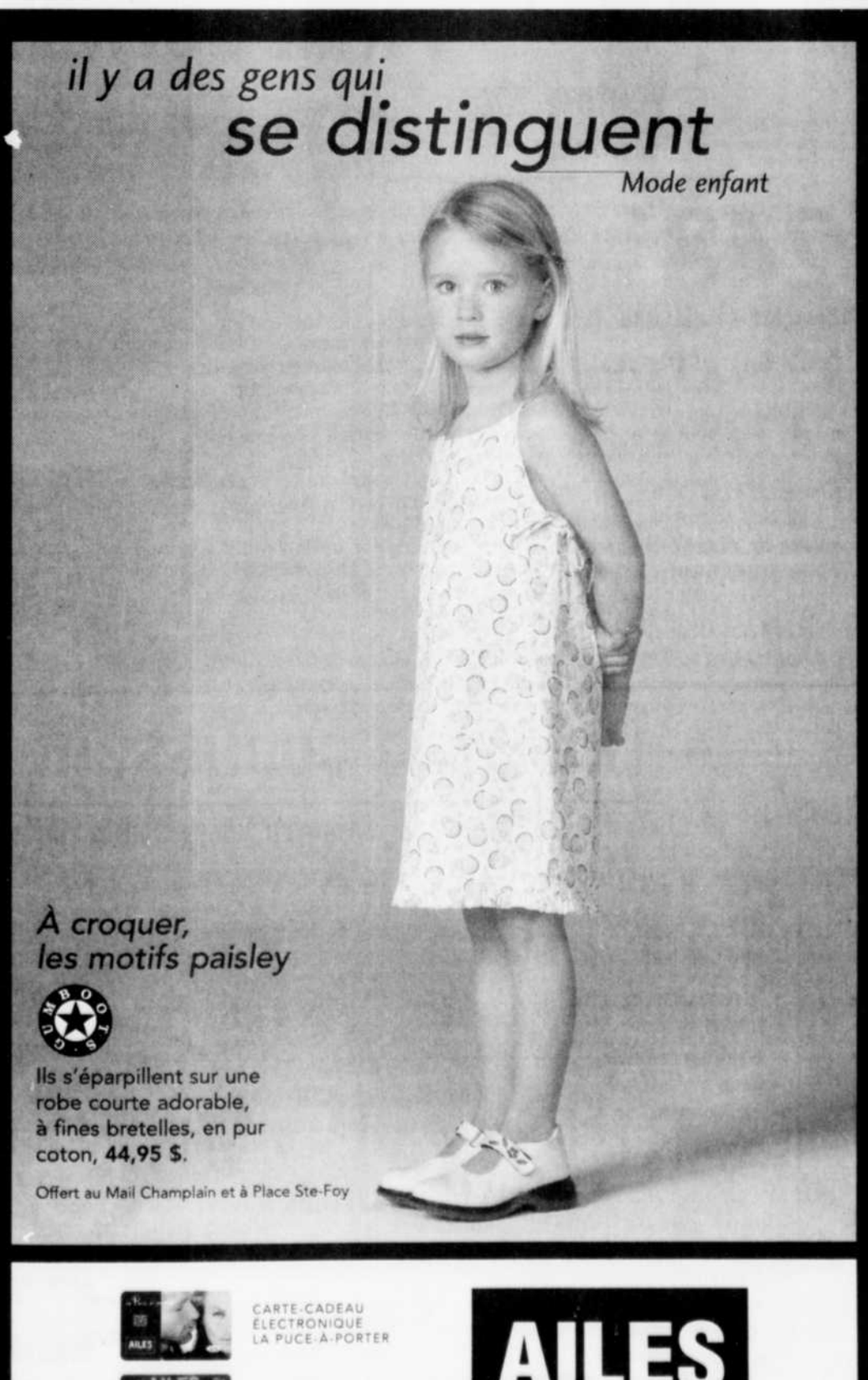
Pour prêter vie aux personnages, une brochette de réputés comédiens. Parmi lesquels Raymond Bouchard, Michel Dumont, Rémy Girard, Denis Mercier, Micheline Lanctôt et Louise Marleau.

Cette série est intrigante. Pas à cause du sujet, à cause du ton. J'aimerais vous en dire plus, mais je n'en ai rien vu. Aussi, j'ai demandé à aller sur les lieux du tournage. Après, je me sentirai plus à l'aise pour vous en parler.

PHOTO MICHEL GAGNÉ
TQS a un nouveau mouton noir. Il s'appelle Normand Brathwaite.

Amateurs de WEB?
Retrouvez au www.lesoleil.com
toutes les annonces classées du Soleil
LE SOLEIL Sur mesure pour vous

Dr J.R. Clément M.D.
ophtalmologiste
Examen de la vue
(418) 686-0308
1628, chemin Sainte-Foy, Québec
Également
Clinique d'ophtalmologie et de verres de contact
Édifice Le Delta
2875, boul. Laurier, bureau 100
Sainte-Foy (QC) G1V 2M2
Tél.: (418) 654-1488 ou 658-2010
1514556



CARTE-CADEAU ÉLECTRONIQUE LA PUCE-À-PORTER
CARTE LES AILES MASTERCARD
concours duo pour garde-robe CALIFORNIA CLOSETS
AILES LES AILES DE LA MODE
Nulle part ailleurs

CARTE-CADEAU ÉLECTRONIQUE LA PUCE-À-PORTER
CARTE LES AILES MASTERCARD
concours duo pour garde-robe CALIFORNIA CLOSETS
AILES LES AILES DE LA MODE
Nulle part ailleurs

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537 • CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537 • PLACE STE-FOY (418) 652-4537 • www.lesailes.com
v1150917Z

LE SOLEIL: STÉVE DESCHÊNES

Les élèves de France Paradis ont remporté de grands honneurs.

Les petits rois du Web francophone

Des élèves de 6e année primés pour leur site

Jean Martel
JMartel@lesoleil.com

■ QUÉBEC — La classe de 6e année de France Paradis de l'école Filteau, à Sainte-Foy, a reçu les plus grands honneurs pendant la semaine de la francophonie: un prix canadien et un prix provincial pour la réalisation d'un site Web faisant la promotion du français et utilisant les nouvelles technologies de l'information.

L'enseignante France Paradis est allée chercher le prix national de 1000$, le 20 mars, au Musée des civilisations à Hull et le prix provincial de 300$, le 22 mars, au Spectrum de Montréal.

Mme Paradis rappelle que l'Association canadienne des enseignants de langue française organise tous les ans un concours dont les prix sont remis pendant la semaine de la francophonie. Elle a suggéré à ses élèves d'y prendre part, et leur participation leur a valu d'être proclamés lauréats du Prix de la francophonie.

Mme Paradis précise qu'il a fallu à ses 23 élèves, âgés de 11 ou 12 ans, trois mois de travail pour arriver au résultat que l'on connaît. Tout a commencé, raconte-t-elle, à partir d'une activité de reconnaissance des enfants en détresse dans le monde. Les élèves ont voulu en savoir plus. De fil en aiguille, ils sont arrivés à faire un site Web.

MOSAÏQUE

Si on clique sur le site http://www.csdecou.qc.ca/filteau/france6/organisme.htm, on trouve une mosaïque. Elle conduit à un lien qui explique en gros comment les élèves en sont venus à produire ce site. On y voit le nom d'organismes humanitaires, comme la Croix Rouge et l'ACDI, et une liste de thèmes: les droits et les devoirs des enfants, des gens qui s'impliquent, des auteurs, une bibliographie...

«Les enfants, dit-elle, ont participé à la recherche de tout ce qui se trouve sur les différentes pages: les fonds de page, les images, les boutons, les informations, la correspondance pour demander l'autorisation d'utiliser des photos ou des images ou pour obtenir plus d'informations, les adresses pour faire des liens avec les sites des organismes, les dessins des droits bafoués, la rédaction des poèmes à l'aide de la musique de Raymond Lévesque, les recherches pour trouver des personnes dont l'engagement en faveur d'un monde meilleur est impressionnant.»

«Si vous allez voir le site Web, vous verrez pourquoi nous avons gagné», s'exclame-t-elle.

Dites Oui!
Oui, venez chercher votre cadeau d'inscription à notre promotion dédiée aux futurs mariés et, de plus, participez au tirage de nombreux autres prix.
Jours de la Mariée du 19 mars au 8 avril
Tous les détails en boutique
Collaboration: Grafton Montego
La boutique Pierre Robitaille
Place Ste-Foy 653-7260

ABONNEZ-VOUS LE SOLEIL 686-3344 1 866 686-3344

Centre «FACTORY OUTLET» PROMENADES STE-ANNE
Des prix "outlet", tous les jours!
Toutes nos nouveautés printanières... déjà à des prix de fin de saison!
FILA ESCADA FASHION OUTLET Pantorama L'ENTREPOT FILA The North Face
Cuir NIKO Chaussurama L'ENTREPOT Bentley
FILA COBRA Levi's Outlet MARIKITA RESTAURANT Mimosa
Information: (418) 827-3555 • 10909 Boul. Ste-Anne (Route 138) Ste-Anne-de-Beaupré • Internet: www.miromar.com

Lundi, mardi et mercredi
Québec Ce Soir, 18h
Robert-Giffard
Un nom qui pour plusieurs signifie encore «asile».
Que savons-nous de ce qui se vit derrière la grande façade?
ICI RADIO-CANADA TÉLÉVISION

Maxi sorties à mini prix
Venture 2001 Maxi Valeur
248 $/mois*
Transport et préparation inclus
1,9 % à l'achat**
24 228 $ à l'achat***
• Fourgonnette qui offre la meilleure économie d'essence de sa catégorie
• Moteur V6 3,4 L de 185 HP • Climatiseur
• Deux portes latérales coulissantes
• Volant inclinable et système de verrouillage central électrique des portes • Lecteur de disques compacts

Location 48 mois

Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0$	335$
1 679$	298$
3 948$	248$

2,9 % à la location**
★★★★★ Sécurité 5 étoiles*

Portière coulissante électrique gratuite
Pour un temps limité, sur la Venture LS Édition spéciale.
Équipée également des caractéristiques suivantes:
• Téléverrouillage des portes
• Vitres électriques
• Régulateur de vitesse
• Glaces teintées foncé
• Traction asservie
• Porte-bagages
Venture LS Édition spéciale

CHEVROLET La route. Sans le doute.
CHEVROLET Oldsmobile GM
gmcanada.com
L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock, tels que décrits ci-dessus: Venture «Maxi Valeur»: 1UN16, R7Z, 1SV et Venture LS: 1UN16, R7A, 1SC, R7N. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (voir tableau de mensualités). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 400$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12¢ du km après 80 000 km. **Taux de financement de 1,9% disponible jusqu'à 60 mois à l'achat et de 2,9% disponible jusqu'à 48 mois à la location. ***À l'achat, préparation incluse, transport (940$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement de 15 000$ à 1,9%: 60 versements de 262,26$, coût en intérêts de 735,60$, coût total de 15 735,60$. MCMarque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. *Sécurité 5 étoiles pour le conducteur lors de tests d'impacts latéraux. Tests effectués par le National Highway Trafic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. Un échange de véhicule peut être requis.
Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

Amende en vrais dollars

Un jeune Montréalais condamné pour avoir écoulé de faux billets

RICHARD HÉNAULT
RHenault@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Un des jeunes membres du groupe de Montréalais venus à Québec pour écouler de faux billets de 20$, le mois dernier, a été condamné à une amende de 400$.

Les dirigeants de l'opération sont toujours au large

Seulement deux faux billets échangés dans des commerces pouvaient être reliés à Gabriel Thouin, 18 ans. La méthode employée par lui et ses comparses consistait à se rendre dans de petits commerces, tels des établissements de restauration rapide, de faire des achats peu coûteux et de payer avec les faux billets de 20$.

La monnaie ainsi récoltée était ensuite rapportée à l'individu qui dirigeait l'opération. En cette période carnavalesque, environ 17 commerces ont été fraudés par le groupe, avant que la police intervienne.

L'intervention policière a d'ailleurs évité que la quantité substantielle de faux argent dont était muni le groupe puisse être écoulée. Seuls les petits passeurs ont toutefois été interceptés, leurs dirigeants étant toujours au large grâce au silence des autres.

Compte tenu que Thouin ne possédait pas d'antécédents judiciaires, le procureur de la Couronne, Me Jean-Robert Nadeau, suggérait l'imposition d'une amende de 100$. Le jeune homme était la première des quatre personnes interceptées le mois dernier à recevoir sa sentence. Il a répondu au juge qu'il n'a aucun moyen de subsistance et qu'il vit pour le moment aux crochets de sa mère.

Compte tenu des moyens de pression appliqués actuellement par les procureurs de la Couronne, le ministère public ne pouvait faire une suggestion conjointe de peine au juge. L'avocat de l'accusé, Me Pierre Desruisseaux, a contourné le problème en indiquant au tribunal qu'à défaut de suggestion conjointe, il exprimait son accord avec celle faite par son confrère.

CRIME SÉRIEUX

Soulignant le sérieux de ce type de crime, le juge Pierre Verdon s'est pour sa part dit en désaccord avec la suggestion du ministère public. Il a donc porté le montant de l'amende à 400$.

« L'argent est la base de toute notre économie, a dit le juge au jeune Montréalais. Même avec une amende de 400$, vous vous en tirez à très bon compte. » À cette amende, le tribunal a ajouté une probation de deux ans ainsi qu'une interdiction de contact avec les cinq complices, dont deux sont d'âge mineur.

PISCINES BEAUPORT INC.

Le plus grand réseau de professionnels en piscines du pays.
Les plus grandes marques
AQUA LEADER ATLANTIC VOGUE
439, Seigneuriale, Beauport 666-5311

5 jours pour 5$
Pour des articles de 100$ et moins pour un temps limité. Annonce de 2 lignes.
Annonces classées 844-4444
LE SOLEIL

LE SOLEIL
Sur mesure pour vous

Activités pour les femmes malentendantes
CHOISIR SA SÉCURITÉ
Cours d'autodéfense:
prévention - confiance en soi - affirmation
Coût: 5$
Interprète oraliste sur place
Âges: 16 ans et plus
Quand: Tous les mercredis (28 mars, 4-11-18 avril de 19h à 21h30)
Pour information et réservation:
Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec
Tél.: 626-8691 (ATME)
Tél.: 626-9252 (voix)

FORMES
COLLECTION FEMME ENCEINTE

Les boutiques: Montréal: 2185, rue Crescent. Tél.: (514) 843 69 96. Toronto: 128, Cumberland Avenue. Tél.: (416) 972 02 07. Le catalogue: Demandez-nous par téléphone au 1 800 750 4543. Le catalogue gratuit de la collection Printemps-Été. Le site: www.formes.com
Daniel Boudon FORMES COLLECTION FEMME ENCEINTE
1509647

Institut international de YOGA
Place de la Cité

120$ pour 10 semaines cours illimités
Xavier Houssin 681-9129
– «J'étais sceptique, je suis convaincue, l'énergie est exceptionnelle.» Dre Lise Munger
– «En sortant du cours de Xavier, je plane.» Louise Jacques, avocate
– «Une profonde transformation.» Sylvie Lemelin, ergothérapeute
1515509

FIDEIDES 2001
EN RAPPEL
POINT FINAL!!
François Côté
COLLECTION
PRÊT-À-PORTER INTERNATIONAL POUR HOMMES
COMPLEXE GERMAIN-DES-PRÉS
SAINTE-FOY
657-1760
Plus que 2 jours pour faire place aux collections estivales!
Absolument tout
60% à 80%
Des exemples frappants:
Les fameuses chemises
Klauss Boehler. micro coton, grand choix de couleurs Cour. 125$ 50$
Chandails Klauss Boehler. Cour. 295$ 95$
Costumes François Côté Cour. 995$ 295$
Vestons Guy Laroche Cour. 795$ 238$
Costumes Guy Laroche Cour. 1195$ 358$
Grand choix de cravates Cour. 125$ 25$
Costumes TOMBOLINI Cour. 1495$ 448$
Manteaux cuir Guy Laroche Cour. 1395$ 595$
Grand choix de costumes 4-saisons
Le choix est impressionnant
Samedi de 9h à 17h
Dimanche de 9h30 à 17h
BONNE CHANCE!
BAUMLER REDAELLI TOMBOLINI 1881 CERRUTI Guy Laroche PARIS BRUBAKER Klauss Boehler. GUCCI dunhill
www.francoiscote.com
1515422

www.lesoleil.com

2e Congrès médical international sur l'autisme Place aux nouvelles découvertes médicales
Sous la présidence d'honneur du Dr Victor Goldbloom, pédiatre
Au Centre des congrès de Québec
Les 6 et 7 avril 2001
Les plus grands spécialistes dans le domaine de la recherche médicale sur les causes et les traitements de l'autisme aborderont les sujets suivants :
Progression alarmante de l'autisme
Vaccins et intoxication aux métaux lourds
Triangle de l'autisme : transit intestinal, système immunitaire, système nerveux central
Intolérances alimentaires
Nouvelle vision des traitements médicaux
Traduction simultanée
Pour plus d'information :
(514) 524-6114 ou (418) 624-7432
ou consultez le site Internet du Congrès :
http://www3.sympatico.ca/atedm/autisme_2001.html
Un congrès organisé par Autisme et troubles envahissants du développement de Montréal et Autisme Québec et Chaudière-Appalaches
1515834

Ça sent le printemps!
ACCENT GS 2001
0$ comptant
dépôt de sécurité
préparation et transport
à partir de 179$*/mois

* Location 48 mois. Taxes en sus.
0$ dépôt de sécurité
préparation et transport
ELANTRA 2001
à partir de 199$*/mois

* comptant exigé de 1495$
HYUNDAI UNE ÈRE NOUVELLE UN ESSAI VOUS CONVAINCRA
Ste-Foy HYUNDAI
2650, Dalton, parc Colbert
Sainte-Foy
(418) 654-9292
Internet: www.hyundaiquebec.com
GARANTIE 5 ANS 100 000 km
1517740

Solde de camions

Dur à Dur

CAMIONS CHEVROLET

La route. *Sans le doute.*

Silverado 2001 Cabine régulière

288 $ /mois*
Transport et préparation inclus
22 648 $ à l'achat***

Location 36 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 $	377 $
1 281 $	338 $
2 924 $	288 $

INCLUANT BOÎTE AUTOMATIQUE GRATUITE
3,9 % à l'achat*

Tracker 2001 4x4

299 $ /mois*
0 $ COMPTANT
Transport et préparation inclus
21 198 $ à l'achat***
1,9 % à l'achat**

Location 48 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 $	299 $
1 361 $	269 $
2 269 $	249 $

Blazer 2001 4 portes 4x4

378 $ /mois*
Transport et préparation inclus
35 738 $ à l'achat***

Location 48 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 $	469 $
2 314 $	418 $
4 129 $	378 $

S-10 LS 2001 3 portes 4x4 à cabine allongée

338 $ /mois*
Transport et préparation inclus
26 548 $ à l'achat***

Location 36 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 $	431 $
1 433 $	388 $
3 098 $	338 $

Silverado Thunder 2001 Cabine allongée

348 $ /mois*
Transport et préparation inclus
27 698 $ à l'achat***

Location 36 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 $	467 $
1 610 $	418 $
3 910 $	348 $

INCLUANT BOÎTE AUTOMATIQUE GRATUITE
3,9 % à l'achat*

Blazer LS 2001 2 portes 4x4

318 $ /mois*
Transport et préparation inclus
31 448 $ à l'achat***

Location 48 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 $	396 $
1 737 $	358 $
3 552 $	318 $

1,9 % à l'achat**

Tahoe LT 2001 4x4

658 $ /mois*
Transport et préparation inclus
48 698 $ à l'achat***

Location 36 mois	
Comptant (ou échange équivalent)	Mensualité
0 $	848 $
3 217 $	748 $
6 112 $	658 $

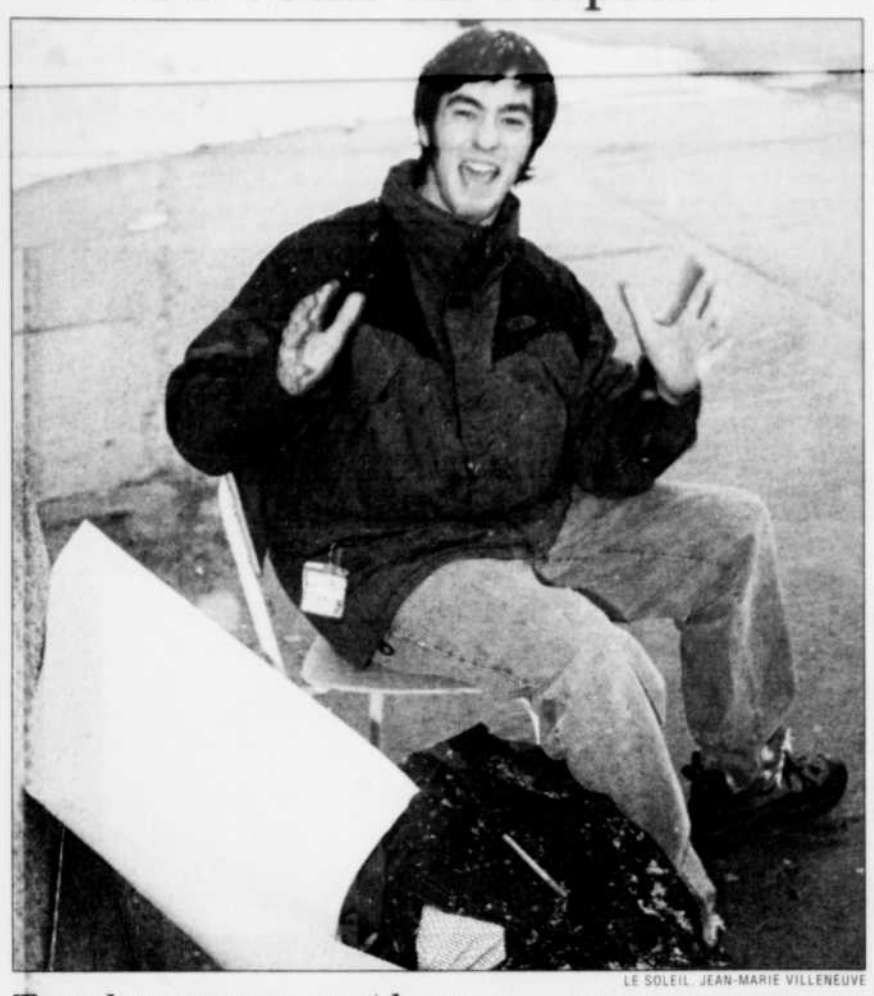
FESTIVAL JAZZ DE MONTRÉAL

gmcanada.com

L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock, tels que décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (voir tableaux de mensualités). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 1 050 $ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 ¢ du km après 60 000 km (80 000 km pour Blazer et Tracker). **Taux de financement à l'achat de 1,9 % disponible jusqu'à 36 mois pour le S-10, jusqu'à 48 mois pour le Tracker et jusqu'à 60 mois pour le Blazer.

***À l'achat, préparation incluse, transport (Blazer : 835 $, Tracker : 810 $, Silverado : 990 $, S-10 : 810 $, Tahoe : 990 $), immatriculation, assurance et taxes en sus. *Taux de financement à l'achat de 3,9 % disponible jusqu'à 48 mois. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemples de financement de 25 000 $ à 1,6 % : 11 36 versements de 714,97 $, coût en intérêts de 738,92 $, coût total de 25 738,92 $; 21 48 versements de 541,29 $, coût en intérêts de 981,92 $, coût total de 25 981,92 $. 3) 60 versements de 437,10 $, coût en intérêts de 1 226,00 $, coût total de 26 226,00 $. Exemple de financement de 25 000 $ à 3,9 % : 48 versements de 563,36 $, coût en intérêts de 2 041,28 $, coût total de 27 041,28 $. ™®Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicule peut être requis. **Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.**

«Je veux un emploi !»



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Tous les moyens sont bons pour se faire un nom dans le merveilleux monde des communications ! André Bouffard, un étudiant en communication, a entrepris hier un siège de 48 heures devant les bureaux de l'entreprise Préambule Communication au pavillon Casault de l'Université Laval. Équipé d'un sac de couchage et de vivres, André Bouffard souhaite attirer l'attention des patrons de cette boîte de communication, en pleine campagne de recrutement. I.M.

Sursis pour l'agresseur d'une fillette

Une centaine d'attouchements allant jusqu'à la masturbation

Richard Hénault
RHenault@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Un individu qui a eu une centaine de contacts sexuels allant jusqu'à la masturbation avec une fillette âgée de 10 ans, au début, a obtenu hier une peine avec sursis de 12 mois.

Le juge Jean Dutil a bien signifié à Denis Jean, 48 ans, que son cas en était un d'exception, compte tenu des circonstances. D'ailleurs, la procureure de la Couronne, Me Lucie Bernard, réclamait une peine d'emprisonnement ferme de 15 à 18 mois.

Les gestes de l'homme de Cap-Santé ont été faits entre 1990 et 1992. Tout a commencé par des caresses aux seins et aux fesses sur les vêtements, puis les caresses se sont faites sous les vêtements. Il est passé aux caresses à la vulve, puis à la masturbation, a relaté la procureure au juge.

Un an après que les gestes eurent cessé, Jean a suivi une thérapie. Durant celle-ci, toutefois, il a rencontré l'adolescente dans une épluchette de blé d'Inde et, en dansant avec elle, il lui a saisi un sein, ce que le ministère public considérait comme une récidive.

Une autre récidive est survenue l'an dernier quand la victime, maintenant adulte, s'est rendue compte que le quadragénaire l'observait par une fenêtre pendant qu'elle se dévêtait. C'est ce qui l'a incitée à porter plainte pour tous les gestes antérieurs.

Les rapports sexologique et présentenciel décrivent Jean comme un pédophile primaire bisexuel. Il suit d'ailleurs une autre thérapie actuellement.

Notant que la jeune victime a été marquée par les événements, mais qu'elle fonctionne bien, Me Bernard a insisté sur les deux récidives de l'accusé et sur sa problématique de voyeurisme. Selon les professionnels qui l'ont rencontré, Jean reconnaît ses gestes et il est conscient des conséquences. Il ne représente donc pas un danger pour la société, bien que des risques de récidive soient toujours présents, a conclu Me Bernard.

À son tour de plaider, l'avocat du technicien en informatique, Me Jean Beaupré, est parvenu à convaincre le juge Jean Dutil de n'imposer qu'une peine avec sursis. Les gestes de son client à l'égard de la victime, a-t-il tout d'abord dit, n'ont jamais été agressifs. C'étaient des caresses, a insisté l'avocat.

NI VENGEANCE, NI PRISON

Selon celui-ci, la victime ne souhaite ni vengeance ni prison pour son agresseur. Elle souhaite plutôt sa guérison.

Il s'agissait bien sûr d'un délit majeur, de concéder Me Beaupré en ajoutant qu'il s'agit aujourd'hui d'un cas d'espèce patent pour une peine avec sursis. Selon lui, non seulement la prison aurait été déraisonnable, mais la durée proposée par le ministère public l'était également. Aussi l'avocat suggérait-il une peine de six mois avec sursis.

Avant de trancher la question, le juge Dutil a rappelé qu'avec son plaidoyer de culpabilité, Jean a évité à la victime d'avoir à témoigner. En outre, il s'est aussi inscrit lui-même à une thérapie d'une durée de 65 semaines dont il doit assumer le coût.

Le tribunal a également retenu que, selon les professionnels, Jean présente un risque acceptable pour la société. Le risque de récidive, s'il est présent, est faible.

Durant la peine de 12 mois, le quadragénaire devra terminer sa thérapie et, durant les six premiers mois, il devra se trouver chez lui tous les soirs. Après sa peine, il sera en probation durant trois ans.

Tant durant la peine que durant la probation, il ne pourra communiquer avec la victime. Durant dix ans, il ne pourra se rendre dans des endroits où se trouvent habituellement des jeunes de moins de 14 ans ni occuper d'emploi susceptible de le mettre en contact avec eux.

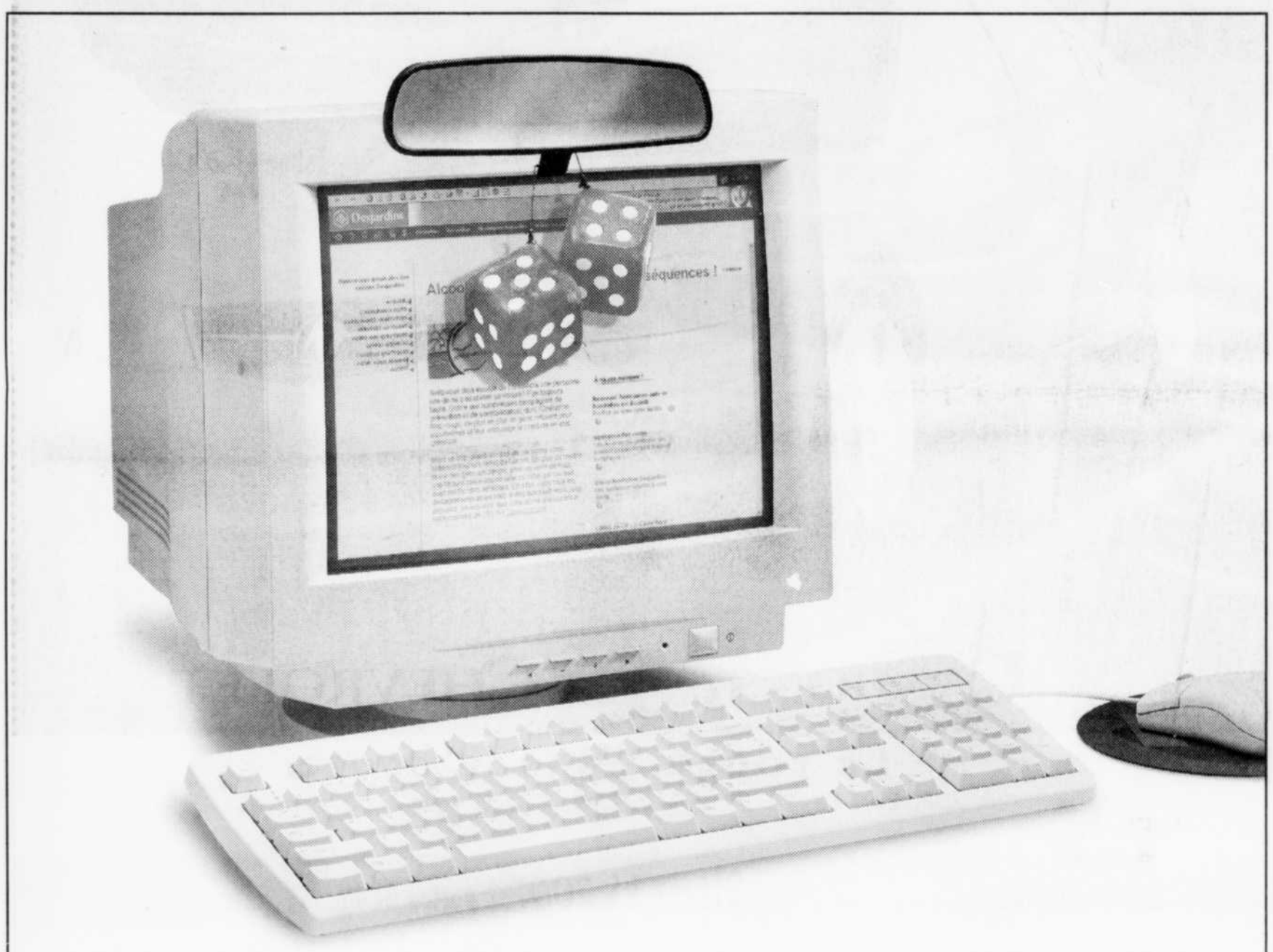
EN BREF

Au mauvais endroit

■ TRING-JONCTION — Deux jeunes hommes qui auraient volé une cargaison de cigarettes dans un dépanneur de Saint-Éphrem ont été pris bien malgré eux mercredi soir dans une opération radar de la Sûreté du Québec sur la route 112 à Tring Jonction. Lorsqu'ils ont aperçu les voitures de police, les jeunes ont immobilisé leur auto dans un stationnement privé et ont pris leurs jambes à leur cou. Les policiers ont trouvé une centaine de cartouches de cigarettes dans le coffre de la voiture. L'un des jeunes, âgé de 16 ans, a été cueilli quelques minutes plus tard dans une résidence du secteur. Les enquêteurs de la Sûreté du Québec tentaient encore hier soir de le relier aux événements. **I.M.**

Reconnu par son doigt

■ QUÉBEC — Certains voleurs auraient avantage à porter des gants. Son doigt amputé a valu à un homme de 37 ans de Québec de se faire relier à trois vols de dépanneur commis le 18 et le 19 mars dans la basse-ville de Québec. Pierre Vachon a été arrêté jeudi soir et accusé hier de trois vols et d'une introduction par effraction dans une résidence de la rue Saint-François Est le 20 mars. **I.M.**



Amenez votre assurance auto sur l'inforoute !

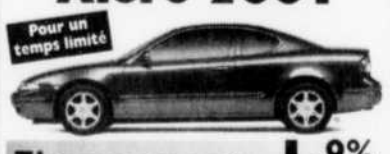
Assurez votre voiture avec les Assurances générales des caisses Desjardins, et profitez de tarifs avantageux et d'un service hors pair grâce aux avantages électroniques sur notre site Internet. C'est simple, vous pourrez :

- consulter votre dossier d'assurance ;
- modifier vos modalités de paiement ;
- effectuer un changement d'adresse ;
- signaler un sinistre.

Votre assureur en fait-il autant ?

Bien sûr, vous devez d'abord nous téléphoner pour obtenir une soumission.

Lundi au vendredi de 8 h à 20 h • Samedi de 8 h à 16 h
1 866 208-AUTO
www.assurancegenerale.desjardins.com
Desjardins
Assurances générales des caisses Desjardins

Le balayage du printemps
Alero 2001
Pour un temps limité

Financement 1,9% 36 mois
- Moteur multisoupape
- Aileron
- Radio, lecteur CD
- Siège électrique
- Air climatisé
- Et beaucoup plus

Comptant	Mensualité*
0	299$
1500$	266$
2500$	244$

* Location 48 mois ou 80 000 km, transport inclus, taxes en sus.
MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.
2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec)
688-1212
Service ouvert le soir

Au Maizerets c'est complet
Table d'hôte complète pour 2 personnes 24,98$
Entrée (3choix)
Pizza (5 choix)
Dessert
Thé ou café

le Maizerets
Toujours la meilleur pizza à l'ouest de Rome...
2006, Chemin de la Canardière
Réservations
661-3764

Pas de moratoire à l'expansion de la production porcine

Le ministre Boisclair préfère travailler en concertation avec le milieu agricole

PIERRE PELCHAT
PPelchat@lesoleil.com

LÉVIS — Le nouveau ministre de l'Environnement, André Boisclair, n'imposera pas un moratoire, du moins dans un avenir rapproché, à l'expansion de la production porcine en Chaudière-Appalaches, malgré la demande pressante de la Direction régionale de la santé publique.

« Le ministre n'a pas la capacité juridique pour intervenir et imposer un moratoire. Il y a un outil législatif à regarder et si des changements sont apportés, il faut tenir compte du processus législatif », a expliqué, hier, le porte-parole du ministre, Sylvia Provost.

« Le ministre n'en demeure pas moins préoccupé des risques de la production animale sur la santé des gens. Il fait sien le constat de la Direction de la santé publique mais il a fait le choix de travailler en concertation avec le milieu agricole », a-t-elle ajouté.

En Chaudière-Appalaches, le ministère de l'Environnement étudie une centaine de demandes pour de nouvelles porcheries ou des projets d'agrandissement alors que les surplus de fumiers et de purin vont toujours en augmentant ainsi que les risques pour la santé.

André Boisclair

L'Union des producteurs agricoles (UPA) s'oppose à ce que le gouvernement freine complètement le développement de l'élevage dans les municipalités déclarées en surplus de fumiers. Le regroupement de producteurs est toutefois d'accord pour limiter l'expansion de la production animale dans ces secteurs.

Selon l'UPA, l'épandage d'énormes surplus de fumiers dans la région ne constitue pas une menace pour la santé des gens. Tout au plus, elle y voit un problème environnemental qui peut être résolu à terme.

« L'avis de la santé publique démontre que les données au chapitre des risques pour la santé sont incomplètes pour brosser une sérieuse évaluation des risques », a affirmé, hier, le président de la Fédération de l'UPA de la Beauce, Pierre Demers.

Du côté de la santé publique, le Dr Benoit Gingras, qui est le signataire de l'avis public sur les dangers pour la santé de la pollution agricole en Chaudière-Appalaches, a reconnu qu'il n'y avait pas de données précises sur les problèmes de santé qui auraient pu être causés par l'épandage excessif de fumiers et de purin.

Toutefois, il estime qu'il est plus responsable d'intervenir maintenant compte tenu de l'augmentation constante de l'élevage dans la région même dans les municipalités déclarées en surplus de fumier, et cela, malgré l'entrée en vigueur en 1997 d'un nouveau règlement gouvernemental pour contrer la pollution agricole.

« Les impacts de la production animale sur l'environnement et particulièrement sur la qualité des eaux de surface et souterraines sont reconnus. Il y a aussi des risques reliés à l'exposition à des micro-organismes pathogènes, aux nitrates », a ajouté le Dr Gingras.

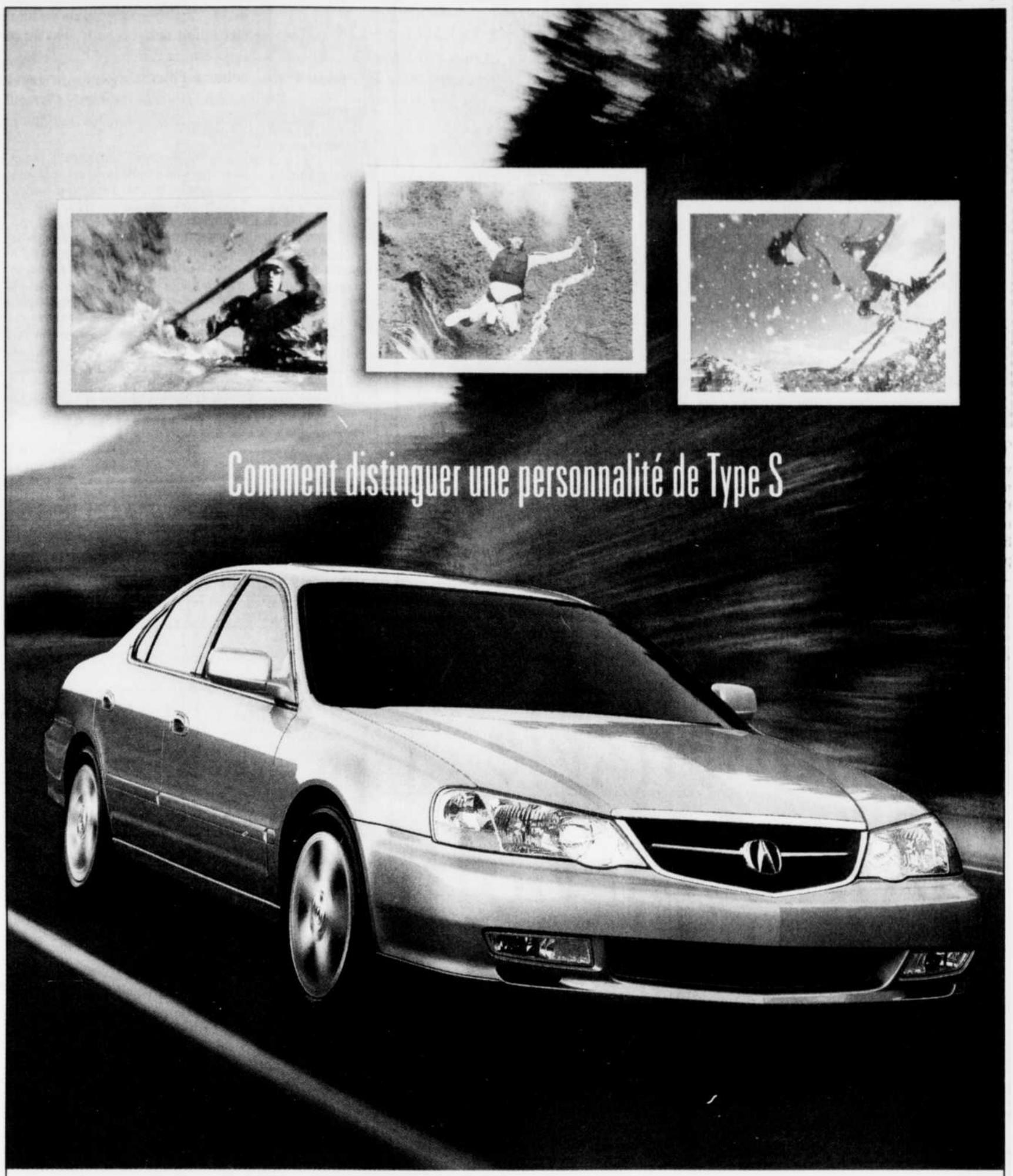
UNE ÉTUDE

Par ailleurs, en réponse à l'avis public de la Direction de la santé publique, le ministre Boisclair a annoncé qu'une étude de caractérisation sera effectuée pour évaluer la qualité de l'eau souterraine en Chaudière-Appalaches et pour mieux documenter l'impact de la pollution agricole.

La recherche couvrira les bassins des rivières Chaudière, Etchemin et Boyer. Cette recherche portera également sur les bassins versants des rivières Bayonne et l'Assomption, dans Lanaudière, et Yamaska et Nicolet en Montérégie.

L'étude sera réalisée par le ministère de l'Environnement, de concert avec l'Institut national de santé publique du Québec, le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

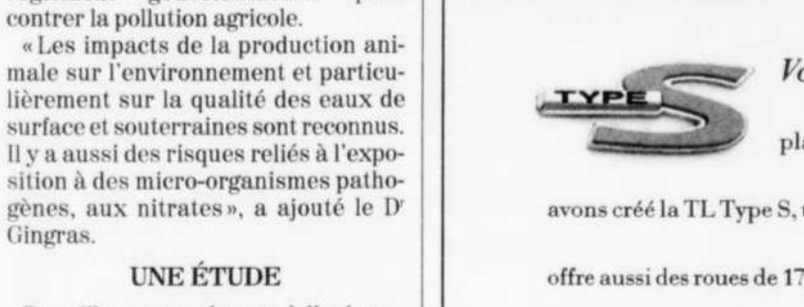
Cependant, le ministre n'a pas retenu la possibilité d'une étude des eaux de surface qui servent à l'alimentation en eau potable pour des milliers de personnes en Chaudière-Appalaches.



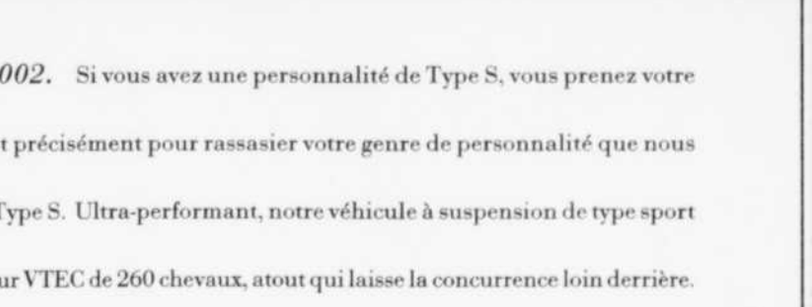
Voici la nouvelle Acura TL Type S 2002. Si vous avez une personnalité de Type S, vous prenez votre plaisir au sérieux. Surtout celui de conduire. Et c'est précisément pour rassasier votre genre de personnalité que nous avons créé la TL Type S, toute nouvelle addition à notre série de voitures de Type S. Ultra-performant, notre véhicule à suspension de type sport offre aussi des roues de 17 pouces avec pneus de rapport de vitesse V, et un moteur VTEC de 260 chevaux, atout qui laisse la concurrence loin derrière. Venez donc l'expérimenter, c'est en plein votre type de véhicule. Pour plus de détails, visitez le www.acura.ca, ou appelez le 1 888 9-ACURA-9.

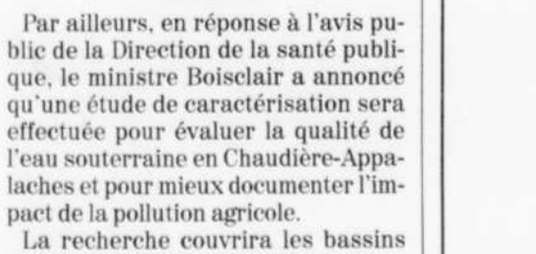
Avez-vous une personnalité de Type S ? ACURA

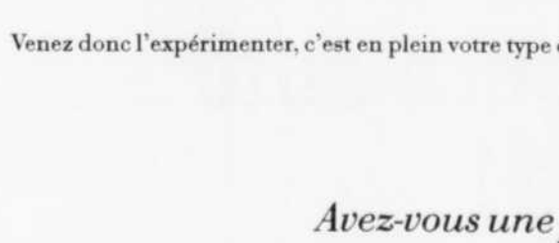
Spéciaux valides les samedi 24, dimanche 25 et lundi 26 mars 2001, dans toutes nos succursales. Ouvert 7 jours, 7 soirs de 9h à 21h.

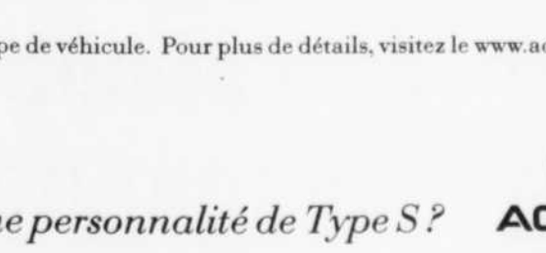


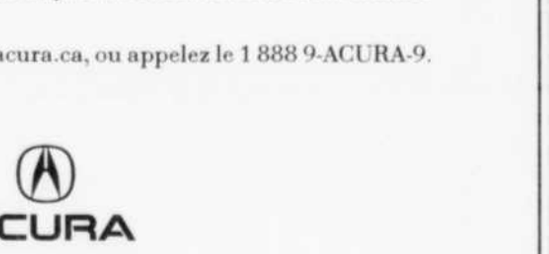
FRUITS ET LÉGUMES FRAIS
Le JARDIN MOBILE











Les spéciaux sont en vigueur dans toutes nos succursales jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

vj1515279

Conseiller en orientation, un job d'avenir

Une formation qui prépare à des emplois très diversifiés

Michèle LaFerrière
MLaferriere@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Les diplômés en sciences de l'orientation de l'Université Laval se dénichent des emplois sans difficulté. Les jeunes, pourtant, continuent de réclamer des « services personnalisés » à des conseillers d'orientation qui se font rares dans les écoles. Alors, où travaillent ces diplômés qui affirment détenir des « emplois gratifiants » ? Souvent, là où on ne les imagine pas.

L'automne dernier, l'Université Laval a interrogé ses diplômés de la « maîtrise avec stage et essai » en sciences de l'orientation, des années 1997, 1998 et 1999. Plus de 85 % d'entre eux ont mentionné détenir un emploi dans leur domaine ; pour près de la moitié, il s'agit d'un travail permanent et pour la grande majorité, d'un travail à temps complet. Mais ce « domaine » est vaste, justement, et ne se limite pas au milieu scolaire. Il débouche, comme l'a démontré la relance de l'Université Laval, « sur des emplois très diversifiés ».

Les diplômés en orientation se retrouvent souvent (32,5 % selon cette enquête) dans des organismes liés à l'emploi (carrefours Jeunesse-Emploi, centres d'emploi, aide à l'emploi, etc.). Les services sociaux et les organismes publics communautaires embauchent des gens prêts à travailler avec des handicapés, des ex-détenus, des immigrants, des jeunes en centres d'accueil, des toxicomanes, des alcooliques, des déficients intellectuels, des délinquants, des sourds.

Il arrive aussi que des conseillers d'orientation offrent leurs services à des compagnies privées qui veulent régler des problèmes individuels ou institutionnels ; c'est ainsi qu'un étudiant de Laval a été recruté par le Cirque du Soleil, par exemple. La fonction publique et les municipalités ont besoin de conseillers d'orientation, tout comme les hôpitaux, les CLSC, les maisons de la famille, le centre de prévention du suicide, les centres de crise, les maisons d'hébergement.

Louise Landry

Alors, ajoutez à ces informations un contexte où pointe une pénurie de conseillers d'orientation, et vous comprendrez pourquoi à peine le quart des diplômés interrogés se retrouvent dans le milieu scolaire (écoles primaires et secondaires, cégeps, universités, centres de formation professionnelle, éducation aux adultes).

En février, Louise Landry, présidente de l'Ordre des conseillers d'orientation et des psychoéducateurs du Québec, déplorait le fait que les commissions scolaires n'aient pas embauché autant de ses membres que l'auraient permis les 20 millions $ distribués par le ministère de l'Éducation à cet effet. « Ils auraient servi à éponger des déficits », prétendait-elle.

Au même moment, à Sainte-Foy, un colloque sur l'orientation scolaire et professionnelle devait sensibiliser le ministre de l'Éducation François Legault à l'urgence de régler cette situation. Or, soutient Louise Landry aujourd'hui, « le message ne passe pas auprès du ministre, qui a un sérieux problème de compréhension de l'orientation ».

Gaston Leclerc

En résumé, François Legault croit que l'orientation scolaire passe par des conseillers d'orientation, mais également par une foule d'activités, au gré de l'imagination des écoles, et par la création, d'ici juin, d'un « centre virtuel en information scolaire ». « Oui, on peut faire des activités, convient Mme Landry, mais l'orientation, ce n'est pas juste une somme d'activités. Si on ne sait pas qui on est dans la vie, ça ne nous aide pas à former notre identité. » Et dans un tel processus de connaissance de soi, l'être humain est irremplaçable.

Gaston Leclerc, président de l'Association québécoise d'information scolaire et professionnelle, estime pour sa part que « les commissions scolaires ont pris le pas et se sont ouvert les yeux » depuis ce colloque. Il trouve du bon à la nouvelle « approche orientante » de l'école, qui préconise la « mobilisation » des parents, des enseignants, des écoles et des professionnels de l'orientation dans le cheminement scolaire de l'enfant, dans sa réussite et dans son insertion professionnelle.

« L'approche orientante est inscrite dans la réforme, rappelle-t-il. L'orientation et l'entrepreneuriat sont une compétence transversale. » De la 5e année du primaire jusqu'à la 5e secondaire, les élèves n'ont pas fini d'en entendre parler.

Cela ne l'empêche pas de souhaiter, comme Louise Landry, que les commissions scolaires embauchent davantage de conseillers d'orientation et d'information scolaire. L'Université Laval, elle, envoie aux étudiants le message que cette profession en est une d'avenir, où les emplois sont nombreux et diversifiés et où la moitié des gens y gagnent entre 30 000 $ et 40 000 $ par année, et le quart, plus de 40 000 $.

PUBLIREPORTAGE

LE SOLEIL en vitrine chez HOLT RENFREW!

Lors de votre dernière visite chez Holt Renfrew, vous avez certainement remarqué les vitrines entièrement décorées d'exemplaires du Soleil. Un concept pour le moins original de l'équipe de designers d'Holt Renfrew alors que, dans tout le pays et ce, jusqu'à dimanche, les vitrines des magasins affichent les couleurs des journaux locaux! Sur notre photo, dans l'ordre habituel: M. Roberto Licciardello, directeur du magasin Holt Renfrew de Place Ste-Foy, Mme Renée Desjardins, conseillère publicitaire au quotidien Le Soleil, M. Claude Thibodeau, directeur de la présentation visuelle chez Holt Renfrew et Mme Maude Lord, présentation visuelle, Holt Renfrew.

15116234

Amateurs de WEB?
Retrouvez au
www.lesoleil.com
toutes les annonces classées du Soleil
LE SOLEIL
Sur mesure pour vous

ENCAN D'ANTIQUITÉS
et
Importations
LE DIMANCHE 25 MARS À 11H30
7069, RUE DES MOISSONS, LÉVIS
(EN BORDURE DE L'AUTOROUTE 20 - SORTIE 327)
837-0594 OU 837-8126
15156033

L'inoubliable Don Quichotte

Irrésistible
Rémy Girard
(Sancho Pança)

Magistral
Normand Chouinard
(Don Quichotte)

Un des plus grands succès du théâtre québécois adapté pour la télévision.

Don Quichotte
LES BEAUX DIMANCHES
Demain 20 h

D'après le roman de Cervantès
Adaptation : Dominic Champagne et Wajdi Mouawad
Réalisation : Mario Rouleau

ICI RADIO-CANADA

ref-1515437

2 JOURS DE BONIS!

ACHETEZ SAMEDI OU DIMANCHE ET OBTENEZ UN RABAIS SUPPLÉMENTAIRE DE...

10%

Sur toutes les salles à manger et chambres à coucher!

LÉVIS SEULEMENT!

TOUT DOIT SORTIR!

IL FAUT VIDER LES LIEUX!

LA GALERIE DU MEUBLE

LÉVIS SEULEMENT!

TOUT DOIT ÊTRE VENDU!

IL FAUT VIDER LES LIEUX!

CLASSIQUE
1215, boul. Charest, Québec

ROCHE-BOBOIS
9, rue Courcelette, Québec

CONTEMPORAIN
18, rue Courcelette, Québec

LÉVIS
170, rte Kennedy, Lévis

7 derniers jours

VENTE LIQUIDATION 4$ MILLIONS
FERMETURE - LÉVIS

Argent comptant, chèque, Visa ou Mastercard - Facilités de financement

LÉVIS SEULEMENT! LÉVIS SEULEMENT! LÉVIS SEULEMENT!

Tous les articles en cuir en inventaire

10% de rabais supplémentaire

Cour. 895$ - 1498$

CANAPÉS

486,88$ - 953,88$

4 MAGASINS

SANS AUCUNE EXCEPTION!

• Lampes • Gravures • Miroirs
• Accessoires décoratifs

60% - 80% DE RABAIS

LÉVIS

Cour. 1295$ - 1689$

CANAPÉS-LITS

897,88$ - 977,88$

4 MAGASINS

Cour. 549$ - 1095$

FAUTEUILS INCLINABLES

379,88$ - 769,88$

4 MAGASINS

Cour. 229$ - 1095$

TABLES DE SALON

194,88$ - 719,88$

4 MAGASINS

Cour. 529$ - 1069$

FAUTEUILS

347,88$ - 647,88$

4 MAGASINS

Service de livraison et financement disponibles-Toutes ventes finales

Premiers arrivés... Premiers servis!

© DLSCo2001

L5111371

« Nous sommes perdus »

L'émission britannique *Lost* a l'effet escompté sur ses participants

Stéphane Tremblay
Collaboration spéciale

SEPT-ÎLES — « Nous sommes perdus. C'est tellement différent de chez nous. Une forêt, de la végétation que nous n'avons jamais vue, de grands espaces et une culture totalement différente de la nôtre. Et des gens très accueillants », répétait Ray, hier matin, l'un des participants à l'émission *Lost*, la version britannique de *Survivor*, lors d'un court arrêt à Sept-Îles.

L'homme de 32 ans est vendeur d'ordinateurs en Angleterre. Il est accompagné de Suzanne, une jeune femme de 27 ans, d'origine asiatique, qui travaille dans la publicité, et Tim, le caméraman de l'équipe, un homme dans la trentaine. L'équipe « des bleus » qui prendra la direction de Québec dès que la tempête de neige sera terminée, était en retard hier sur les deux autres formations, les « jaunes » et les « rouges » également composées de deux hommes et d'une femme.

Les péripéties de ces aventuriers seront vues par plus de six millions de téléspectateurs à l'antenne du canal 4 en Angleterre. La date de diffusion n'est pas encore connue.

Les neuf participants sont partis de l'Angleterre pour être largués il y a quelques jours au nord de Saint-Augustin, en Basse-Côte-Nord. Ils doivent se rendre à pied en Californie, avec seulement 100 $ US en poche.

Ils disposent d'un sac à dos, d'une tente, d'un sac de couchage et de quelques vêtements. Rien d'autre !

Une fois rendus à la célèbre promenade de Venice, à Los Angeles, nos courageux voyageurs ne seront pas au bout de leur peine. Ils recevront une somme d'argent, mais ce montant sera insuffisant pour retourner chez eux.

Ils devront donc travailler aux États-Unis afin d'amasser l'argent nécessaire pour revenir au bercail avec d'innombrables souvenirs et anecdotes. Les participants doivent demeurer ensemble. C'est la première équipe qui arrive en Angleterre qui remporte les honneurs : une bourse de 5000 livres (11 275 $ CAN).

LOGIS GRATUIT

« Ils cherchaient un endroit pour dormir. C'est avec grand plaisir que j'ai accepté de les loger gratuitement dans mon gîte. Ils n'avaient pas mangé depuis deux jours.

COLLABORATION SPÉCIALE, JEAN-LUC LEBLANC

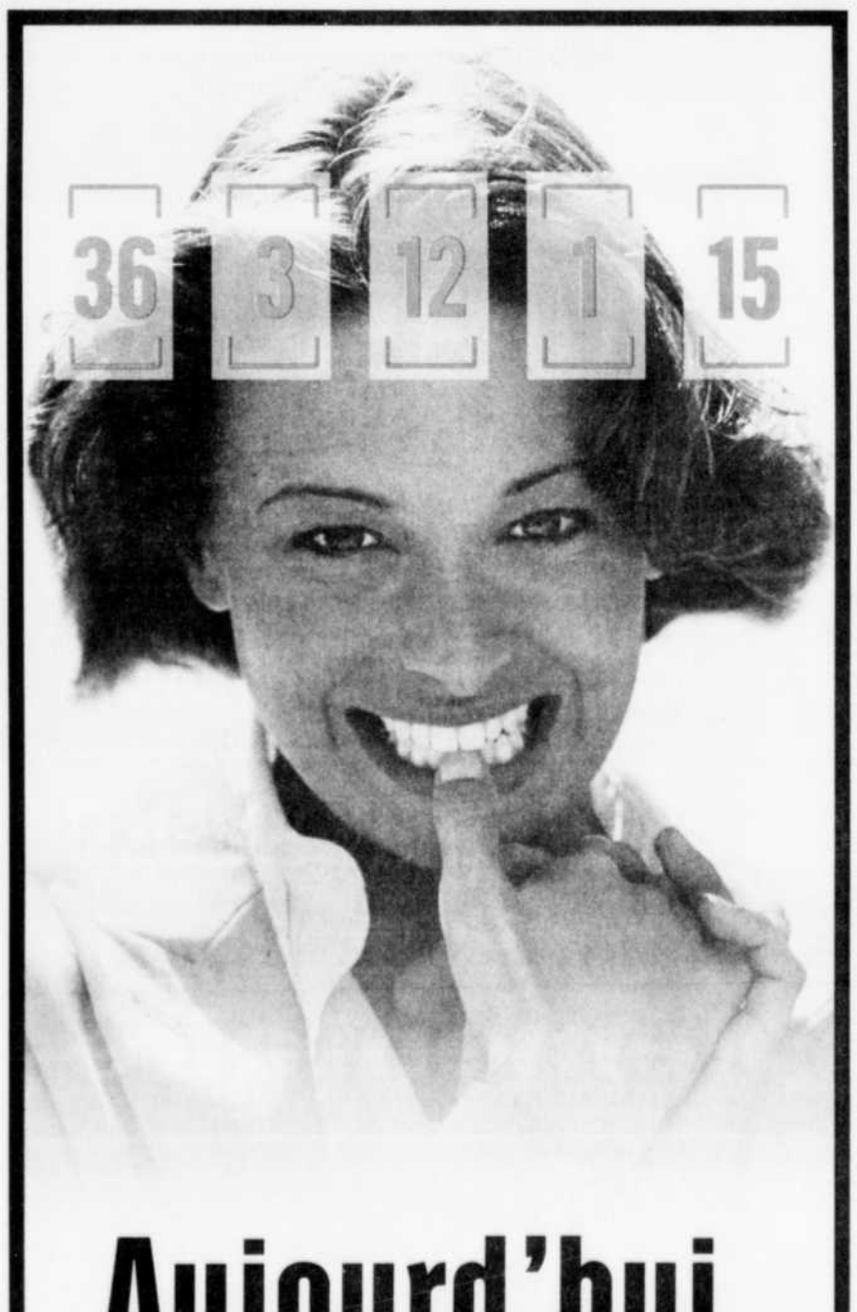
L'équipe des « bleus », composée de Ray, Suzanne et Tim, accuse un petit retard.

Malgré leur fatigue, probablement en raison du décalage horaire, ils se sont déguisés pour participer à notre fête de la mi-carême très populaire présentement à Natashquan », confie au SOLEIL, Paulette Landry, qui s'était déjà attachée à ses visiteurs. « J'espère qu'ils n'auront pas trop de difficulté ailleurs, car les gens des petits villages sont très chaleureux, mais ce n'est pas le cas pour plusieurs citoyens des grandes villes. »

Partis en avion, les yeux bandés et les oreilles bouchées, nos aventuriers ne savaient pas à quel endroit ils allaient atterrir. « Les responsables de l'émission nous ont informé que nous partions que quelques heures avant notre départ. Nous n'avions aucune espèce d'idée de l'endroit où nous irions atterrir sur la planète. Nous avions des vêtements chauds dans nos bagages, mais nous avons tout de même eu froid lors de notre randonnée en motoneige entre Saint-Augustin et Natashquan. Il faut aimer le risque pour prendre part à cette émission », lance la toute délicate Suzanne.

L'équipe gagnante a le droit de répéter l'expérience l'année suivante, à condition qu'elle ait toujours le goût de l'aventure.

FABRICVILLE
Ramassez une circulaire en magasin
www.fabricville.com
decorville Gratuit SERVICE À DOMICILE POUR DÉCORATION (418)686-5072
CÉLÉBRATION 30ième anniversaire des escomptes
Nouvelles collections
plus de 60% de rabais
POLYESTERS Imprimés et Unis
Achetez 1 m (au prix courant) obtenez 1 m gratuit de valeur égale ou moindre
- Koshibo - Yoryu froissé - Peau-de-pêche - Faille - Satin - Chiffon - Échantillons de fantaisie
Cour. jusqu'à 14,99 m
Prix introductoire TISSUS À COSTUMES
- Rayures - Fils croisé - Peau-de-pêche - Extensible - Chevron fougère, etc.
4,99 m
Cour. 12,99 m
Mariages et tenues de soirée
25% à 50% de rabais
Assortiments de: • SATIN • CHIFFON • TAFFETAS • BROCART • DENTELLE • ORGANZA etc.
La meilleure Collection en ville
TOILES - Imprimées - Unies - de fantaisie
3,49 m à 6,99 m
Cour. jusqu'à 24,99 m
SUÈDE PASTEL
40% 8,99 m
Cour. 14,99 m
decorville Fabricville
Assortiments de: 40% VOILAGES
Cour. jusqu'à 29,99 m
Voilages imprimés 11,99 m
Voilages brodés pleine hauteur 17,99 m
- VOILAGES DE FANTAISIE GRANDE LARGEUR - IMPRIMÉS de COTON "WAVERLY" - DENTELLES JACQUARD GRANDE LARGEUR - SATINETTES ASSORTIES - COUPONS FILS-TEINTS - VOILAGES À MOTIFS "BRÛLÉS" - IMPRIMÉS ENDOS MOUSSE - IMPRIMÉS POLY/COTON - JACQUARDS UNIS - JACQUARD ET CHENILLE À RECOUVREMENT
jusqu'à 60% de rabais
19 au 25 mars McCall's* 1,50 ch. et 3,50 ch.
Non valide sur artisanat ou Wallies
Le symbole "Elite, c'est payant" indique les prix membres Elite. Escomptes non-membres aussi disponibles.
FABRICVILLE 2740, boul. Laurier Ste-Foy (418) 651-3489
lundi au mercredi, 9h30 à 17h30 • jeudi et vendredi, 9h30 à 21h • samedi, 9h à 17h • dimanche, 12h à 17h
325, Soumande Vanier (418) 686-5072
lundi au mercredi, 9h30 à 17h30
jeudi et vendredi, 9h30 à 21h
samedi, 9h à 17h
dimanche, 10h à 17h



Aujourd'hui,
Sylvie a choisi 5 numéros.
Ce soir, Banco en tirera 20.
4 fois plus qu'il n'en faut pour gagner.
Banco
loto-québec
18 ans +
Chaque jour apporte ses numéros.

Du 31 mars au 2 avril 2001
C'est la fête du livre de Toupitilitou

Soyez de la fête avec vos tout-petits
Samedi 31 mars de 9h à 17h
et dimanche 1er avril de 9h à 17h
Lundi 2 avril de 8h30 à 16h
pour les milieux de garde, sur réservation seulement: Librairie La Liberté 658-3640
Samedi 31 mars à 19 h30
pour les adultes et les enfants de 8 ans et +
SPECTACLE DE CONTES ET VIOLON
La corne de brume
Lundi 2 avril à 19h30
pour les adultes seulement
TABLE RONDE
Ces livres qui dérangent, ces histoires qui nous remuent le coeur
EXPOSITION DE LIVRES POUR LES 0-5 ANS
ACTIVITÉS ET JEUX EN LIEN AVEC LES LIVRES
COIN LECTURE
HEURES DU CONTE
SURPRISES
TIRAGE D'UNE SÉLECTION D'ALBUMS
Présentée par Communication-Jeunesse, en collaboration avec la Librairie La Liberté
Au Centre Innovation la pyramide, 2360, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy (Québec)
Entrée gratuite
30 ans à raconter
librairie la liberté
Québec Ministère de la Culture et des Communications
Québec Ministère de la Famille et de l'Enfance

M. André Beaudoin
reconnu pour son expérience technique en traitement par laser depuis plus de 7 ans, est heureux de vous aviser que dorénavant vous pourrez le rejoindre au numéro:
621-5552
La même expérience... la même réputation
à une nouvelle adresse:
710, rue Bouvier, bureau 245
(en haut de Québec Sportif)
Les Cliniques Laser Épilation inc.

Les cliniques Laser Épilation inc.
Laser approuvé FDA lightsheer
Une équipe d'expérience
- Approche personnalisée
- Accès facile, stationnement gratuit
- Modalité de paiement
- Horaire flexible: 6 jours / 5 soirs
- Consultation gratuite
Séances d'information
MARDI 27 MARS
JEUDI 29 MARS
(Places limitées, réservez s.v.p.)
710, Bouvier, local 245
(en haut de Québec Sportif)
621-5552
DES TARIFS SPÉCIAUX*
Exemples:
traitement complet aines + aisselles: 969$
traitement complet aines + aisselles + 1/2 jambes 1769$
traitement complet aines + aisselles + jambes 2669$
* Valide jusqu'au 30 avril 2001

40 CM ATTENDUS À GASPÉ

Encore une bordée !

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

MATANE — L'Est du Québec n'est pas au bout de ses peines. La tempête doit se poursuivre aujourd'hui et laisser une quarantaine de centimètres sur l'extrémité de la péninsule gaspésienne.

D'ici la fin de la tempête, la région doit recevoir de 15 à 40 cm selon les secteurs. En fin d'après-midi hier, Gaspé avait déjà reçu 18 cm, 5 de moins que la Baie-des-Chaleurs. À Mont-Joli et Baie-Comeau, 10 cm de nouvelle neige recouvraient le sol. La tempête débutait à peine dans la région de Sept-Îles.

Des rafales atteignant 75 km/h ont aussi été enregistrées, réduisant considérablement la visibilité.

Jusqu'ici, les précipitations ont été plutôt faibles dans la région de Matane et de Sainte-Anne-des-Monts. Les Îles-de-la-Madeleine ont également connu de la pluie et du verglas.

L'UNE DES PLUS IMPORTANTES

La tempête, une des plus importantes de la saison, a causé de sérieux désagréments. La Société des traversiers du Québec a dû annuler des traversées, entre Matane et Baie-Comeau, en raison des forts vents qui soufflaient sur l'extrémité de la province. Des avions d'Air Satellite sont demeurés au sol tandis qu'Air Nova et Autocar Orléans Express signalaient des retards.

Sur la rive nord, la circulation des poids lourds a été interdite sur une portion de la 138 tandis que les automobilistes devaient circuler en convoi sur la 132, entre Mont-Joli et Sainte-Flavie, en raison de la poudrerie. Les routes 20 et 132 ont également été fermées, entre La Pocatière et Trois-Pistoles.

Malgré les mauvaises conditions routières, la SQ déplorait quelques accrochages et sorties de route.

Des écoles ont suspendu les cours, tant sur la rive sud que sur la Côte-Nord. Des bureaux gouvernementaux ont aussi fermé leurs portes et plusieurs activités ont été annulées.

Découragés ? Allons donc ! La Gaspésie a déjà enregistré des accumulations de neige significatives un 12 mai.

ON CHERCHE UN FOYER

Les accueillir tant qu'ils en auront besoin

Une fois de plus, notre rendez-vous hebdomadaire n'est guère réjouissant puisqu'il est à nouveau question d'enfants abusés et négligés dans leur milieu familial. Nous avons donc besoin de familles prêtes à offrir à ces jeunes un refuge où ils pourront guérir leurs blessures et reprendre confiance en l'adulte.

Face aux sévices subis et pour assurer leur protection, nous devons parfois retirer certains jeunes de leur famille, de façon impromptue, d'où l'importance de disposer de familles d'accueil prêtes à les recevoir à brûle-pourpoint. Nous cherchons donc des personnes qui possèdent une grande capacité d'adaptation et qui leur permettront de composer avec la détresse et l'insécurité de ces enfants. Des gens qui les accueilleront sans trop savoir qui ils sont et comment ils réagiront.

Après une évaluation plus approfondie de leur situation familiale, certains jeunes retourneront dans leur milieu et de l'aide sera apportée aux parents afin de corriger les lacunes présentes à propos de leurs méthodes éducatives. D'autres demeureront placés et nous préconisons la poursuite de leurs placements dans les mêmes familles qui les auront reçus au début du processus, afin de minimiser les déplacements.

Cet événement se révèle difficile et angoissant pour ces enfants, car ils ignorent ce qui les attend. Ils ont alors besoin de côtoyer des personnes disponibles, chaleureuses et compréhensives qui les accompagneront dans ce qu'ils vivent par une présence réconfortante. Les jeunes qui requièrent ce type de ressources se situent entre 0 et 17 ans.

Nous pourront donc tenir compte de vos intérêts face à l'âge que vous désirez accueillir. Compte tenu de la disponibilité nécessaire au moment du placement, il serait préférable qu'un des deux conjoints soit à la maison. Les personnes intéressées à assumer ce rôle devront résider sur la Rive-Nord et sur le territoire desservi par le transport en commun. Vous pouvez nous rejoindre en demandant : La coordination des ressources, Centre jeunesse de Québec (418) 661-6951 poste 1302.

28
essais de collision

6
coussins gonflables, dont un monté dans chacune des 4 portières

4
roues à entraînement avec Système de contrôle de traction électronique (4-ETS+) et Programme de stabilité électronique (ESP)

8
montants de toit renforcés à triple épaisseur

2
niveaux de structure avant, pour une compatibilité accrue en cas de collision avec un plus petit véhicule

2
traverses pleine largeur contribuant à ce que le choc soit absorbé par l'ensemble de la carrosserie

800 000
kilomètres d'essais routiers

14
VUS ont subi le test de collision de l'Insurance Institute for Highway Safety et la Classe M a été nommée « Meilleur choix »

4
ceintures à rétracteur de tension d'urgence et à limiteur de force

1
innovation unique : le Freinage d'urgence assisté (BAS)

2
ans/40 000 km de couverture contre l'usure normale (en plus de nos garanties exhaustives)

24·7·365
Assistance routière en tout temps

La sécurité. Chiffres à l'appui.

► **LA CLASSE M À PARTIR DE 48 600 $*** Les annonces automobiles affichent souvent une longue liste de caractéristiques de série. Mais rares sont celles à en avoir une comparable à celle-ci. Ce qui explique pourquoi la Classe M est devenue le VUS de luxe préféré au Canada. Et qui dit luxueux ne dit pas forcément coûteux : la ML320 2001 a été nommée « Meilleure valeur hors tout de l'année dans la catégorie des utilitaires sport de taille intermédiaire »†. Laissez-vous donc convaincre par un autre chiffre : celui de notre location-bail de durée limitée. Il s'agit là d'une offre exceptionnelle, alors prenez vite rendez-vous pour un essai routier des plus sécuritaires.

Seulement 529 $ par mois.

Mercedes-Benz
L'avenir de l'automobile

Chatel Automobiles Ltée
Témoin de votre réussite...
1350, Bouvier, Québec, G2K 1N8
Tél. : (418) 628-6336 • Fax : 628-6356
www.chatel.mercedes-benz.ca

Satellite de
Chatel Automobiles Ltée
au 171, boul. Ste-Anne, Pointe-au-Père G5M 1C3
Vente et service 1 800 353-0911

Entrez dans l'univers Mercedes-Benz avec les articles griffés du catalogue *La Collection* en visitant www.mercedes-benz.ca

Offre de durée limitée, sur approbation de Mercedes-Benz Crédit Canada. Chez les concessionnaires participants seulement. Chiffres basés sur un bail de 24 mois à faible kilométrage pour une ML320 Élégance 2001 avec verre intimité en option, avec valeur de reprise fixe, taux d'intérêt annuel de 5,5 % et coût d'acquisition de 55 210 $, transport non compris. À la signature du bail, le client s'engage à verser : un acompte de 9 000 $ (ou reprise équivalente), la première mensualité de 529 $, un dépôt de garantie remboursable correspondant à environ un mois de location, les frais de transport et de préparation, les taxes en vigueur, et les frais d'enregistrement et d'immatriculation. Le client accepte de faire 24 versements égaux de 529 $, plus taxes, représentant un total de 12 696 $ plus les frais d'enregistrement et les taxes en vigueur. Les frais d'assurance, d'entretien et de réparation sont à la charge du client. [Pour le Québec, voir en page 1 du contrat de bail pour plus de détails sur les termes et conditions.] Si le client décide de ne pas acheter le véhicule en fin de bail, il s'engage à rendre ledit véhicule au concessionnaire et est responsable pour tout kilométrage au-delà de 36 000 kilomètres, au coût de 20 ¢ le km, ainsi que, le cas échéant, pour tout excès d'usure et d'utilisation. [Pour le Québec, voir en page 2 du contrat de bail pour plus de détails sur les degrés d'utilisation courants et les coûts entraînés au-delà de la normale.] Le client a l'option d'acheter le véhicule en fin de bail pour la somme de 38 094 $, plus les frais et les taxes en vigueur, sauf au Manitoba où l'option d'achat n'est pas possible. Les accessoires en option sont en sus. Le concessionnaire peut offrir un prix de location moindre. Détails complets auprès du concessionnaire. *P.D.S.F. de la ML320 Classique 2001. †De plus de 27 500 $ (U.S.), selon *IntelliChoice© Complete Car Cost Guide*. © Mercedes-Benz Canada Inc., 2001, Toronto, Ont. Une Compagnie DaimlerChrysler.

CAMP D'IMMERSION ANGLAISE
Sun & Fun
Situé à Saint-Ferdinand (Bernierville)
Tout se déroule en ANGLAIS!
– Trois heures de cours d'anglais par jour
– Sports, ateliers, excursions, équitation, canot, tir à l'arc, tir à la carabine, pêche, rabaska, feu de camp, baignade, etc.
Fun, Fun, Fun, Fun, Fun!
Pour information : 819-364-2944
Visitez notre site Web :
www.sun-fun.ca.tc

CLUB TEXTILE Inc.
OUVERT AU PUBLIC
PRIX ENTREPÔT TOUS LES JOURS DE L'ANNÉE
COMPAREZ
20% À 70%
sur tous les
• Tissus en décoration
• Tissus à recouvrement
VOILAGES
toutes les couleurs
60 po
PRIX CLUB 3,99$
2,99$ le mètre
Détails en magasin - 24 au 31 mars
AUCUNS FRAIS D'ADHÉSION
• 85, Kennedy, Lévis
838-2211
• 568, Hamel Est, Québec
529-1726
(VOISIN DE FLEUR DE LYS)
Décoration à domicile

Vin de grande qualité
avec cépage de sélection
pour un vin de distinction!
Jus de raisin stérilisé
Au prix du concentré
Obtenez des résultats supérieurs
Choix de 15 cépages rouge ou blanc
23 litres de jus
Aucune eau à ajouter
Cour. 74,99$
Spécial 49,99$

IMBATTABLE
Tourie de verre d'Italie
23 litres
Spécial 10,99$
Aucun achat requis - Limite 2 par client
Se termine le 31 mars 2001

UN HOBBY À DÉGUSTER
Ensemble de départ pour apprendre à faire un vin de qualité. Tout le nécessaire.

VINOTHÈQUE
FABRICANT DE BIÈRE - FABRICANT DE VIN
MATÉRIEL POUR NÉCESSAIRE DE 23 L / 5 Gal.
comprend:
29,99$
incluant tourie de verre et 15 articles de haute qualité.

Boutique Le Vignoble
Ouvert le dimanche Québec seulement
Québec 1301, boul. Saint-Joseph (par Charlesbourg, 80e Rue) 626-2507
Rive-Sud 103, 23e Rue Saint-Rédempteur 831-3166
À deux minutes des ponts
Sans frais 1 877 626-2507 ou 1 877 521-3166
www.boutiquelevignoble.com

Nouveau
Directeurs(trices) de ventes
Directeurs(trices) d'entreprises
3 jours
9, 10 et 11 avril à Québec
Sachez comment
– Recruter des vendeurs à succès
– Entraîner ceux-ci
– Motiver
– Diriger
– Évaluer
– Organiser des concours profitables
– Améliorer votre leadership
– Augmenter vos profits et réduire vos coûts
Roger St-Hilaire
Cours de vente Roger St-Hilaire
Formateur agréé par Emploi Québec
Renseignements sur ce séminaire spécial
Québec: (418) 626-7498
Montréal (514) 673-1124
Sans frais: 1 800 463-7246
Internet: www.roger-st-hilaire.com

MANQUE DE MÉDECINS

Gaspé cherche à l'extérieur de la province

Naomie Briand
Collaboration spéciale

GASPÉ — Le Centre hospitalier de Gaspé, à l'instar de ses jumeaux des régions, a un grand besoin de spécialistes dans diverses disciplines. Le plus urgent pour la direction est de trouver un chirurgien général et un radiologiste.

La seule chirurgienne qui exerçait à Gaspé, Dominique Synnott, a quitté vers Montréal. Depuis, pas de remplaçant. Et l'hôpital peut, selon son plan d'effectif médical, accueillir deux chirurgiens.

En radiologie, même scénario, sauf que l'hôpital cherche à combler le poste depuis trois ans. Les efforts de recrutement du directeur des services professionnels, Michel Desjardins, seront peut-être récompensés cette fois-ci : un finissant, qui a fait ses études en France, serait sur le point de terminer ses stages. Il est attendu à Gaspé en juillet.

Et la liste des spécialités non comblées se poursuit. Sur un besoin de 51 spécialistes, le déficit est de 13,5, soit près de 27 %. La difficulté de recruter pour Gaspé est devenue telle que Michel Desjardins cherche maintenant des candidats à l'extérieur de la province. « Il y a suffisamment de médecins au Québec, c'est juste qu'ils sont mal répartis », avoue-t-il. La grande déception du DSP, c'est que le rapport Clair fait peu état de solutions pour corriger la situation qui prévaut dans les régions.

L'incompréhension des centres urbains envers les crises que vivent les établissements de santé en région se reflète dans certaines décisions. Le CH de Gaspé a besoin d'un oto-rhino-laryngologiste. En 2000, une dame du nord de l'Afrique (dont le Dr Desjardins tient à taire le nom, pour conserver la confidentialité), s'est montrée intéressée à venir pratiquer à Gaspé avec un permis restrictif. Or, pour les immigrants, venir travailler au Québec dans le domaine de la santé implique un stage de formation de plusieurs mois, question de standardiser les compétences, et un spécialiste doit superviser ce stage.

Le rapport Clair fait peu état de solutions pour les régions

Selon M. Desjardins, aucun ORL n'a accepté de superviser la formation de la spécialiste africaine. Pis encore, le DSP se serait vu répondre que le nombre d'ORL au Québec était bien suffisant pour répondre à la demande de soins. Gaspé doit donc poursuivre avec un service d'itinérance. « C'est un mal nécessaire, mais ce n'est pas fait pour la continuité des services. »

Toutefois, M. Desjardins a récemment appris qu'un ORL s'était finalement porté volontaire pour coordonner le perfectionnement de la doctoresse. Son arrivée à Gaspé n'est pas pour demain. « Au minimum six mois », note M. Desjardins.

S'il est aujourd'hui complexe pour les centres hospitaliers de trouver des personnes intéressées à pratiquer en région, ce le sera d'autant plus dans les années à venir. Les perspectives d'ajout net de spécialistes d'ici 2003 (tenant compte du nombre d'étudiants qui seront diplômés des universités québécoises, des médecins qui prendront leur retraite ou encore qui décéderont) n'ont rien de rassurant.

Pour ne nommer que quelques spécialités, l'ajout net pour l'ensemble de la province, d'ici deux ans, sera de 28 en chirurgie générale, une dizaine en oto-rhino-laryngologie, huit en orthopédie, sept en radiologie et moins un en ophtalmologie.

Les étudiants en vitrine

Michèle LaFerrière
MLaferriere@lesoleil.com

QUÉBEC — Forte d'une première présence sur le campus l'an dernier, la Vitrine étudiante est de retour, dès mardi, aux pavillons Pollack et Desjardins de l'Université Laval. Au programme : spectacles, course de tacots, arts martiaux, bref, un éventail de réalisations signées par les étudiants.

Tous les secteurs d'études seront représentés, la médecine comme le théâtre, l'architecture comme les communications, les sciences et le génie. Ça commence mardi, à 11 h 35, au Desjardins, par une course de tacots. Ça se poursuivra jusqu'à jeudi, avec un encan d'œuvres d'art, une tire de tracteur, l'exposition du canoë de béton, une dégustation de tire d'érable, des matchs de football et de basketball, le spectacle *Cabaret Voix de scène* (mercredi, à 21 h, au Pollack).

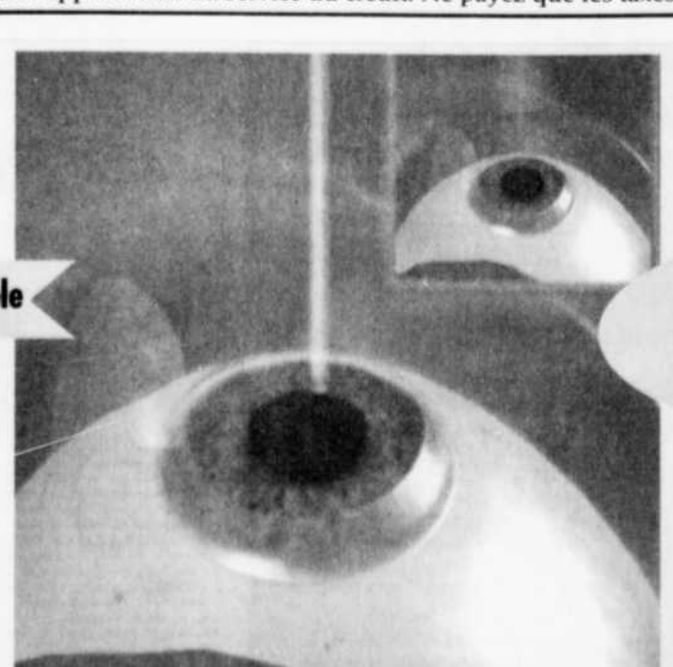
Les étudiants, le grand public et les employeurs y sont conviés, les uns pour se distraire et échanger des idées, les autres pour aller plus loin que les simples curriculum vitæ.

PARRAINS

La Vitrine étudiante est organisée par la CADEUL (Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval).

Marie-Thérèse Fortin, directrice artistique du Trident, Sam Hamad, président de la Chambre de commerce de Québec, et Pierre Moreau, doyen de la Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval, en sont les parrains.

Mme Fortin décrit sa présence comme un « accueil et un accompagnement pour faciliter le travail des professeurs ». « On est dans une ville universitaire, on a tendance à l'oublier », observe celle qui sera là « naturellement », mardi, même si l'ouverture de la Vitrine étudiante tombe au même moment que la journée mondiale du théâtre.



CONTEXTE

SOMMET DES AMÉRIQUES

Notre avenir est au Sud

L'Amérique latine ne reçoit que 1% des exportations canadiennes

■ QUÉBEC — À un mois du Sommet de Québec et des négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques, plus de 85% de nos exportations prennent toujours le chemin des États-Unis, contre à peine 1% pour toute l'Amérique latine. C'est moins que le Royaume-Uni, l'Allemagne ou le Japon pris isolément !

Il n'y a qu'à regarder une carte géographique pour comprendre pourquoi les échanges sont si importants avec nos voisins du Sud et pourquoi il serait plus facile de brasser des affaires en Amérique latine que n'importe où ailleurs.

« C'est un débouché naturel », fait remarquer Gérard Verna, professeur de gestion internationale à l'Université Laval. Selon lui, il est tout à fait normal de chercher d'abord à faire des affaires avec son entourage immédiat. Simple question de proximité géographique et culturelle. Une fois qu'on se sent à l'aise chez le voisin, on peut s'aventurer plus loin. Chez le voisin du voisin.

Annie Morin

AMorin@lesoleil.com

« L'intégration économique des Amériques se fera petit à petit, du Nord au Sud », explique M. Verna. Après le Mexique, qui a ravi au Canada le titre de premier partenaire commercial des États-Unis, ce devrait donc être au tour de l'Amérique centrale, puis de l'Amérique du Sud, de communier à la grand-messe de la mondialisation.

Au Québec, les exportations internationales sont en hausse constante depuis une bonne décennie, exception faite de 1995, année de la crise du peso. En 2000, la province a exporté pour 74,2 milliards $ dans le monde. C'est un record. Au Canada, les exportations atteignent aussi un nouveau sommet, à 384 milliards $.

Le marché latino-américain est proche, dans tous les sens du mot

Mais alors que les marchandises passent allègrement la frontière américaine et traversent sans peine l'Atlantique et le Pacifique, une infime proportion d'entre elles pénètrent en Amérique du Sud, nous apprend Statistique Canada.

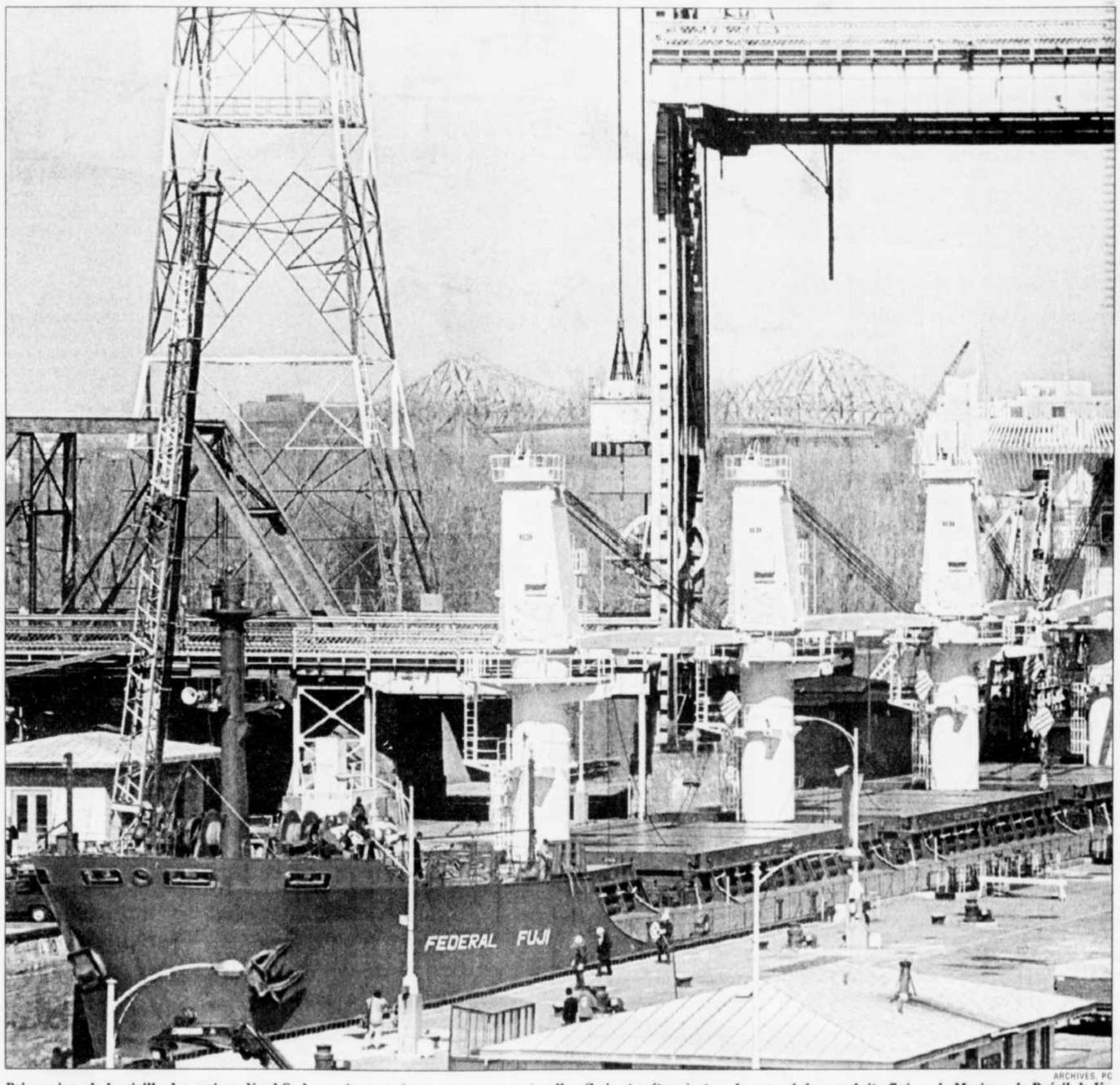
Les pays les plus actifs au Sud du Rio Grande sont le Mexique, le Brésil, le Venezuela, le Chili et Cuba. Prisonniers de la vieille dynamique Nord-Sud – on importe leurs ressources naturelles (bois et métaux) et on leur vend des produits finis –, ces pays nous refilent toutefois davantage de marchandises que nous ne réussissons à le faire.

C'est le temps de renverser la vapeur, croit Gérard Verna. Car le marché latino-américain est proche, dans tous les sens du mot. Les avions s'y rendent aussi souvent et aussi vite qu'à Vancouver ou Paris. Le décalage horaire, connaît pas. Et la langue, l'espagnol, s'apprend avec un minimum d'efforts.

« C'est un débouché naturel », répète le professeur, qui s'explique mal comment un pays comme la Chine, situé littéralement à l'autre bout du monde et qui ne partage pas du tout les mêmes références culturelles, peut attirer autant d'attention.

Marc-André Turcotte, conseiller en affaires internationales au ministère de l'Industrie et du Commerce, admet que « le marché est là, le potentiel est là, l'avenir est là ». Mais, il met les Québécois en garde contre ce qu'il appelle une « fausse impression de facilité ».

Pour réussir en Amérique latine, il faut se rendre sur le terrain, construire des usines, embaucher des gens de la place. Bref, investir. Comme l'ont fait les Bombardier et Transcontinental



ARCHIVES PC

Prisonniers de la vieille dynamique Nord-Sud – on importe leurs ressources naturelles (bois et métaux) et on leur vend des produits finis –, le Mexique, le Brésil, le Venezuela, le Chili et Cuba nous refilent davantage de marchandises que nous ne réussissons à le faire. Ci-dessus : le M. V. Federal Fuji au port de Montréal. Ce navire en transit vers Hamilton transporte des plaques d'acier du Venezuela.

Voir NATUREL en A 18 ➤

AUTRE TEXTE

❑ **Faux départ au Mexique** Page A 18

CONTEXTE

SOMMET DES AMÉRIQUES

Faux départ au Mexique

Piètre performance du Québec depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA

Annie Morin
AMorin@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Si le Mexique est le laboratoire de l'Amérique latine, force est d'admettre que le Québec a raté ses premières expériences.

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en 1994, le déficit entre les exportations et les importations à destination ou en provenance du Mexique se creuse. « Pendant que les Mexicains multipliaient par cinq la valeur des marchandises expédiées au Québec, on faisait du surplace », admet Marc-André Turcotte, conseiller en affaires internationales au ministère de l'Industrie et du Commerce.

Cette piètre performance, si on la compare au reste du Canada et aux États-Unis, s'explique de bien des façons.

D'abord, les statistiques.

Alors que le Canada estimait avoir vendu pour 1,2 milliard$ au Mexique en 1996, le Mexique calculait avoir acheté pour 2,3 milliards$ du Canada. Qui dit vrai? Probablement le Mexique. Pourquoi? Plusieurs commandes transitent par les États-Unis et sont malencontreusement enregistrées dans la mauvaise colonne à la sortie du pays. Les registres des douanes du Mexique seraient donc plus fiables.

Cette confusion statistique vaut aussi pour le Québec et pourrait expliquer – en partie – la croissance plus faible des exportations par rapport aux importations.

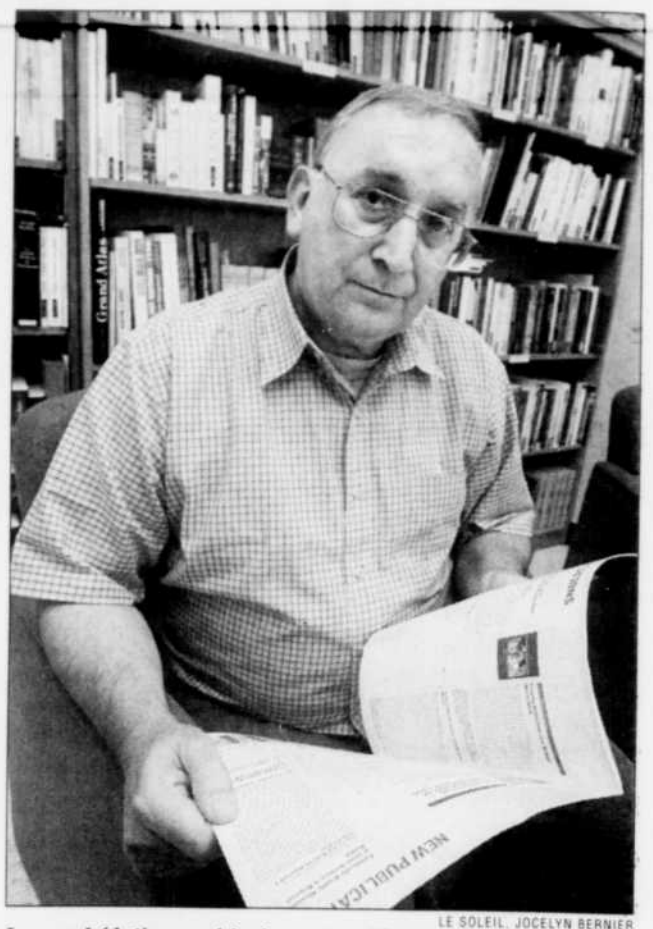
Le Québec est aussi désavantagé par la valeur des produits échangés. Les Mexicains exportent de plus en plus d'automobiles, de matériel électronique et de pétrole, tous des biens qui coûtent cher. Nous leur expédions encore du papier, du matériel de transport, du bois et des métaux.

Cela dit, à l'échelle du monde, les exportations de matériel électronique et de télécommunication, de produits chimiques et de machinerie, tous des produits à forte valeur ajoutée, croissent rapidement au Québec. « Il n'y a pas de mal à vendre du sirop d'érable, des portes et des fenêtres, mais la nouvelle économie est plus payante à long terme », dit Gérard Verna, professeur de gestion internationale à l'Université Laval.

Aussi curieux que cela puisse paraître, l'ALENA est en partie responsable du déficit commercial Québec-Mexique. Dans l'année qui a suivi la mise en application de l'accord de libre-échange élargi, environ 30 000 PME mexicaines ont fermé leurs portes, incapables de résister au raz-de-marée américain. Or, plusieurs PME québécoises avaient tissé des liens d'affaires avec les disparues et comptaient sur leur aide pour pénétrer le marché latino-américain. Privés de leurs yeux et leurs oreilles au Mexique, les entrepreneurs sont revenus à la case départ.

« Pendant que les Mexicains multipliaient par cinq la valeur des marchandises expédiées au Québec, on faisait du surplace »

Enfin, répète Marc-André Turcotte, le Québec doit revoir sa façon de négocier avec l'ensemble du marché latino-américain. « C'est un dialogue de sourds. Les Québécois demandent aux Mexicains d'acheter leurs produits et ceux-ci leur répondent de venir investir sur place. Ce n'est pas du tout la même chose. »



LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Le marché latino-américain « est un débouché naturel », déclare Gérard Verna, professeur de gestion internationale à l'Université Laval. Il s'explique mal comment un pays comme la Chine, situé littéralement à l'autre bout du monde et qui ne partage pas du tout les mêmes références culturelles, peut attirer autant d'attention.

ARCHIVES LE SOLEIL, CLÉMENT THIBEAULT

Les Mexicains exportent de plus en plus d'automobiles, de matériel électronique et de pétrole, tous des biens qui coûtent cher. Nous leur expédions encore du papier (photo), du matériel de transport, du bois et des métaux.

NATUREL
Pas dupes

Suite de la A 17

de ce monde. Et non seulement tenter d'écouler des marchandises fabriquées ici, comme c'est trop souvent l'objectif des missions économiques. « Les gens là-bas ne sont pas dupes », prévient le fonctionnaire.

Mais les entrepreneurs, ici, sont hésitants. Bien que séduits par les arguments économiques – taille du marché latino-américain, politiques commerciales souples, coût ridicule de la main-d'œuvre –, ils se laissent souvent décourager par les obstacles logistiques.

Les risques de perdre son nom et sa chemise sont bien réels

Selon Michel Audet, président de la Chambre de commerce du Québec, les risques de perdre son nom et sa chemise sont bien réels en Amérique latine. « Les entreprises font preuve d'une extrême prudence, car elles ne savent pas trop dans quel bateau elles s'embarquent », dit-il.

D'où l'importance, voire l'absolue nécessité selon les gens d'affaires, « d'établir rapidement des règles économiques claires ». M. Audet compte beaucoup sur la ZLEA pour assurer l'accès général aux marchés, attester de la transparence des contrats accordés par les gouvernements et instaurer des mécanismes de règlement des différends.

Mais il ne se fait pas d'illusions. « Les États-Unis vont demeurer notre principal client et notre principal fournisseur pendant encore longtemps ! »

CONTEXTE

SOMMET DES AMÉRIQUES

Aux portes de l'enfer

L'immense décharge municipale de Managua est constamment labourée par des centaines de démunis en quête de leur pitance quotidienne

■ MANAGUA, Nicaragua — Un camion à ordures s'avance lentement dans le dépotoir municipal de La Chureca, à Managua, quand soudain des dizaines d'hommes déguenillés le prennent d'assaut tels des pirates montant à l'abordage. Ils se disputent afin d'être parmi les premiers à pouvoir fouiller dans ce chargement de détritus, comme des chiens se battent pour un os.

INFOGRAPHIE, AP / LE SOLEIL

La grappe humaine tangue, s'accroche au mastodonte et risque à tout moment d'être écrasée sous ses roues quand il recule. Certains parviennent à monter à bord pour éventrer les sacs avant que les immondices ne glissent au sol. Sitôt que le véhicule s'arrête, c'est la bousculade. Les coups pleuvent. On s'arrache le cuivre, le fer et tout ce qui a quelque valeur.

L'immense décharge municipale de la capitale nicaraguayenne, plus vaste qu'un aéroport, est constamment labourée par des centaines de démunis en quête de leur pitance quotidienne. La nuit, d'autres hommes poursuivent les recherches à l'aide de lampes frontales qui dansent entre les feux allumés par ceux qui veillent sur le butin déjà entassé.

Des chiens, des chevaux et même des vaches faméliques errent au milieu des monticules de rebuts. Comme leurs maîtres, ces bêtes mangent lorsqu'elles trouvent quelque chose à se mettre sous la dent.

Personne ne se préoccupe de l'odeur nauséabonde qui règne, mais plusieurs se couvrent le nez d'un mouchoir pour se protéger des tourbillons de poussière soulevés par le vent et les camions.

Les plus pauvres d'entre ces malheureux ont construit leurs cabanes dans l'enceinte même du dépotoir. Ils n'ont pas d'électricité et doivent se contenter de l'eau contaminée du lac de Managua, situé au pied des collines de déchets. Depuis une quarantaine d'années, la ville y déverse ses eaux usées, et les usines leurs saloperies, tandis que les politiciens font des discours sur son assainissement... dans 20 ans.

Gilles Paquin
GPaquin@lapresse.ca
LA PRESSE AU NICARAGUA

PAS DE TRAVAIL

Gloria habite ici avec son mari et ses six enfants depuis 1995. Leur abri de fortune, installé en contrebas de la route, a plutôt l'air d'une tente faite de planches et de tôles que d'une maison. Un des côtés est d'ailleurs resté grand ouvert pour faire entrer la lumière, mais aussi la pluie et les rats. La cuisine est constituée d'un baril perforé sur lequel on a posé une grille. La famille a quitté son lointain village du Matagalpa pour venir en ville lorsque la coopérative agricole a fait faillite.

Selon une étude réalisée récemment par un économiste nicaraguayen, Sergio Santamaria, 260 des 510 coopératives rurales fondées à l'époque du gouvernement sandiniste ont maintenant disparu. Pire encore, le mouvement coopératif a perdu 79 % des terres qu'il possédait depuis la réforme agraire des années 80.

D'un air las, la femme au visage émacié raconte que son mari s'imaginait avoir du travail en arrivant à Managua. Il n'a jamais réussi à trouver autre chose que cet « enfer », dit-elle. Ce matin, il s'est levé tôt parce que le lundi est un bon jour pour fouiller dans le dépotoir. Les camions apportent tout ce que les plus fortunés n'ont pas fini de consommer en fin de semaine, il peut y avoir des choses comestibles.

Environ 18 000 personnes vivent dans le quartier d'Acahualinca, tout près du dépotoir de La Chureca. Les plus démunies dépendent de la récupération des matières recyclables. Elles s'exposent chaque jour à des blessures et à des maladies de toutes sortes, explique Maximo Martin Lopez, le travailleur social qui accompagne *La Presse*.

Sans aucune aide de l'État, Lopez et ses collègues du centre Dos Generaciones tentent de sortir les familles de La Chureca. La tâche est d'autant plus difficile que les emplois sont rares et le chômage extrêmement élevé. La matière recyclable est par contre abondante puisque la ville ne s'intéresse aucunement à cette question. Le seul secteur qui embauche en permanence est celui du vêtement, mais le travail dans les usines de la zone franche (les *maquiladoras*) est dur et mal payé.

UNE GARDERIE

Un garçon d'environ 20 ans, blessé à la tête, sa chemise déchirée et ses espadrilles prêtes à l'abandonner, s'approche et nous tend la main en riant à gorge déployée. Montrant son pansement et ses pieds crasseux, il dit avoir besoin d'affection et de sandales.

« Je t'avais dit de ne plus te battre Juan, ça ne sert à rien. Passe me voir au centre cet après-midi, on trouvera ce qu'il te faut et tu rencontreras des amis, réplique Lopez en lui donnant une tape amicale sur l'épaule. Maintenant qu'il a besoin de chaussures, il viendra peut-être, qui sait ? » ajoute-t-il.

L'organisme a ouvert une garderie et il offre des ateliers de formation ainsi que des activités culturelles et récréatives à 500 jeunes du secteur pour éviter qu'ils ne finissent à La Chureca. Faute de gardienne, les parents amenaient souvent les enfants avec eux et, devenus plus grands, plusieurs abandonnaient éventuellement l'école pour écumer le dépotoir.

Les plus pauvres d'entre ces malheureux ont construit leurs cabanes dans l'enceinte même du dépotoir

S'il est facile d'amener les parents à conduire leurs petits à la garderie, surtout qu'elle est gratuite, il en va autrement pour les adolescents qui veulent participer aux activités du centre, ajoute Lopez. Les éducateurs doivent d'abord convaincre les familles que les jeunes gagneront davantage lorsqu'ils auront appris à faire de la couture, de la coiffure ou de la menuiserie plutôt qu'à ramasser des bouteilles et du papier à La Chureca.

Autrefois professeur spécialisé auprès des enfants ayant des difficultés d'apprentissage, Lopez constate que bon nombre de ceux qui travaillent dans le dépotoir, parents et ados, ont des problèmes de motricité fine, sont quasiment analphabètes et ne connaissent pas leurs droits. « Nous intervenons autant auprès des adultes que des jeunes », dit-il.

La priorité du centre demeure le renforcement de la fréquentation scolaire auprès des enfants à risque, souligne Lopez. Les ateliers d'apprentissage visent surtout à permettre aux ados de gagner des sous pour aider leur famille sans retourner à La Chureca. Les activités culturelles et sportives aident pour leur part à socialiser ces jeunes habitués à vivre dans un monde marginal.

La vie est aussi très difficile pour la majorité des autres Nicaraguayens, estime Boyardo Izaba du Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH). Tellement d'ailleurs que 300 000 d'entre eux ont émigré aux États-Unis alors que 500 000 autres vivent au Costa Rica, dit-il. Les « Nicas », ainsi qu'ils se nomment eux-mêmes, constituent maintenant 10 % de la population de ce pays.

Comme le flot ne semble pas vouloir s'arrêter, le gouvernement du Costa Rica patrouille sa frontière nord avec zèle et n'hésite pas à renvoyer les Nicas chez eux. Au cours des deux premiers mois de l'année, le Costa Rica a déporté pas moins de 10 600 immigrants nicaraguayens illégaux alors qu'il en a expulsé 46 000 l'an dernier.

Voir ENFER en A 19 ➤

Ces enfants du quartier de Acahualinca, à Managua au Nicaragua, viennent chaque jour au centre Dos Generaciones, une ONG nicaraguayenne qui a ouvert une garderie gratuite pour éviter que les enfants accompagnent leurs parents lorsqu'ils se rendent chercher des matières recyclables au dépotoir municipal de La Chureca.

PHOTOS: COLLABORATION SPÉCIALE, CARLOS MALESPIN

Aussitôt arrivé au dépotoir de La Chureca, à Managua, ce camion à ordures est entouré d'hommes qui se bousculent pour être les premiers à fouiller dans son chargement afin d'y trouver des objets recyclables. Des centaines de personnes gagnent ainsi leur vie au dépotoir.

AUTRE TEXTE
❑ **Corruption à Managua** Page A 20

CONTEXTE

SOMMET DES AMÉRIQUES

PHOTOS: COLLABORATION SPÉCIALE: CARLOS MALESPIN

Maximo Martin Lopez, un travailleur social du quartier d'Acahualinca, à Managua au Nicaragua, discute avec Gloria, une femme qui vit avec sa famille dans une cabane à l'intérieur du dépotoir de La Chureca. Lopez cherche à reloger cette famille dans de meilleures conditions.

ENFER La misère pousse les Nicas à quitter leur terre natale

Suite de la A 19

Selon Izaba, c'est la misère qui pousse les Nicas à quitter leur terre natale. Le Nicaragua est le deuxième pays le plus pauvre de l'hémisphère après Haïti, entre 70 et 80 % de ses habitants vivent dans la pauvreté et un enfant sur trois souffre de malnutrition. Le chômage et le sous-emploi touchent plus de la moitié de la population économiquement active, tandis que le revenu de 56 % des travailleurs est inférieur à 115 $ par mois.

Déjà saigné par deux guerres qui ont fait plus de 50 000 morts chacune et un embargo économique américain qui lui a brisé les reins, le Nicaragua a en outre été durement éprouvé par les catastrophes naturelles. Outre l'ouragan Mitch qui a fauché la vie de 2500 Nicas en 1998, le pays a aussi été frappé par les ouragans Keith et Jane qui ont détruit de grands pans de ses infrastructures, plusieurs éruptions volcaniques désastreuses, des tremblements de terre et un raz-de-marée qui a ruiné sa flotte de pêche sur le Pacifique.

Comme si cela n'était pas suffisant, le Nicaragua consacre 25 % de ses revenus au service de sa dette externe de 6,4 milliards $ US, ce qui représente une somme égale aux budgets de la santé et de l'éducation réunis, souligne Izaba. Les grandes institutions internationales comme la Banque mondiale et le FMI exigent que l'État réduise ses dépenses, mais elles ne lui demandent pas d'abolir les mesures protectionnistes qui maintiennent les prix de produits de base artificiellement élevés, dit-il.

Un pays éprouvé par les guerres et les catastrophes

De toute manière, ce ne sont pas leurs plans de restructuration de la dette ou les grandes stratégies de l'État qui assurent une certaine stabilité économique au pays, soutient Izaba. Le Nicaragua survit grâce aux projets de développement, aux dons et aux prêts de la coopération internationale, de même qu'aux fonds de plus de 300 millions $ par année que les exilés font parvenir à leurs familles, affirme-t-il.

En juin 1988, la Cour internationale de La Haye a déclaré les États-Unis coupables d'avoir causé des dommages de 17 milliards $ au Nicaragua en raison de l'appui apporté à la Contra tout au long des années 80, rappelle Izaba. Washington a contesté cette décision, mais le gouvernement de Violeta Chamorro a abandonné les procédures en croyant ainsi recevoir une aide accrue des Américains.

Douze ans plus tard, le Nicaragua attend toujours.

Mégasalaires et corruption

Gilles Paquin
La Presse

■ MANAGUA, Nicaragua — Pendant que l'immense majorité des Nicaraguayens gagnent des salaires de famine, les dirigeants politiques et les hauts fonctionnaires de ce pays s'accordent des traitements nettement supérieurs à ceux de leurs homologues américains.

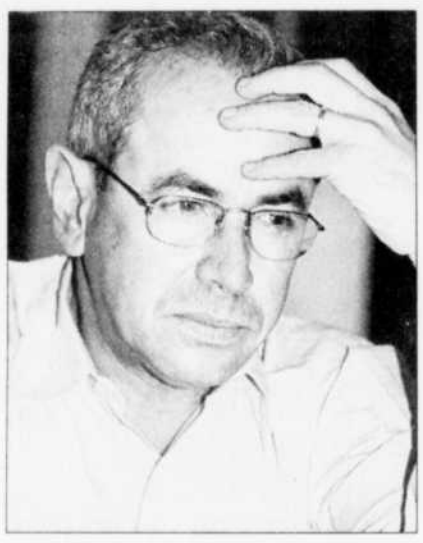
Ainsi, le président du Nicaragua Arnoldo Aleman, le secrétaire de la présidence, Luis Duran, et le président de la Banque centrale de ce pays, Noel Ramirez, touchent tous les trois près de 100 000 $ US de plus que leurs vis-à-vis américains. Des ministres et d'autres dirigeants d'institutions publiques ont également des salaires juteux, tous cités ici en dollars américains pour faciliter la comparaison.

Contrairement à ce qui se passe au Québec, le gouvernement du Nicaragua refuse habituellement de dévoiler de telles informations. Il a été contraint de le faire ces derniers temps en raison de fuites provenant de la fonction publique et de la divulgation de renseignements provenant d'institutions internationales.

C'est le secrétaire technique de la présidence, Luis Duran, qui est le champion toutes catégories de ce que la presse nicaraguayenne appelle « l'affaire des mégasalaires ». Cet ancien technocrate de l'époque du dictateur Anastasio Somoza a touché, l'an dernier, un salaire de 285 000 $, auquel est venue s'ajouter une somme de 225 000 $, reçue de la Banque centrale du Nicaragua à titre de consultant.

Le chef du personnel de la Maison-Blanche, celui qui joue à Washington le même rôle que Duran à Managua, gagne pour sa part 187 000 $ par année, soit 98 000 $ de moins que son collègue nicaraguayen. Ce qui ne tient pas compte de son revenu exceptionnel de consultant, bien sûr.

L'ex-commandante du Front sandiniste de libération nationale, Dora Maria Tellez, se désole de l'orientation adoptée par son ancien chef Daniel Ortega. Présidente du Mouvement de réforme sandiniste (MRI), elle souhaite lui faire la lutte lors des élections nationales qui se tiendront à l'automne.



Agustin Jarquin, l'ancien Vérificateur général du Nicaragua, songe à devenir candidat à la vice-présidence lors des élections de novembre. Ironiquement, il se présentera sous la bannière du Front sandiniste de libération nationale, un parti qu'il a combattu pendant 20 ans.

Le président de la Banque centrale du Nicaragua, Noel Ramirez, touche pour sa part la somme de 300 000 $ par année tandis que le directeur général de cette institution, Mario Lovo, gagne 240 000 $ annuellement. Le président de la Réserve fédérale américaine, Allan Greespan, touche pour sa part 195 000 $ par année.

L'an dernier, Bill Clinton a reçu 250 000 $ à titre de président américain et pendant ce temps, son homologue nicaraguayen Arnaldo Aleman touchait au-delà de 300 000 $.

Curieusement, les ministres du gouvernement Aleman ne gagnent pas tous le même salaire. Le ministre de l'Agriculture, Augusto Navarro, a déclaré à *La Presse* qu'il gagnait 60 000 $ par année et que les salaires des hauts fonctionnaires devraient coller davantage à la réalité de ce pays pauvre. Certains de ses collègues gagnent trois fois le salaire de M. Navarro.

Invité à commenter cette situation, le directeur d'un centre de recherche économique réputé du Nicaragua, Nestor Alvedano, a affirmé que deux des plus graves problèmes du Nicaragua étaient la pauvreté et la corruption.

« Dans un pays civilisé, Duran et les autres seraient déjà devant le tribunal. Pour moi, ce qu'ils ont fait est un crime social. Pire que des opportunistes, ce sont des voleurs en liberté », dit M. Alvedano. Il juge aussi sévèrement la Banque interaméricaine de développement (BID) puisque c'est elle qui a en fait payé M. Duran en avançant un prêt à la Banque du Nicaragua.

Cette opinion est partagée par de nombreux Nicaraguayens indignés de voir les dirigeants du gouvernement abuser ainsi de leur pouvoir. Pour eux, ce sont des salaires tout à fait démesurés par rapport au niveau de vie de la population et l'état des finances publiques. Le Nicaragua est le deuxième pays le plus pauvre de l'hémisphère et la moitié de ses habitants gagnent moins de 1000 $ par année.

Pour M. Alvedano, il n'y a guère d'espoir que les choses s'améliorent si le gouvernement Aleman est défait l'automne prochain et que les sandinistes reviennent au pouvoir. Le Front sandiniste et le Parti libéral d'Aleman ont fait un pacte pour se partager le butin et exclure les autres partis, explique M. Alvedano, ce sera du pareil au même.

Le pacte entre les deux formations politiques leur permet de nommer chacun leurs partisans au sein des organes de l'État, faisant par exemple passer le nombre de juges de la Cour suprême de neuf à 12, le Conseil électoral de cinq à sept et ainsi de suite. Trop critique à l'égard des dépenses somptuaires du gouvernement, le Vérificateur général a été encadré par une direction collégiale de quatre personnes qui aseptise ses rapports.

De nombreux Nicaraguayens indignés de voir les dirigeants du gouvernement abuser ainsi de leur pouvoir

Le comportement de la nouvelle administration municipale de Managua semble confirmer les craintes de Nestor Alvedano. Élu maire de la capitale à l'automne, l'ancien ministre du Tourisme du gouvernement sandiniste, Herty Lewites, s'est empressé de nommer ses fidèles à des postes intéressants et bien payés. La presse locale révélait la semaine dernière que tout ce beau monde touchait, à peu de choses près, des salaires comparables à ceux du régime antérieur.

CONTEXTE

SOMMET DES AMÉRIQUES

Sommet 101

Ce qu'il faut savoir sur l'événement qui aura lieu à Québec

■ MONTRÉAL — Le Sommet des Amériques réunira à Québec, du 20 au 22 avril, les chefs d'État et de gouvernement des 34 pays d'Amérique dont les dirigeants ont été élus démocratiquement. Cuba est le seul pays du continent qui ne sera pas représenté.

André Pratte
APratte@lapresse.ca

Le Sommet qui aura lieu à Québec sera-t-il le premier du genre?

Non. Il y a déjà eu deux Sommets des Amériques. Le premier a eu lieu à Miami, en décembre 1994, à l'initiative du président Clinton. Les participants y ont adopté une déclaration de principe comprenant des engagements à l'égard de la démocratie, du développement durable et du libre-échange. À ce dernier sujet, les chefs d'État et de gouvernement ont confié à leurs ministres du Commerce la tâche d'entreprendre des négociations en vue de la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), un traité qui devrait entrer en vigueur au plus tard en 2005.

Le second Sommet des Amériques a eu lieu en 1998 à Santiago, au Chili. Dans la déclaration de Santiago, les leaders des Amériques ont exprimé leur volonté de « redoubler d'efforts pour poursuivre les réformes destinées à améliorer les conditions de vie des peuples des Amériques et pour instaurer une communauté solidaire ». Ils ont réaffirmé leur conviction « que la Zone de libre-échange des Amériques améliorera le bien-être de nos peuples, y compris les populations économiquement défavorisées, dans nos pays respectifs ».

Un ambitieux plan d'action a été adopté, fixant aux pays participants toute une série d'objectifs en matière de démocratie, d'économie, de droits de la personne, de santé, et de moult autres thèmes. Le plan d'action met l'accent sur l'éducation, promettant « d'assurer, d'ici à l'an 2010, l'accès universel à un enseignement primaire de qualité ainsi qu'un taux d'achèvement au primaire de 100% et d'inscription dans le secondaire de 75% au minimum ».

Les deux premiers Sommets ont-ils abouti à des résultats concrets?

Outre la mise en marche des négociations devant mener à un traité de libre-échange à l'échelle du continent, d'autres engagements ont abouti à des mesures concrètes, selon Nobina Robinson, directrice générale de la Fondation canadienne pour les Amériques. Elle cite le cas de la Convention interaméricaine contre la corruption, adoptée en 1996, « la première convention anticorruption dans le monde ». Le Sommet de Santiago a aussi mené à l'élaboration d'un Mécanisme d'évaluation multilatéral, permettant de mesurer les progrès réalisés par chaque pays du continent dans la lutte au trafic de drogue.

Par contre, les engagements ambitieux du Sommet de Santiago sur l'éducation sont restés lettre morte. « À ce chapitre, c'est un échec, dit M^me^ Robinson. Les pays les plus pauvres s'étaient fait promettre des fonds de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement. Mais ils n'ont rien reçu. L'absence de financement est un problème pour beaucoup des engagements pris par les Sommets. »

ARCHIVES, REUTERS

Le second Sommet des Amériques a eu lieu en 1998 à Santiago, au Chili. Dans la déclaration de Santiago, les leaders des Amériques ont exprimé leur volonté de « redoubler d'efforts pour poursuivre les réformes destinées à améliorer les conditions de vie des peuples des Amériques et pour instaurer une communauté solidaire ».

Comme le souligne Jocelyn Berthelot, chercheur à la Centrale des syndicats du Québec, dans un article publié par *Relations* : « La situation éducative de nombreux pays des Amériques se trouve à des années-lumière des objectifs fixés » à Santiago.

De quoi discuteront les participants à Québec?

L'ordre du jour de la réunion, de même que les textes qui seront adoptés par les chefs d'État et de gouvernement, ont été soigneusement négociés au préalable par leurs représentants personnels, les « sherpas ».

Outre les activités protocolaires et culturelles, les leaders politiques des Amériques tiendront trois réunions de travail. Le samedi matin, 21 avril, ils discuteront des moyens de renforcer les valeurs démocratiques sur le continent. Pour le lunch, et en après-midi, les 34 leaders seront laissés seuls pour des discussions plus informelles. Le président du Sommet, le premier ministre Jean Chrétien, a proposé comme thème : « Les défis de la mondialisation pour les gouvernants ».

Enfin, le dimanche matin, les chefs d'État et de gouvernement parleront prospérité économique, réalisation du potentiel humain et technologie. C'est à cette occasion qu'ils feront le point sur les négociations relatives au libre-échange. « Mais ne soyez pas surpris si la discussion sur le libre-échange dure 10 minutes ! » lance le sherpa de M. Chrétien, Marc Lortie. Il s'agira simplement de prendre acte des progrès accomplis par les différents groupes de négociation, et de donner le mandat aux négociateurs de continuer le travail pour rencontrer l'échéance de 2005.

À quels résultats peut-on s'attendre du Sommet de Québec?

Cinq documents seront publiés à l'issue du Sommet. D'abord, une Déclaration politique, « l'esprit, le message de Québec », selon Marc Lortie. Le texte de la Déclaration, un document de trois ou quatre pages, est le seul qui pourrait faire l'objet de négociations de dernière minute entre les gouvernants, les autres ayant été négociés par leurs représentants, à la virgule près, dans les mois précédant le Sommet. La Déclaration politique devrait comprendre une « clause démocratique », un engagement selon lequel un pays qui ne satisferait plus aux règles de la démocratie s'exclurait des avantages de l'intégration continentale. « Ce sera un message politique très fort », dit Marc Lortie.

Les opposants sont plus que sceptiques. « Les Américains ne sont pas en position de déterminer ce qu'est la démocratie, quand on sait que certains des gouvernements participants ne sont pas démocratiques. Rappelez-vous que Fujimori (l'ancien président du Pérou) était au Sommet de Santiago ! » dit Marcela Escribano, coordonnatrice du Sommet des peuples, un sommet parallèle organisé par ceux qui s'opposent au libre-échange continental.

Cinq documents seront publiés à l'issue du Sommet de Québec, dont une Déclaration politique

Le Sommet officiel publiera quatre autres documents : des plans d'action d'une vingtaine de pages chacun portant sur le renforcement des valeurs démocratiques, la création de la prospérité économique et la réalisation du potentiel humain, auxquels s'ajoutera une brève déclaration sur la « connectivité ».

Qu'est-ce que la ZLEA?

Les pourparlers en vue de créer la plus vaste zone de libre-échange du monde – 800 millions de personnes, un PIB de 11 milliards $ – ont été officiellement lancés lors du Sommet des Amériques de Santiago, en avril 1998. Neuf groupes de négociations ont été formés, chacun devant rédiger un chapitre spécifique de l'accord : les investissements, les services, l'agriculture, les droits de propriété intellectuelle, les subventions, etc.

Le traité doit notamment mener à :

- l'élimination progressive des barrières, tarifaires et nontarifaires, au commerce de biens et de services, de même qu'à l'investissement ;
- l'élimination des subventions aux exportations agricoles ;
- la simplification des procédures douanières ;
- l'établissement d'un « cadre juridique juste et transparent » qui crée un environnement favorable aux investissements ;
- l'élargissement de l'accès aux marchés publics des pays membres ;
- la libéralisation du commerce des services ;
- l'élimination des pratiques commerciales nuisant à la concurrence ;
- la création d'un mécanisme « juste, transparent et efficace » pour le règlement des différends entre les pays membres.

Les négociations de la ZLEA sont-elles secrètes?

Jusqu'ici, oui. Les différents gouvernements ont maintenant en main une ébauche du futur traité. Les ministres du Commerce feront le point sur les négociations à Buenos Aires deux semaines avant le Sommet de Québec. Le gouvernement du Canada proposera alors de rendre ce document public. Mais il faudra l'accord des 34 pays, et dit le représentant canadien Marc Lortie, « tous n'ont pas cette habitude ». Le Canada a déjà rendu publiques ses propres propositions sur certains des thèmes abordés.

Les opposants au traité exigent que TOUS les textes soient rendus publics. « Il nous est impossible d'engager un dialogue sérieux sur la ZLEA alors que nous ne connaissons même pas le contenu réel des négociations », ont souligné les membres de l'Alliance sociale continentale.

À Santiago il y a trois ans, les participants au Sommet des Amériques avaient affirmé : « Le processus de négociation de la ZLEA sera transparent. » L'engagement a été répété à plusieurs reprises depuis. « Selon notre expérience, plus les gens sont informés, plus ils appuieront la libéralisation du commerce », a dit Pierre Pettigrew.

Le gouvernement canadien consulte-t-il la population sur l'évolution des négociations?

Des représentants du gouvernement ont tenu plusieurs rencontres avec les milieux particulièrement intéressés par ces négociations, notamment les gens d'affaires et les groupes sociaux. Le ministre Pierre Pettigrew a parlé de rencontres « très fructueuses ». Cela n'a pas suffi à calmer la grogne des opposants. Même la Fondation canadienne pour les Amériques, qui est très favorable à l'intégration continentale, a été déçue par l'allure de ces consultations. « Consultation, c'est un bien grand mot, dit Nobina Robinson. Ce que le gouvernement a organisé sont des sessions d'information. Le ministère nous disait ce qu'il voulait faire et demandait nos commentaires. C'était un exercice valable. Mais il n'y avait pas vraiment de suivi. On n'avait aucune idée de l'impact de nos suggestions. »

Qui s'oppose à l'intégration économique continentale?

En 1997, les syndicats et mouvements sociaux du continent ont mis sur pied l'Alliance sociale continentale, un mouvement visant à faire pression sur les politiciens et à proposer « des solutions viables et concrètes à la ZLEA ».

En 1998, en parallèle au deuxième Sommet des Amériques, le mouvement d'opposition a tenu un Sommet des peuples des Amériques. Ce sommet, plutôt que d'opposer un refus net au libre-échange, a adopté un document intitulé *Des alternatives pour les Amériques, Vers un accord entre les peuples du continent*. « Le commerce et l'investissement ne doivent pas constituer des fins en soi, mais bien des moyens susceptibles de nous mener vers un développement juste et durable, affirme ce document. Les objectifs centraux (des politiques sociales et économiques du continent) doivent être la promotion de la souveraineté économique, le bien-être collectif et la réduction des inégalités à tous les niveaux. »

Au Canada, les opposants à la ZLEA sont regroupés dans Common Frontiers (au Canada anglais) et au sein du Réseau québécois sur l'intégration continentale. Le RQIC compte une vingtaine d'associations membres, dont les centrales syndicales, Amnistie Internationale et la Fédération des femmes du Québec.

Que feront les opposants au libre-échange lors du Sommet de Québec?

Les membres de l'Alliance sociale continentale tiendront un second Sommet des peuples, auquel participeront quelque 2000 militants. Lors du Sommet des peuples se tiendront neuf forums sur autant de thèmes relatifs à l'intégration continentale. Le Sommet se terminera par la publication d'une déclaration politique. Le samedi 21 avril, les participants au Sommet des peuples tiendront une grande marche dans les rues de Québec.

D'autres groupes comptent manifester leur opposition à l'intégration économique continentale par des gestes plus spectaculaires. Certains ont parlé de bloquer l'accès à l'aéroport de Québec et de tentatives d'« arrestations civiles ». Enfin, la police craint que des casseurs ne profitent de la situation.

Les forces policières ont mis en place un imposant système de sécurité. Un périmètre de 3,8 km a été établi autour du site du Sommet, protégé par une clôture de 12 pieds de haut. Quelque 5000 policiers seront en service pour l'occasion.

« Nous devenons *una gran familia* », disait Jean Chrétien au sujet des Amériques. À Québec éclatera au grand jour la chicane de famille.

Problème avec l'administration publique?

Vous avez l'impression d'être traité comme un numéro? Particulièrement depuis que le gouvernement vous transmet des avis inquiétants... et que vos efforts pour faire corriger votre dossier demeurent vains. Gardez votre équilibre! Vous avez souscrit à l'assurance protection juridique justement pour donner du poids à vos démarches.

Grâce à cette protection — ajoutée à coût minime à votre assurance habitation ou auto —, vous accédez à l'aide et aux conseils d'un expert en la matière : l'avocat de votre choix. Faire valoir vos droits n'aura jamais été aussi simple. Devenez maître des imprévus juridiques de la vie : souscrivez dès aujourd'hui à l'assurance protection juridique.

Composez le 1 888 522-2748 ou visitez le site www.barreau.qc.ca

La Capitale
assurances générales

Barreau du Québec

JB 1515409

mazda L'événement le printemps S'ÉCLATE

Mazda MPV DX 2001

Lauréate du **GUIDE DE L'AUTO 2001** pour une deuxième année consécutive.

Obtenez **1,9%**† DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS

OU Louez à partir de **359$** ET **0$** COMPTANT

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

• Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Climatiseur avant avec filtre à air antipollution • Glaces des portes latérales pouvant être abaissées, une exclusivité de Mazda • Sièges de 2e rangée Side-by-Slide^MC amovibles • Banquette de 3e rangée rabattable sous le plancher et pouvant être orientée vers l'arrière • Coussins de sécurité côtés conducteur et passager avant • Volant inclinable • Deux portes latérales arrière coulissantes

Comptant	Mensualité*
0$	359$
1 500$	325$
2 500$	299$

Obtenez **2,9%**† DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS

• Moteur 4 cyl. de 2 L et 130 ch • Boîte manuelle 5 vitesses • Climatiseur • Conception OptiSpace^MC qui en fait le plus spacieux de sa catégorie • Deux coussins de sécurité avant et avant latéraux • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Hayon à double accès • Traction avant (transmission intégrale optionnelle) • Volant inclinable • Roues de 16 po • Les groupes commodités et apparence comprennent : régulateur de vitesse, console au pavillon, roues en alliage, alimentation prolongée des accessoires, porte-bagages de toit, glaces de teinte foncée, rétroviseurs et verrouillage des portes à commande électrique et télédéverrouillage

Mazda Tribute DX 2001

avec groupes commodités et apparence

OU Louez à partir de **379$** ET **0$** COMPTANT

PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

Comptant	Mensualité*
0$	379$
1 500$	345$
2 500$	319$

Association des Journalistes Automobile du Canada
Meilleur véhicule utilitaire au pays en 2001

GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Renseignez-vous sur notre remarquable garantie complète.

ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toutes nouvelles Mazda.

mazda
www.mazda.ca

Les concessionnaires Mazda du Québec

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles.

Offres réservées aux particuliers et portant sur les Mazda MPV DX 2001 neuves, modèle UADV71AB00 et les Mazda Tribute DX 2001 neufs, modèle WSDS51AH00. †Financement consenti par l'entremise de la Banque de Nouvelle-Écosse. Sur approbation du crédit. Exemples de financement à l'achat au taux de 1,9% : 10 000$ au taux de 1,9% ; 36 paiements de 285,99$; coût d'emprunt de 295,64$; total à payer de 10 295,64$ et au taux de 2,9% : 10 000$ au taux de 2,9% ; 36 paiements de 290,37$; coût d'emprunt de 453,32$; total à payer de 10 453,32$. Offres excluant les Mazda Tribute avec V6, offerts à 7,5% de financement. Autres taux de financement disponibles. *Taux de location personnalisée Mazda : offres portant uniquement sur la location-bail au détail pour une période de 48 mois sur les Mazda MPV DX 2001 neuves et les Mazda Tribute DX 2001 neufs. Comptant initial ou échange équivalent, premier versement mensuel et dépôt de sécurité exigés. Aucun comptant initial exigé pour les Mazda MPV DX 2001 sur l'offre à 359$ et les Mazda Tribute DX 2001 sur l'offre à 379$. Dépôt de sécurité de 350$ pour l'offre à 299$, de 400$ pour les offres à 319$, 325$ et 345$, et de 450$ pour les offres à 359$ et 379$. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 80 000 km. Frais de 8¢ le km additionnel. Immatriculation, assurances et taxes en sus.

Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 19 mars 2001.

Fiers d'être dans la course

TROPHÉE AICHA DES gazelles

LOCATION Bordmahoney MAZDA

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président et Éditeur CLAUDE THIBODEAU
Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE
Directeur de l'éditorial J.-JACQUES SAMSON
Directeur de l'information MICHEL SAMSON

ÉDITORIAL

Une baie James pour Charest

L'inscription de son projet de souveraineté-association par le Parti québécois au cœur du débat politique au Québec a placé la barre très haute pour ses adversaires. Ceux-ci ne peuvent plus se contenter d'offrir leurs services pour assurer la gérance des édifices gouvernementaux.

Robert Bourassa l'avait bien compris. Il a obtenu ses premiers succès électoraux en 1970 en proposant un « grand projet », la phase un de la baie James. L'hydroélectricité serait la locomotive économique du Québec. En plus de nous assurer une alimentation au plus bas coût en Amérique, les mégawatts serviraient à attirer chez nous un chapelet d'industries génératrices d'emplois.

J.-Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com

Bourassa a seulement ajusté la recette pour paver son retour en 1985. Cette fois, la phase deux de la baie James permettrait de vendre de l'or blanc aux États-Unis en quantités telles que le gouvernement nagerait dans les surplus. La prospérité assurée, à la condition bien sûr de préserver la stabilité politique ! Les analystes économiques et politiques étaient sceptiques, mais le chef libéral défendait sa thèse bec et ongles. Il avait compris qu'il lui fallait un « grand projet », à saveur économique, à opposer à l'objectif de souveraineté du PQ, même après la défaite référendaire de 1980.

« Un chef politique obtient le pouvoir uniquement lorsque ses concitoyens et ses collègues estiment qu'il incarne leurs idéaux, comprend leurs besoins, exprime leurs aspirations et fait naître en eux un sentiment de compétence et d'assurance», écrivait-il dans *L'énergie du Nord*. Et lorsqu'il s'est aventuré avec Brian Mulroney sur le terrain de l'adversaire, celui du statut du Québec et de la Constitution, il a précipité la chute des libéraux et provoqué la remontée du mouvement souverainiste.

À la quête d'identité des libéraux de Jean Charest, mise en exergue au dernier conseil général du parti, à Trois-Rivières, où la volonté de réappropriation des symboles du nationalisme a volé la manchette, s'ajoute un autre problème chez les libéraux. L'absence d'un projet mobilisateur auquel les militants pourraient d'abord s'identifier, qui ferait leur fierté et qui deviendrait le contrepoids au rêve péquiste dans la mise en marché électorale, est un lourd handicap pour Charest.

Au fédéral, dans les neuf autres provinces, des partis peuvent remporter des élections seulement en dénigrant l'adversaire et en promettant de former un « bon gouvernement ». Plus au Québec. Cela ne suffit pas. Il faut avoir développé une vision globale crédible de l'évolution du Québec et parrainer un «grand projet » moteur.

La vision globale du Parti libéral est pour le moins encore très floue et Jean Charest ne détient pas un « grand projet » capable d'enflammer les électeurs francophones désireux d'être entraînés vers un dépassement, un idéal. Jean Charest ne peut même pas se rabattre sur une simple normalisation des relations Ottawa-Québec tant que le gouvernement fédéral maintiendra la même attitude. La performance des libéraux provinciaux dans la création d'emplois entre 1985 et 1994, en matière fiscale et dans la gestion des finances publiques, n'a pas fait d'eux des modèles, loin de là. Ils ont quitté en nous laissant des déficits records, des taux de taxation scandaleux et un niveau de chômage plafond.

Jean Charest mène en plus une opposition essentiellement de marche arrière depuis les dernières élections: quand le PQ fusionne, il « défusionnera », promet-il. Combien d'électeurs au Québec peuvent cerner les grandes orientations gouvernementales propres que les libéraux mettraient de l'avant ? Quelles politiques bien à eux, économiques ou sociales, pilotent-ils qui feraient avancer la société québécoise ? Le temps presse de mettre l'imagination au travail.

CHRONIQUE POLITIQUE

Le syndrome Le Hir

Michel David

MDavid@lesoleil.com

Le plus gros défi de Québec: chasser le mauvais souvenir qu'évoque le mot « études »

« On n'a pas besoin de faire beaucoup d'études là-dessus ; c'est tellement évident. Sur le plan économique, la séparation n'est pas une bonne affaire ».

Pour un universitaire comme Stéphane Dion, voilà une attitude bien peu scientifique. Il est vrai qu'à part le sac d'école, il ne reste plus grand-chose de l'ancien professeur de sciences politiques à l'Université de Montréal. Pendant des siècles, on a aussi tenu pour évident que la terre était plate.

On peut très bien comprendre que M. Dion cherche à exploiter le ras-le-bol constitutionnel. En entendant Bernard Landry annoncer une mise à jour des études qui avaient été réalisées en 1991, pour le compte de la Bélanger-Campeau, bien des Québécois ont dû lever les yeux au ciel. Oh non, pas encore !

Le plus gros défi du gouvernement sera de chasser le mauvais souvenir que rappelle le mot « études », qu'on associe automatiquement à celui que Jacques Parizeau avait nommé, pour son grand plus malheur, ministre délégué à la « Restructuration », Richard Le Hir.

Richard Le Hir

Jamais, dans les annales politiques québécois, on n'a vu un exercice de propagande aussi mal mené. Un véritable désastre au plan des communications, accompagné d'odeurs de scandale, qui a complètement bousillé le lancement de la campagne du OUI en 1995. On peut compter sur Jean Charest pour annoncer à grands cris l'arrivée de « Le Hir 2 ».

On connaît suffisamment M. Landry pour savoir qu'entre l'information et ce qu'il appelle de la pédagogie, la distance peut être étonnante. À l'instar de M. Dion, le premier ministre a quitté sa chaire d'économie à l'Université du Québec depuis pas mal d'années.

Il n'en reste pas moins qu'un tas de choses ont changé depuis dix ans et même depuis cinq ans. Comme le débat n'est pas à la veille de cesser, même si le PQ devait perdre la prochaine élection, aussi bien le faire à partir de données récentes.

Il est clair que le cadre financier à l'intérieur duquel évolue la fédération canadienne n'est plus le même. En 1990-1991, le déficit fédéral était de 30,5 milliards. Aujourd'hui, les surplus dépassent les 15 milliards $. De 2 milliards $ qu'il était à l'époque, le déficit du Québec a été complètement éliminé et, sans les cachotteries de M. Landry, un surplus substantiel serait apparu.

Il faut reconnaître que M. Dion a raison sur un point : aucune actualisation du budget de l'an 1 n'est requise, puisque le « comité de réflexion et d'actions stratégiques sur la souveraineté du Québec », que présidait justement M. Landry, s'est livré à l'exercice l'an dernier.

« Une mise à jour des travaux du secrétariat de la Commission Bélanger-Campeau et des actuaires Lamonde et Renaud démontre que le déficit budgétaire prévisible d'un Québec souverain, de 15 milliards $ qu'il était au moment du référendum se serait transformé en un surplus de 41 millions $ dans un Québec qui serait devenu souverain en 1999-2000 », peut-on lire dans son rapport. Assez curieusement, le ministre des Affaires intergouvernementales, Joseph Facal, qui a été mandaté pour superviser la révision des études, ne se souvenait pas de ce travail effectué par le comité Landry, dont il faisait pourtant partie. C'est autant qu'il pourra déduire du coût déjà « extrêmement modeste » qu'il prévoit.

En 1991, la Commission Bélanger-Campeau s'était également penchée sur l'effet que l'évolution démolinguistique du Canada pourrait avoir sur le statut politique du Québec.

À partir des données du recensement de 1986, les projections sur 25 ans faisaient état d'une diminution de l'ordre de1 % du poids démographique du Québec, qui avoisinerait toujours le quart (24 %) de la population canadienne en 2011.

Les plus récentes projections révèlent une accélération de cette tendance et laissent maintenant prévoir que les Québécois ne représenteront plus que 21 % de l'ensemble de la population canadienne en 2026.

L'arrière-plan juridique du débat a également beaucoup changé. Sur la base d'un avis donné par un groupe de juristes internationaux, lors des travaux de la commission parlementaire que le gouvernement Bourassa avait convoquée pour examiner les implications de la souveraineté, les souverainistes ont fait un dogme du principe de l'intégrité territoriale du Québec, en cas de sécession.

Depuis, le jugement de la Cour suprême, de même que la loi C-20 sur la « clarté » ont clairement soulevé la possibilité d'une modification des frontières actuelles.

À l'occasion du débat sur la loi C-20, le juriste français Alain Pellet, qui dirigeait le groupe d'experts internationaux consulté en 1992, a produit un autre avis, selon lequel le tracé des frontières devrait être renégocié.

Il est tout de même dommage pour le camp souverainiste que tout ce qui est associé au nom de Richard Le Hir soit maudit. Comme a dit Joseph Facal, le problème résidait moins dans les études que dans M. Le Hir lui-même. Au moment où le libre-échange est en voie de s'étendre aux trois Amériques, l'avis rassurant de la firme new-yorkaise Rodgers & Wells, concernant les accords conclus avec les États-Unis, aurait pu être très utile.

CARREFOUR DES LECTEURS

Plus de compassion envers les travailleurs à pourboires !

Si l'on se fie à une nouvelle entendue à la radio, la semaine dernière, le ministère du Revenu serait actuellement en train de faire une réforme de la Loi sur le travail à pourboires. Le bulletin de nouvelles donnait peu de détails, de sorte que l'on ne sait pas trop de quoi il s'agit. Si une telle réforme est effectivement en cours, il est à espérer que le nouveau ministre du Revenu, Guy Julien, soit plus compatissant envers les travailleurs à pourboires du Québec, car il est indéniable que la loi instaurée par madame Rita Dionne Marsolais a eu un impact très négatif sur cette catégorie de travailleurs dont bon nombre ne gagnent plus maintenant qu'un salaire aux limites du seuil de la pauvreté. La pauvreté touche toutes les catégories d'âge. Mais dans le cas des travailleurs et travailleuses à pourboires, il reste que plusieurs d'entre eux sont âgés dans la trentaine. Ces jeunes en arrachent considérablement pour survivre, compte tenu du fait que le gouvernement vient chercher 8% de taxes sur leurs pourboires et qu'en plus, ce même gouvernement refuse d'envisager une hausse légitime et essentielle du salaire minimum qui pourrait aider ces travailleurs à se sortir du surendettement dans lequel le manque à gagner les plonge bien malgré eux pour survivre.

Il est plus qu'urgent d'améliorer le sort de ces jeunes travailleurs et travailleuses afin de mettre fin à la déprime dans laquelle ils se trouvent en raison de leur situation financière devenue très précaire et du peu d'espoir qui s'offre à eux d'améliorer leurs conditions de travail dans ce secteur de services. Cette minorité silencieuse ne fait pas de vagues et n'accable personne de ses protestations. On peut se demander avec inquiétude où sont donc passés les dirigeants d'associations de travailleurs à pourboires ou à salaire minimum. Ont-ils tous rendu leur tablier ?

Il faudrait être aveugles et sourds pour ne pas admettre qu'il est absolument impératif pour le ministre du Revenu de réviser à la baisse le taux de taxation qui a été imposé aux travailleurs à pourboires il y a deux ou trois ans, à moins de hausser sans plus tarder le salaire minimum, une action humanitaire essentielle qui soulagerait d'autres catégories de travailleurs qui s'appauvrissent eux aussi.

Rien n'est fait, par contre, pour inciter les travailleurs à pourboires à demeurer dans un milieu de travail où l'on exige d'eux un parfait bilinguisme, une belle apparence, une tenue impeccable, un accueil extra-aimable, une patience et une politesse absolues ; la perfection et la productivité à bon marché, quoi !

Lise Gosselin
Charlesbourg

Le nom des rues de Québec et le patrimoine

Dans sa chronique sur les noms de rues parue dans le quotidien LE SOLEIL du 5 mars, Pierre Champagne souhaite notamment que la Commission de toponymie du Québec examine la question de désigner sous une seule appellation la voie publique dénommée rue Saint-Louis, Grande Allée, chemin Saint-Louis et boulevard Laurier. Certaines de ces dénominations, telles Grande Allée et rue Saint-Louis, remontent au XVII[e] siècle. Partie intégrante du patrimoine de Québec, ces noms de rues reflètent et conservent la mémoire collective.

Ces odonymes, qui ont maintenu leur dénomination depuis plus de trois siècles, sont des témoins authentiques d'une époque disparue. Ces noms de rues permettent de remonter quotidiennement au début de la ville. Pour cette raison, les noms de ces voies publiques doivent être conservés.

Jean Poirier
Sainte-Foy

LE QUÉBEC LE CANADA

PROGRAMME QUÉBÉCOIS D'AIDE AUX VICTIMES DU SANG CONTAMINÉ

À peine une victime sur 20 a été indemnisée

Après un an et demi, Québec n'a rejoint que 5% des 8000 personnes recherchées

MICHEL CORBEIL
MCorbeil@lesoleil.com

QUÉBEC — Plus d'un an et demi après son lancement, le programme québécois d'aide aux victimes du sang contaminé n'a indemnisé que 5 % des 8000 personnes qui doivent théoriquement en bénéficier.

C'est ce qu'indiquent les chiffres obtenus par le député libéral de Nelligan, Russell Willams.

Les personnes infectées par l'hépatite C à la suite d'une transfusion sanguine n'ont pas toutes droit aux mêmes dédommagements. Ottawa a instauré un programme dont les compensations varient entre 10 000 $ et 250 000 $ pour ceux qui ont contracté la maladie entre janvier 1986 et juillet 1990.

Le fédéral a abandonné à leur sort les personnes infectées avant ou après cette période. En août 1999, le gouvernement Bouchard a mis sur pied seul son plan pour leur venir en aide. Il l'a doté d'un budget global de 80 millions $ et plafonné le soutien à un montant de 10 000 $ puisque Québec prévoit trouver 8000 malades pouvant se prévaloir du programme.

427 chèques avaient été distribués au début de mars

Selon les données remises au critique libéral, à peine 427 chèques avaient été distribués au début du mois de mars. Cent soixante-quinze demandes ont été refusées. De ce nombre, par contre, 85 ont été acheminées vers le programme fédéral-provincial qui est beaucoup plus généreux.

Lors d'une entrevue téléphonique, M. Williams a déploré qu'à peine 4,2 millions $ aient été remis aux malades, à ce jour. Il a convenu que les fonctionnaires lui ont fait savoir que 1259 personnes ont réclamé le formulaire de compensation. Mais, même en admettant que tous soient admissibles, Québec sera bien loin d'avoir rejoint 8000 personnes, a-t-il souligné.

« Au rythme où les demandes sont acceptées, ça va prendre 30 ans avant de tout dépenser », a laissé tomber le député de Nelligan. En fait, M. William a toujours remis en question l'estimation du nombre de victimes, faite par Québec qui a investi 30 millions $ dans une ambitieuse offensive pour retracer tous ceux qui ont reçu une transfusion de sang entre 1960 et 1990.

L'EXEMPLE ONTARIEN

Il a rappelé qu'en Ontario, qui s'est aussi dotée de son propre plan d'aide, 2500 personnes ont déjà eu droit à des indemnités qui atteignent, dans leur cas, un maximum de 25 000 $. À peine 1000 demandes sont encore à l'étude, a-t-il affirmé.

« Et Québec pourrait continuer de dire qu'il se trouve 8000 victimes sur son territoire? Voyons donc ! »

Le député harcèle le gouvernement du Parti québécois depuis des mois dans ce dossier. Hier, il est revenu à la charge en se demandant si le montant de 80 millions $ est bel et bien un budget réservé. « Est-ce qu'il faut conclure que cela servira à "balancer" les budgets du ministère sur le dos des malades? »

Il a réitéré sa demande pour que le nouveau ministre de la Santé et des Services sociaux, Rémy Trudel, augmente le niveau de l'aide, à tout le moins, a-t-il suggéré, pour la porter à la hauteur de ce qu'offre l'Ontario de Mike Harris.

M. William a insisté pour dire que ce dossier ne se résume pas à la remise de chèques. « Nous parlons d'une tragédie humaine. Depuis le temps que je suis impliqué dans ce dossier, plusieurs des victimes que j'ai connues sont mortes. Il y a urgence d'agir. »

ARCHIVES LE SOLEIL

Jean Charest cherchera, en mai prochain, à tisser des liens avec les premiers ministres de l'Ontario et des provinces de l'Ouest.

« Dimension réductrice de la souveraineté »

Charest réplique au discours inaugural de Landry

SHERBROOKE (PC) — La position du Parti libéral du Québec sur la question nationale n'est encore pas arrêtée : le parti est en consultation. Cette démarche passe, notamment, par un voyage au cours duquel Jean Charest cherchera, en mai prochain, à tisser des liens avec les premiers ministres de l'Ontario et des provinces de l'Ouest.

Selon le chef libéral, ce voyage en Ontario et dans l'Ouest canadien devrait lui permettre de proposer une « approche globale » et de resserrer des liens « afin de faire cause commune », notamment sur la question du transfert de points d'impôt.

Telles sont les précisions qu'a fournies Jean Charest à la suite d'un discours prononcé, hier midi, devant des militants de son propre comté de Sherbrooke. Cet événement lui donnait l'occasion de répliquer immédiatement au discours inaugural prononcé jeudi par le premier ministre Bernard Landry, alors qu'il aura à attendre jusqu'à mardi pour pouvoir le faire à l'Assemblée nationale.

Lors de son allocution, prononcée à l'hôtel Granada, au centre-ville de Sherbrooke, M. Charest a surtout reproché au nouveau premier ministre du Québec son obsession pour « la dimension réductrice de la souveraineté » et son « nationalisme passéiste ».

De la Commission Séguin, M. Charest retient le mandat flou. « Tout ce qu'on sait, c'est qu'il ne fera pas la glorification du fédéralisme. Je soupçonne que Landry n'arrivera pas à la conclusion qu'il est fédéraliste. »

Il a ensuite redemandé à Bernard Landry de publier l'étude préparée en vue du référendum de 1995 et d'une éventuelle victoire souverainiste, au lieu de dépenser de l'argent à de nouvelles études sur un sujet qui, dit-il, n'intéresse plus les Québécois.

Devant les militants, M. Charest a répété l'importance qu'un gouvernement libéral accorderait notamment à la création d'emplois, à l'éducation et à la santé.

En éducation, a-t-il précisé, il serait favorable à une réduction du ratio élèves-enseignant et à une augmentation de la plage horaire. Il serait également en faveur de la création du bulletin des écoles qui permettrait à chaque parent de prendre connaissance de la performance de l'école fréquentée par ses enfants.

Pour la santé, il a plaidé en faveur d'une augmentation de l'effectif et pour une plus grande flexibilité. Il a ajouté que le patient devrait être au centre des préoccupations du système.

Le chef libéral se dit prêt à tous les scénarios pour le déclenchement des élections

Interrogé par les journalistes, M. Charest a dit être prêt pour tous les scénarios possibles, que des élections soient déclenchées ce printemps, cet automne ou n'importe quand d'ici la fin du mandat de l'actuel gouvernement.

« Depuis que Landry est arrivé, on se prépare pour chacun des scénarios. Mais on ne demande pas d'élection. On n'est pas rendu là. Si Landry va en élection, ce sera à lui de préciser le mandat qu'il veut. »

AUBERGE GRAND-MÈRE

Chrétien doit se retirer, dit Clark

À la suite de nouvelles révélations, l'opposition demande au PM d'abandonner son poste jusqu'à ce qu'une enquête soit tenue

HUGUETTE YOUNG
Presse canadienne

■ OTTAWA — À la lumière de nouvelles révélations, le chef conservateur, Joe Clark, estime que le premier ministre Jean Chrétien doit se retirer du Conseil des ministres jusqu'à ce que toute la lumière soit faite dans le dossier de l'Auberge Grand-Mère.

« Le premier ministre était directement impliqué entre 1996 et 1999 dans les négociations visant à vendre les actions qu'il détenait dans la compagnie 161 341 Canada Inc., le propriétaire du club de golf Grand-Mère », a déclaré M. Clark en conférence de presse. « Il est donc très clair que le premier ministre a violé le code concernant les conflits d'intérêts et induit le Parlement et les Canadiens en erreur... »

M. Clark exhorte M. Chrétien à quitter ses fonctions de premier ministre jusqu'à ce qu'une commission d'enquête indépendante examine les tenants et les aboutissants de cette affaire. Le vice-premier ministre Herb Gray a rejeté cette requête du revers de la main : « Une telle enquête n'est pas nécessaire... », a-t-il avancé lors d'une période de questions tumultueuse.

Clamant que le premier ministre avait induit en erreur la Chambre « pendant deux ans » et l'accusant d'avoir monté une « opération de camouflage (*cover up*) », le chef de l'opposition officielle, Stockwell Day, s'est joint d'Edmonton à M. Clark, en réclamant la tenue d'une commission d'enquête judiciaire. « Il a brisé la confiance du public et ses actions semblent constituer une violation directe du Code sur les conflits d'intérêts », a lancé M. Day dans le cadre d'une conférence de presse télévisée.

Le « Globe » et le « Post » ont apporté de nouveaux éléments

Pour l'heure, ni l'un ni l'autre n'ont exigé la démission de M. Chrétien.

Sources à l'appui, deux quotidiens torontois, le *Globe and Mail* et le *National Post* ont révélé hier que le nom de M. Chrétien apparaissait toujours sur le registre des actionnaires de la compagnie du club de golf de l'Auberge Grand-Mère après l'assermentation du premier ministre Chrétien en 1993.

M. Chrétien a toujours affirmé qu'il avait vendu son bloc d'actions de 25 % dans le club le 1er novembre 1993 à Jonas Prince de la firme Akimbo Development Corporation, déclaration répétée hier par le bureau du premier ministre.

En janvier 1996, M. Chrétien avait toutefois averti le conseiller en éthique du gouvernement, Howard Wilson, que cette transaction était tombée à l'eau. Il avait revendu ses actions à l'homme d'affaires montréalais, Louis Michaud, en septembre 1999.

Malgré les démentis de M. Chrétien, pour M. Clark, les faits sont éloquents. Virulent, M. Clark a soutenu en chambre que M. Chrétien est dans une « situation grave de conflits d'intérêts » puisque ce dernier ne s'est pas départi de ses actions dans le club de golf en 1993 comme il le prétend. Loin d'être « passif », a-t-il poursuivi, M. Chrétien est intervenu « à au moins trois reprises en 1996 » pour faire débloquer un prêt de 615 000 $ à l'Auberge Grand-Mère, auberge voisine du club de golf, a rappelé vivement le chef conservateur.

L'intervention du premier ministre a eu l'effet « en réalité et en apparence » « de faciliter la vente » de ses actions, a soutenu M. Clark. Donc, d'en profiter financièrement.

« C'est très clair que M. Chrétien s'est directement impliqué dans les négociations pour régler sa dette et vendre ses actions. Ses actions n'étaient pas dans un fonds de fiducie sans droit de regard. »

Pour M. Clark, la Chambre des communes n'a pas eu droit à toute la vérité sur cette question. Selon lui, le geste du député de Saint-Maurice est tellement grave qu'il porte atteinte au principe de « l'imputabilité » des députés devant le Parlement.

Au cours de l'après-midi, les deux sources identifiées du *National Post* ont toutefois mis des bémols à leurs commentaires faits au quotidien.

PC

Clark affirme que Chrétien a induit les Communes en erreur pendant deux ans.

Ébranlée, Mélissa Marcotte, la fille du défunt Jacques Marcotte, actionnaire et ami de Jean Chrétien, a nié les informations parues dans le *National Post*. Après avoir déclaré qu'elle avait appris de la bouche de son frère, James, le directeur général du club de golf, que Jean Chrétien, « n'avait pas vendu ses actions » en 1993, elle a tout nié dans une entrevue à la Presse canadienne. « Je n'ai pas de documents importants chez nous, de documents pertinents. Je n'ai pas vu de documents (en 1993) mais je l'ai vu en 1988 lorsque les trois l'ont acheté (le golf). »

Au *Post*, Mme Marcotte disait pourtant que le registre des actionnaires contenait toujours en 1994, le nom de J & A Consultants Inc., la compagnie de M. Chrétien, au lieu de Akimbo, ce qui aurait prouvé que M. Chrétien était toujours en possession de ses actions. Mme Marcotte n'a pu dire quand M. Chrétien avait vendu ses actions dans le golf. « Là, je ne le sais plus... je n'ai pas de date précise. »

De son côté, désolée d'être « éclaboussée », la famille de Louis Michaud aimerait en finir avec ce cauchemar. Un porte-parole, Gilles Corriveau, a souligné qu'à leurs yeux, « l'affaire est close. »

Lors d'une entrevue à la Presse canadienne, M. Corriveau a tenu à nuancer ses propos. Il ne se souvient plus d'avoir dit que la vente des actions de M. Chrétien en 1993 à la société Akimbo ne s'était jamais « concrétisée ». « Je ne me souviens pas d'avoir dit ça. Andrew (le journaliste du *Post*) fait référence, semble-t-il, à un enregistrement dont je n'ai jamais eu connaissance, il ne m'a jamais dit qu'il m'enregistrait d'une part et ça date quand même de plus d'un an... »

LES COMMUNES DÉCHAÎNÉES

La Chambre des communes a pris les allures d'un champ de bataille explosif, hier. Vu la gravité de la situation, les quatre partis d'opposition ont exigé un « débat d'urgence » pour tirer cette affaire au clair une fois pour toutes.

L'un après l'autre, les leaders parlementaires des quatre partis d'opposition ont tous avancé qu'il était temps de faire la lumière sur les agissements de M. Chrétien parce que cette affaire « paralyse » les travaux des Communes. Jugeant que l'affaire ne méritait pas un débat d'urgence, le président suppléant, Bob Kilger, a refusé leur requête.

Puis, le député bloquiste Yvan Loubier a exigé la démission du conseiller en éthique du gouvernement, Howard Wilson. L'allianciste Jim Abbott en a fait autant, disant douter de la « parole du premier ministre » et de celle de M. Wilson.

« Le vice-premier ministre va-t-il admettre que le conseiller en éthique n'est qu'un écran de fumée, un pantin, un conseiller fantoche qui doit démissionner immédiatement, et que le premier ministre ne peut plus, par conséquent, se cacher derrière lui? » a lancé d'une traite M. Loubier.

NOMBRE DE DÉPUTÉS GASPÉSIENS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Arseneau veut l'exception

Le ministre se range derrière le PQ du Bas-Saint-Laurent et demande un statut spécial pour la région

MICHEL CORBEIL
MCorbeil@lesoleil.com

■ QUÉBEC — La Gaspésie doit conserver tous ses sièges à l'Assemblée nationale, même si l'exode de sa population ne le justifie plus, peu importe le problème d'équité que cela pose avec les comtés plus populeux de l'ouest de la province.

C'est ce que soutient le ministre responsable de cette région au sein du gouvernement Landry, Maxime Arseneau.

Joint hier, le député-ministre des Îles-de-la-Madeleine a indiqué qu'il défend la même position que le Parti québécois du Bas-Saint-Laurent, lors des audiences portant sur la nouvelle carte électorale.

La Commission de la représentation électorale suggère de faire disparaître un des comtés de la péninsule en fusionnant Matane et Matapédia. L'exode de la population gaspésienne fait en sorte qu'aucune des circonscriptions n'a le nombre minimum d'électeurs — 32 035 — requis par la loi, plaide l'organisme.

Comme le PQ du Bas-Saint-Laurent, M. Arseneau affirme que « la Gaspésie doit conserver toutes ses circonscriptions et ses représentants politiques. » Cette prétention fait l'unanimité chez les militants et les élus péquistes de l'Est du Québec, a-t-il précisé au SOLEIL. Le caucus des députés du Parti québécois n'a cependant pas encore arrêté de décision à ce sujet.

M. Arseneau est député d'une circonscription qui ne compte que 12 000 électeurs, Il réclame que la Commission se serve d'une disposition de la loi pour accorder un statut d'exception semblable à la Gaspésie.

Dans le mémoire qu'il a déposé devant la Commission, il rappelle que les difficultés de la région sont telles que son gouvernement a mis sur pied un programme spécial de relance. « L'État ne peut pas affirmer, d'un côté, qu'il exige des efforts importants de tous les acteurs gouvernementaux et, d'un autre côté, diminuer le poids politique de la Gaspésie. »

Récemment, les députés et les militants libéraux de Jean Charest ont refusé de prendre position en faveur du statu quo dans ce dossier. Ils ont plutôt attaqué la proposition de nouvelle carte électorale parce qu'elle accentuerait le déséquilibre démographique entre les circonscriptions. Ils ont donné l'exemple de Nelligan, où plus de 60 000 citoyens ont le droit de vote, et Rosemont, qui n'en a que 34 000.

En entrevue, le ministre Arseneau a refusé de se prononcer sur le problème d'équité qui fait en sorte que le poids d'un vote varierait encore plus selon les circonscriptions, si sa suggestion est retenue. « Le poids des votes, c'est tout à fait relatif », a-t-il commenté en insistant qu'il faut aussi tenir compte de critères comme la grandeur du territoire dans des circonscriptions rurales.

« On demande un statut d'exception, a-t-il repris. Mais la Commission a peut-être la possibilité de regarder d'autres avenues » pour régler d'éventuels problèmes ailleurs dans la province, a-t-il ajouté. Une représentation à la proportionnelle des voix recueillies par les partis peut faire partie de ces formules à examiner, a-t-il donné comme exemple.

M. Arseneau n'a pas écarté que le statut spécial à la région qu'il défend pourrait aussi ne durer que le temps de sortir la péninsule du marasme. « L'exercice de révision de la carte électorale se tient à tous les deux scrutins. On dit, "*conservez à la Gaspésie sont poids politique, pour l'instant*"... Enfin, cela nous donnerait deux mandats. »

COLLABORATION SPÉCIALE NAOMIE BRIAND

Maxime Arseneau s'est rendu à Gaspé pour « supplier » la Commission de ne pas amputer la région gaspésienne.

Neuf plaidoyers unanimes

■ GASPÉ — Les audiences de la Commission de la représentation électorale ont attiré près d'une quarantaine de personnes à Gaspé. Neuf plaidoyers ont été enregistrés, tous unanimes : la Gaspésie ne peut se permettre de perdre une circonscription, donc un poids politique, comme ce fut le cas au palier fédéral en 1997, lors de la fusion de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine et de Gaspé-Pabok. Outre le ministre Maxime Arseneau, le député de Gaspé, Guy Lelièvre, a partagé son point de vue. Il a spécifié qu'il se trouve déjà dans un très grand comté, qui s'étend de Mont Saint-Pierre à Chandler, incluant Murdochville. Le PQ de la Gaspésie et des Îles a exposé une difficulté pour le député de Gaspé, advenant l'application de la réforme proposée, alors que la circonscription se retrouverait à cheval sur deux régions administratives : Bas-Saint-Laurent et Gaspésie. Le député devrait alors supporter un dédoublement des organismes et instances (par exemple le CRCD). **N. B.**

ABONNEZ-VOUS LE SOLEIL 686-3344 1 866 686-3344

5 jours pour 5$ Annonces classées 844-4444
Pour des articles de 100$ et moins pour un temps limité. Annonce de 2 lignes.
LE SOLEIL

SOLDE DE printemps de 20% à 50% sur tables et chaises
DÉCOR-BOIS inc. collection Nouvelle France
75, côte du Passage, Lévis 837-6185

Si vous croyez souffrir d'ostéoporose et vous êtes ménopausée depuis au moins 1 an
Vous pourriez être éligible à participer à un projet de recherche sur un traitement de l'ostéoporose en investigation mené par une équipe expérimentée dans le domaine sous la supervision du Dr Jacques Brown du Centre de l'ostéoporose et de rhumatologie de Québec.
• Vous êtes une femme âgée de 45 ans et plus
• Vous ne prenez pas d'hormones ou vous songez à les cesser
• Vous n'êtes pas traitée pour l'ostéoporose
Si vous êtes admissible, vous recevrez pendant 18 mois soit la médication à l'étude ou un placebo (substance inactive), sous forme d'injection ainsi que des suppléments de calcium et de vitamine D.
Groupe de recherche sur les maladies osseuses — Unité de recherche clinique
Pour plus d'information, Communiquez avec
Le Groupe de recherche sur les maladies osseuses avec Dr Jacques Brown Centre de l'ostéoporose et de rhumatologie de Québec
Téléphone: 418.990.0751 (en tout temps)

LA VENTE MONSTRE!
DE LA CLEF DE SOL
DES PETITS PRIX À VOUS COUPER LE SOUFFLE!
KENWOOD
Laser portatif
• Écouteur inclus
• Accessoire pour auto inclus
• 40 secondes anti shock
87$ Rég. 129$
ADAPTEUR POUR AUTOMOBILE INCLUS
0:40 MÉCANISME ANTI-SAUTS DE 40 SECONDES
D.A.S.C
Panasonic
Camera vidéo
• VHS
• Zoom 150 X
• Lumière incluse
• Viseur couleur
• Adapteur VHS inclus
397$ Rég. 499$
KENWOOD
Lecteur CD
• Lecteur 200 disques
• Télécommande
187$ Rég. 259$
260 WATTS
KENWOOD
Mini chaine AM-FM Laser
• Lecteur 3 disques, double cassette
• Puissance totale de 260 watts
277$ Rég. 398$
KENWOOD
Lecteur laser
• Lecteur laser 5 disques
• Télécommande
147$ Rég. 229$
zenith
Lecteur DVD/CD
• Télécommande
197$ Rég. 249$
SHARP
Mini chaine AM-FM Laser
• Lecteur laser 3 disques
• Double cassettess
• Télécommande
147$ Rég. 179$
zenith
Vidéo Zenith
• Vidéo 2 têtes
• Entrée A/V
• Télécommande
97$ Rég. 129$
Vidéo Zenith Hi Fi
• Vidéo 4 têtes Hi Fi
• Entrée A/V
• Télécommande
127$ Rég. 169$
25 po Stéréo
zenith
Téléviseur 25 po Stéréo
• Télécommande
347$ Rég. 399$
Photos à titre indicatif. Ne peut être jumelé à aucune autre promotion
QUÉBEC 840 Bouvier 627-0840
La clef de sol
laclefdesol.com info@laclefdesol.com

Le balayage du printemps
Tracker 2001
Pour un temps limité
Financement 1,9% 48 mois
- Moteur multisoupape
- Radio cassette
- Essuie-glace arrière
- Et beaucoup plus

Comptant	Mensualité*
0	299$
1361$	269$
2269$	249$

* Location 48 mois ou 80 000 km, transport inclus, taxes en sus.
MARLIN CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.
2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec)
688-1212
Service ouvert le soir

RACISME

L'opposition pourchasse Fry

Svend Robinson traite même la ministre d'incompétente

■ OTTAWA (PC) — Alors que les députés de l'opposition aux Communes continuaient de réclamer sa démission, la secrétaire d'État, Hedy Fry, n'avait toujours pas expliqué, hier, pourquoi elle avait prétendu que les résidants d'une municipalité de Colombie-Britannique avaient fait flamber des croix — à la manière du Klu Klux Klan.

Le député néo-démocrate Svend Robinson, ardent défenseur des droits de la personne, de Vancouver tout comme Mme Fry, s'est également élevé contre les propos tenus par la secrétaire d'État, réclamant qu'elle fasse l'objet de sanctions.

Secrétaire d'État responsable du Multiculturalisme et de la Situation de la femme, Mme Fry s'est excusée, jeudi, d'avoir déclaré aux Communes que les résidants de Prince George avaient récemment fait flamber des croix sur leurs pelouses. Elle n'a toutefois pas expliqué pourquoi elle avait affirmé, à tort, que c'était le maire de la ville, Colin Kinsley, qui l'en avait informée.

Hedy Fry

Le maire a catégoriquement nié la chose, tandis que les autorités municipales, les organismes de défense des droits de la personne et la police assuraient n'avoir jamais entendu parler de croix brûlées à Prince George. Hier, Mme Fry assistait à une conférence sur le multiculturalisme à Iqaluit, au Nunavut. Elle n'a formulé aucun commentaire public sur sa conduite.

Svend Robinson a, pour sa part, estimé que la ministre avait perdu toute crédibilité, et qu'elle devait remettre sa démission.

Le député et Mme Fry sont l'un et l'autre bien connus dans les environs de Vancouver pour leur militantisme, en particulier en ce qui a trait aux droits des homosexuels. « Cette ministre est totalement incompétente », a lancé M. Robinson à l'extérieur des Communes. « Je ne peux songer à un programme plus délicat que celui du multiculturalisme. Je crois en la lutte contre le racisme. Je souhaite avoir dans ce dossier un ministre ayant de la crédibilité et suscitant du respect.

« Il n'est pas possible qu'elle soit efficace dans son combat contre le racisme et en faveur des droits de la personne », a-t-il dit.

Cette affaire avait commencé mercredi lorsqu'un député libéral a posé une question à Mme Fry au sujet du 21 mars, anniversaire du massacre de Sharpeville, en Afrique du Sud, en 1960.

Elle a répondu qu'il n'était pas nécessaire d'aller bien loin pour trouver des exemples de racisme : « Il n'y a qu'à aller à Prince George, en Colombie-Britannique, où des croix sont brûlées sur les pelouses au moment où nous nous parlons. »

Des bémols sur le libre-échange

Un proche de Clinton recommande d'assortir les accords de lois sur le travail et l'environnement

■ NIAGARA-ON-THE-LAKE (PC) — Un ancien membre du premier cabinet de Bill Clinton, Robert Reich, croit que les accords de libre-échange devraient être soumis à des lois internationales sur les conditions de travail et l'environnement.

L'ancien secrétaire américain au Travail, qui prenait la parole au cours d'une conférence libérale provinciale tenue à Niagara-on-the Lake, en Ontario, a fait part de certaines réserves quant aux conséquences de la mondialisation sur la démocratie. « Nous devrions, au minimum, assortir le libre-échange de normes internationales sur le travail et l'environnement. Et ces normes devraient être négociés avec soin et refléter les valeurs des participants à ces accords commerciaux », a-t-il déclaré.

M. Reich, un ancien boursier Rhodes maintenant économiste à l'Université Brandeis, près de Boston, croit par ailleurs qu'un gouvernement peut encourir certaines dépenses pendant une période de repli économique — même si cela doit entraîner un déficit —, parce que cela stimule l'économie.

Ce n'est pas en attirant des capitaux grâce à des coûts d'exploitation réduits et des frais généraux peu élevés que l'on va améliorer le niveau de vie d'un pays, soutient-il. C'est en s'engageant à investir dans « le capital humain » que l'on assurera une main-d'œuvre hautement qualifiée, avec de meilleurs salaires et un travail de qualité. »

Selon Robert Reich, le fossé qui s'élargit entre les riches et les pauvres devrait être le premier sujet de préoccupation des gouvernements.

« La mondialisation et la technologie aident ceux qui sont au sommet (...) et ont un effet contraire sur ceux qui sont en bas de l'échelle. Nous avons l'obligation d'aider ceux qui sont en bas à devenir membres à part entière de notre société, de façon démocratique. »

Au cours de son allocution, M. Reich a reproché à l'ex-président Clinton d'avoir autorisé un projet de loi controversé sur la réforme de l'aide sociale, qui a privé les prestataires de revenus essentiels. « Je pense qu'il a fait une erreur en signant ce projet de loi », a-t-il déclaré devant environ 200 libéraux. « Maintenant, il n'y a plus aucun filet de sécurité aux États-Unis. »

La législation, proposée par un Congrès dominé par les Républicains, a laissé tomber les soins de santé, l'aide à l'enfance et d'autres programmes destinés aux assistés sociaux.

Un diplomate russe disparaît

■ TORONTO — Le premier secrétaire de l'ambassade de Russie à Ottawa, Evgueni Toropov, a quitté son poste au mois de décembre, et, depuis cette date, personne ne sait ce qu'il est devenu. Un journal moscovite a rapporté il y a quelques semaines qu'un diplomate russe, en poste au Canada, s'était enfui. Selon le journal, l'homme était un spécialiste des questions de sécurité, ce qui correspond au profil de Toropov, en charge de la sécurité à l'ambassade de Russie et au consulat à Montréal. Un responsable au ministère canadien des Affaires étrangères, Carl Schwenger, a indiqué que la disparition du diplomate était inhabituelle. D'après une spécialiste des services de sécurité russes, Amy Knight, la disparition de Toropov pourrait être liée à l'affaire Robert Hanssen, cet Américain de 56 ans, spécialiste du contre-espionnage au FBI, et accusé de trahison. (AP)

bonne nuit,
beaux rêves!

La route est longue ? Arrêtez-vous dans l'un de nos 50 établissements au Québec. Confort, calme, qualité et accueil chaleureux vous y attendent — comme dans vos plus beaux rêves. Après une bonne nuit de sommeil, ce sera plus facile demain. Satisfaction garantie à 100 % ou argent remis*. Rien de plus, rien de moins !

Satisfaction 100% garantie

Tarifs spéciaux pour groupes.
* Pour plus d'information à ce sujet, veuillez vous adresser à la réception.

Comfort Quality Clarion Econo Lodge

Réservez votre chambre ou votre suite sans tarder !
Plus de 240 établissements partout au Canada et un seul numéro sans frais :
1 800 BO·REVES
1 800 267-3837 — www.choicehotels.ca

TROUVEZ LA DIFFÉRENCE

MONTANA 2001
258 $* mois
Moteur V6 3,4 l ; 185 c.v. ; climatiseur ; rétroviseurs chauffants ; portes et vitres à commandes électriques ; lecteur de disques compacts.

MONTANA 2001
258 $* mois
Moteur V6 3,4 l ; 185 c.v. ; climatiseur ; rétroviseurs chauffants ; portes et vitres à commandes électriques ; lecteur de disques compacts.

Laurier Pontiac Buick vous garantit toujours la meilleure offre-client. La véritable différence, vous la trouverez dans notre approche unique du service.

• Satisfaction avant tout : de tous les concessionnaires GM au Québec dans sa catégorie, Laurier Pontiac Buick obtient le plus haut taux de satisfaction de la clientèle pour le service après-vente. • Service triple couronne : pour une 5e année consécutive, Laurier Pontiac Buick reçoit la plus haute distinction accordée par GM. • Accessibilité sans restriction à l'atelier de mécanique. • Service interne de débosselage.

Ça, aucun autre concessionnaire de la région ne peut vous l'offrir. Constatez-le par vous-mêmes.

SUNFIRE SL 4 PORTES
179 $* mois
Sunfire. Transport et préparation inclus

La compétition

LAURIER
Tout pour le service.

3001, AVE KEPLER, SAINTE-FOY 659-6420 PONTIAC BUICK Cadillac GMC

* Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (taxes en sus) avec versement initial de 4991$ (+ taxes) pour Montana ou de 1939$ (+ taxes) pour Sunfire SL ou échange équiva. Dépôt de sécurité exigé à la livraison. Frais de 12 cents du kilomètre après 80 000 km. Photos de véhicules à titre indicatif seulement. Transport et préparation inclus.

Une ex-enseignante de 63 ans coupable de tentative de meurtre

Elle avait fourni les 10000$ qui manquaient pour engager un tueur à gages chargé d'assassiner l'ex-conjoint de sa fille

MONTRÉAL (PC) — Une enseignante de 63 ans, Jacqueline Arcand-Beauchemin, a été déclarée coupable de tentative de meurtre, hier, pour avoir fourni les 10000$ qui manquaient pour engager un tueur à gages chargé d'assassiner l'ex-conjoint de sa fille.

Cette sordide affaire visait à liquider Sylvain Lebreux, simplement parce qu'il voulait avoir le droit de voir l'enfant, né en avril 1999, de sa brève liaison avec la fille de l'accusée, Jacynthe Beauchemin.

Sylvain Lebreux a survécu miraculeusement à plusieurs coups de feu

Lebreux, un homme sans histoire, a miraculeusement survécu à cette tentative de meurtre, survenue le 2 mars 2000, alors qu'un inconnu s'était approché de sa voiture et avait fait feu sur lui à plusieurs reprises, le blessant gravement.

Deux autres personnes qui ont trempé dans cette affaire ont déjà plaidé coupable à une accusation de tentative de meurtre et ont écopé de 10 ans de pénitencier. Il s'agit de Jacynthe Beauchemin, 30 ans, et de Patrick McManiman, un ami qui a servi de « courroie de transmission » avec le tueur. McManiman n'a jamais dévoilé le nom de l'exécutant, et ce dernier reste inconnu à ce jour.

Le juge Jean B. Falardeau s'est dit convaincu de la culpabilité de la sexagénaire. Dans sa décision, rendue hier, il rejette carrément la défense de Mme Arcand-Beauchemin. Celle-ci soutenait qu'elle avait versé les 10000$ pour arrêter le projet de meurtre, et non pour le mettre en marche. Une explication qui ne tient pas la route.

« Tout au long de son témoignage, la prévenue tente de se montrer à son meilleur jour, elle a toujours voulu faire le bien autour d'elle, et ses enfants et petits-enfants ont toujours été sa préoccupation première, écrit le juge.

« D'autre part, elle ne cesse de rejeter le blâme sur les autres membres du complot. On peut aussi s'interroger sur la compassion de madame qui, après la tentative d'assassinat de la victime, considère que ce dernier n'a qu'à payer ses avocats, s'il veut avoir des droits de visite pour son enfant. »

Le juge note aussi que, lors de son témoignage, la femme donne toujours de nombreuses explications non sollicitées par les questions, voulant s'expliquer sur tout. Mme Arcand-Beauchemin, détenue depuis son arrestation en septembre dernier, n'a pas bronché au prononcé du verdict. Elle reviendra devant le tribunal le 24 avril pour connaître sa sentence.

GARDIENS DE PRISON

Menace de grève illégale

MONTRÉAL (PC) — Même s'ils n'ont pas le droit de déclencher un arrêt de travail, un vote de grève est présentement en cours chez les agents de la paix des services correctionnels du Québec et le résultat sera connu vendredi prochain.

Les 1800 gardiens de prison sont mécontents du déroulement des négociations pour le renouvellement de leur convention collective de travail avec le Conseil du trésor.

Après avoir fait quelques manifestations à Montréal et à Québec, le Syndicat des agents de la paix s'était plié aux exigences du Conseil des services essentiels, en promettant que les moyens de pression allaient se limiter au port du jean et à des gestes qui n'auraient aucun impact sur l'accomplissement de leurs fonctions à l'intérieur des prisons, dans le transport des détenus et dans les palais de justice.

Des membres de l'exécutif syndical ont entrepris une tournée provinciale afin d'informer leurs collègues de l'impasse dans les négociations.

Ils en ont profité pour demander un mandat de grève par vote secret, même s'ils savent très bien que toute forme de débrayage est illégale. Jusqu'à présent, les régions de Montréal, Québec, Valleyfield, Trois-Rivières, Hull, Chicoutimi et Roberval ont été visitées.

TANNÉS

« Les gens sont très tannés et il est visible qu'ils veulent passer à l'action. Ils sont aussi conscients que le Conseil des services essentiels épie tous nos gestes. Je ne peux cependant pas prédire comment ils vont voter. Le dépouillement va avoir lieu au bureau du syndicat à Québec », a indiqué hier le vice-président du syndicat, Daniel Legault.

Le syndicat réclame une hausse de salaire de 18%, afin de diminuer l'écart qui sépare les agents de la paix des policiers de la Sûreté du Québec. Actuellement, un gardien de prison au sommet de l'échelle salariale gagne annuellement 41699$, comparativement à 59670$ à la Sûreté du Québec.

Équipe de planification financière et de gestion de patrimoine

UN SERVICE AUX ENTREPRISES

Gestion de liquidités
Fiscalité
Rendement

SYLVIE COUTTET, B.A.A.
Cours sur le commerce des valeurs mobilières
19 ans d'expérience

NICOLE MASSON
Directrice,
22 ans d'expérience

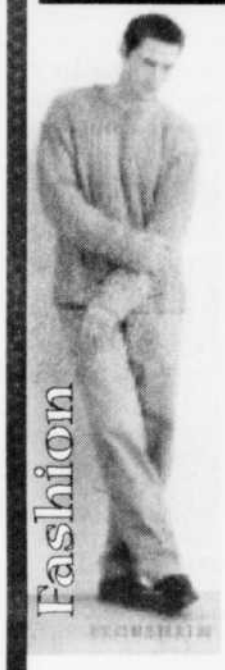
ALAIN DOUCET, A.S.A. ACS
Assurances et rentes, Actuaire
Cours des Fonds d'investissements Canadiens
16 ans d'expérience

LA CAISSE DESJARDINS DE SAINTE-FOY :
C'est 228 M$ d'actif en placement. Une équipe disponible sur rendez-vous selon vos disponibilités, à l'endroit de votre choix.

Desjardins Caisse Desjardins de Sainte-Foy Tél. : 658-4871

www.pointcaisse.ca

POUR TOUS LES GOÛTS



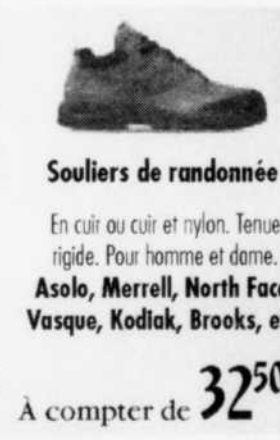
Souliers de toilette
Souliers "chic" pour homme de style "loafer" ou lacés. Modèles en cuir.
Flosheim, Rocky, Kodiak, Hush Puppies
À compter de 67,95$

Souliers Sport
Souliers de cuir pour homme. Différents styles et couleurs.
Brown, Virmani, Prospector, Lois, etc
À compter de 33,95$

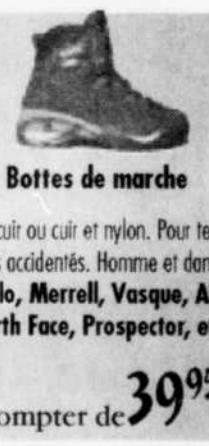
Pantoufles
Modèles pour homme et dame en cuir, polar ou polyester. Choix de doublures et de couleurs. Semelles antidérapantes.
À compter de 9,95$

Bottes Western ou de moto
Modèles pour homme et dame pour la moto ou de style western. Noir ou brun.
Kodiak, Boulet, Brown, Harley Davidson
À compter de 124,95$

Sandales Plein Air
En nylon ou en cuir. Semelles rigides. Pour homme et dame
Asolo, Merrell, Kamik, Prospector, Wolverine, etc.
À compter de 23,95$



Souliers de randonnée
En cuir ou cuir et nylon. Tenue rigide. Pour homme et dame.
Asolo, Merrell, North Face, Vasque, Kodiak, Brooks, etc.
À compter de 32,50$



Bottes de marche
En cuir ou cuir et nylon. Pour terrains accidentés. Homme et dame
Asolo, Merrell, Vasque, Air, North Face, Prospector, etc
À compter de 39,95$

Bottes de caoutchouc
Bottes de caoutchouc ou de P.V.C. Homme, dame ou enfant. Avec ou sans feutre amovible. Semelles antidérapantes ou non.
Acton, Le Chameau, Force1, Black Arrow, Force 1, etc...
À compter de 15,95$

Bottes cuissardes
En P.V.C. ou caoutchouc. Semelles antidérapantes ou régulières. Homme ou dame
Acton, Le Chameau, Winchester, Black Arrow, etc...
À compter de 52,95$

Botte-culottes
En P.V.C., nylon, néoprène ou caoutchouc. Homme ou dame. Semelles antidérapantes.
Acton, Browning, Winchester, Red Ball, Black Arrow, etc...
À compter de 89,95$

TRAVAIL

Souliers de travail
Souliers de cuir avec embout et semelle d'acier. Pour homme et dame. Approuvés C.S.A.
Kodiak, Terra, H.H.Brown, Ravage, etc.
À compter de 53,95$

Bottes de travail
Bottes ou bottillons de cuir avec embout et semelle d'acier. Approuvés C.S.A..
Kodiak, Terra, H.H.Brown, Tracker, etc.
À compter de 74,95$

Bottes de coupe
En caoutchouc avec embout et semelle d'acier. Sécuritaire pour la scie à chaîne.
Acton, Viking, Nokia, etc.
À compter de 109,95$

Bottes pour dame
Bottes ou bottillons de cuir avec embout et semelle d'acier. Approuvés C.S.A.
Kodiak, Terra, H.H.Brown, Tuf Mac, etc.
À compter de 104,95$

MAGASIN LATULIPPE
637, de Saint-Vallier Ouest, Québec, 418-529-0024
www.latulippe.com
Maintenant sécurisé avec SECURNAT

DU 24 MARS AU 6 AVRIL 2001

Tous nos accessoires de couture et tissus printaniers jusqu'à 50% de rabais!

Accessoires de couture
- Épaulettes 50% de rabais
- Fils 30% de rabais
- Boutons 50% de rabais
- Ruban au mètre 50% de rabais
- Fermetures éclair 50% de rabais
- Mannequin Diana 199,99$
- Appliqués 30% de rabais
- Élastiques 30% de rabais
- Ciseaux 30% de rabais (à l'exception des ciseaux Henckels et Fiskars)
- Ruban printanier en rouleau 30% de rabais

Tissus printaniers
- Polyesters imprimés de 30% à 50% de rabais
- Tissus pour complets de 30% à 50% de rabais
- Tissus mode sport de 30% à 50% de rabais
- Chiffon et tricots légers de 30% à 50% de rabais
- Tissus pour jupes et pantalons de 30% à 50% de rabais
- Imprimés pour enfants 30% de rabais

ET PLUS ENCORE!

Tous les articles de Pâques jusqu'à 50% de rabais!

Magasinez en ligne 24 h www.bouclair.com

71 magasins pour mieux vous servir!

BouClair
LE SUPERMAGASIN DE TISSUS ET DE DÉCORATION

ANJOU • 7710, boul. Des Roseraies (514) 353-4858
AYLMER • 175, chemin Aylmer (819) 682-1992
BASELINE • 2944 Baseline Road (613) 820-8920
BEAUPORT • 3315, rue du Carrefour (418) 661-1345
BELOEIL • 528, boul. Sir Wilfrid Laurier (450) 446-6674
BELVÉDÈRE • 420 Belvédère Sud (819) 822-1046
BOUCHERVILLE • 1001, boul. Montarville (450) 655-5100
CENTRE LAVAL • 1600 Le Corbusier (450) 978-7330
CHICOUTIMI • 526, boul. Saguenéens (418) 549-3535
DONALD • 1233, rue Donald (613) 744-3982
DRUMMONDVILLE • 400, boul. St-Joseph (819) 474-1980
FAUBOURG DE L'ÎLE • 101 Cardinal Léger (514) 453-1085
GAL DES SOURCES • 11494, boul. Des Sources (514) 683-4211
GALERIES DE LA CAPITALE 3401, boul. Des Galeries (418) 628-8760
GATINEAU • 60, boul. Gréber (819) 243-2147
GLOUCESTER (Centre des autoroutes) 1980 Ogilvie Road (613) 745-5177
GRANBY • 14 Simonds Sud (450) 378-1999
GREENFIELD PARK • 5704, boul. Taschereau (450) 466-8651
HULL • 504, boul. St-Joseph (819) 776-6782
JEAN-TALON • 6421 Jean-Talon (514) 725-9175
JOLIETTE • 1075, boul. Firestone (450) 753-1144
JONQUIÈRE • 3477, boul. St-François (418) 542-1751
KANATA • 700 Eagleson Road (613) 599-8990
LASALLE • 2101 Dollard (514) 365-7337
LAVAL • 1728, boul. Des Laurentides (450) 663-3120
LÉVIS • 95, route Kennedy (418) 833-4210
LONGUEUIL • 1401, ch. Chambly (450) 670-2070
MASCOUCHE • 125, montée Masson (450) 474-0577
MERIVALE • 1599, Merivale (613) 723-1003
NEUFCHÂTEL • 4100, boul. De Tilbourg (418) 843-9510
ORLEANS • 110 Place Orleans (613) 834-5257
PLACE HENRI-BOURASSA 11277, boul. Lacordaire (514) 329-1111
PLACE LAURIER et LAURIER DÉCOR 2700, boul. Laurier, Mac Mart (418) 657-1121
PLACE MTL TRUST • 1500 McGill College (514) 288-8020
PLACE ROSEMÈRE • 651, boul. Labelle (450) 979-3881
REPENTIGNY • 85, Brien (450) 654-2619
RIMOUSKI • 56, montée Industrielle (418) 723-1113
RIVIÈRE DU LOUP • 225, Hôtel de Ville (418) 867-8446
SHAWINIGAN • 2495, boul. Royale (819) 539-5431
SHERBROOKE • 3380, Portland (819) 569-5989
ST-BRUNO • 580, boul. Des Promenades (450) 461-3758
ST-CONSTANT • 690, route 132 (450) 635-8407
STE-DOROTHÉE • 538 Rue Chamberry (450) 969-6281
ST-EUSTACHE • 367 Arthur Sauvé (450) 974-7500
STE-FOY • 990, De Bourgogne (418) 659-1014
ST-HYACINTHE • 2285, Casavant O. (450) 771-4294
ST-JEAN • 180, boul. St-Joseph (450) 348-1145
ST-JÉRÔME • 900, boul. Grégoire (450) 569-0861
ST-ROMUALD • 990, boul. De la Concorde (418) 839-0806
TROIS-RIVIÈRES • 3350, boul. Des Forges (819) 376-8455
TROIS-RIVIÈRES Ouest 4200, boul. Des Récollets (819) 370-1717
VANIER • 365, Tessier (418) 681-0644
VICTORIAVILLE • 1101, Jutras E. (819) 357-3007

1 800 BouClair

Le magasin de Gloucester, 1980 Ogilvie Road, et le Centre des autoroutes, 2e étage, ne vendent pas d'articles de quincaillerie. Et les Centres pour la confection de rideaux ne vendent pas de tissus au mètre. Certains articles peuvent différer de photos et n'être pas en vente dans tous les magasins. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Tous les prix de vente s'appliquent à la marchandise en inventaire seulement et non aux commandes spéciales. Rien ne s'applique rétroactivement.

FORMATION CONTINUE EN MILIEU DE TRAVAIL

Les syndicats veulent être davantage consultés

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ QUÉBEC — La situation de la formation continue en milieu de travail s'est améliorée depuis la mise en œuvre de la loi 90, révèle une enquête réalisée par la CSN. Mais la présence des syndicats dans la gestion de la formation, elle, ne s'est pas accrue. Sous certains aspects, elle s'est même... dégradée.

La loi 90 (ou loi du 1 %) oblige, depuis 1998, toutes les entreprises québécoises — excluant celles sous juridiction fédérale — ayant une masse salariale de 250 000 $ et plus de consacrer l'équivalent de 1 % de leur masse salariale à des activités de formation pour leur main-d'œuvre.

D'après une enquête réalisée en mai et juin 2000 auprès de 546 syndicats de la CSN, 89 % des entreprises ont offert au moins une activité de formation à un de leurs employés en 1999 (93 % dans le secteur public et 87 % dans le secteur privé), contre 73 % avant l'entrée en vigueur de la loi 90.

La CSN déplore l'inégalité de l'accès à la formation

Toujours en 1999, 50 % des employeurs ont dépensé au moins 1 % de leur masse salariale en formation, contre 28 % avant la mise en œuvre de la loi.

Selon les syndicats interrogés, les entreprises qui n'ont pas investi leur 1 % en formation accordent une importance limitée à ce type de dépenses et éprouvent des difficultés à organiser les activités de formation tout en conciliant les impératifs de production.

Les résultats de l'enquête révèlent par ailleurs que les employeurs évaluent moins les activités de formation qu'avant l'entrée en vigueur de la loi 90 (avant : 39 %; après : 20 %) et qu'ils décident davantage seuls des activités de formation (avant: 46%; après: 58%), particulièrement dans le secteur public. À noter que tout près de 25% des syndicats n'ont aucune information quant aux divers aspects de la gestion de la formation dans leur entreprise.

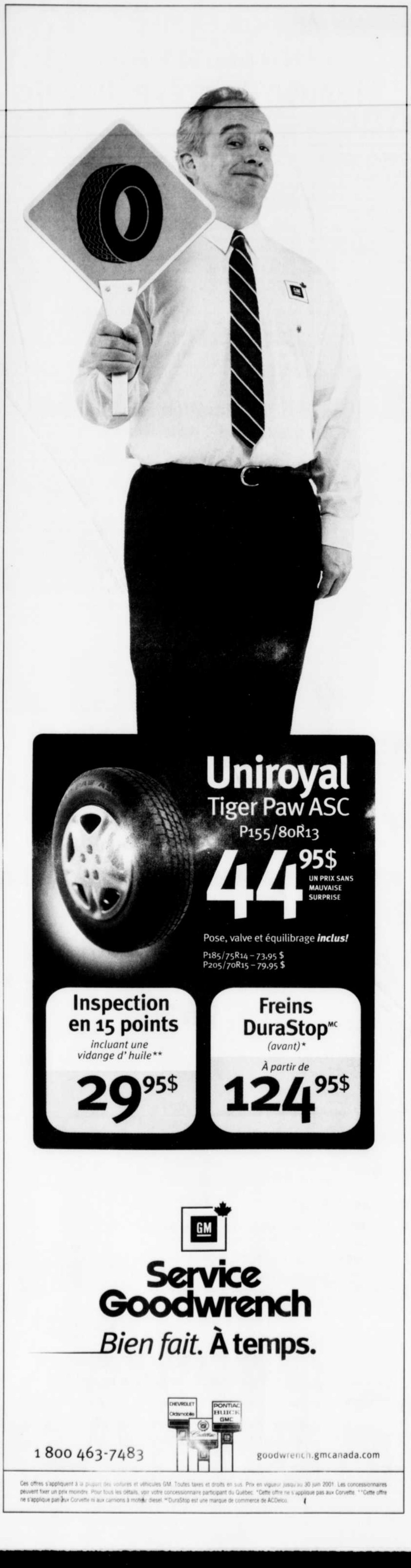
CONTRÔLE DES EMPLOYEURS

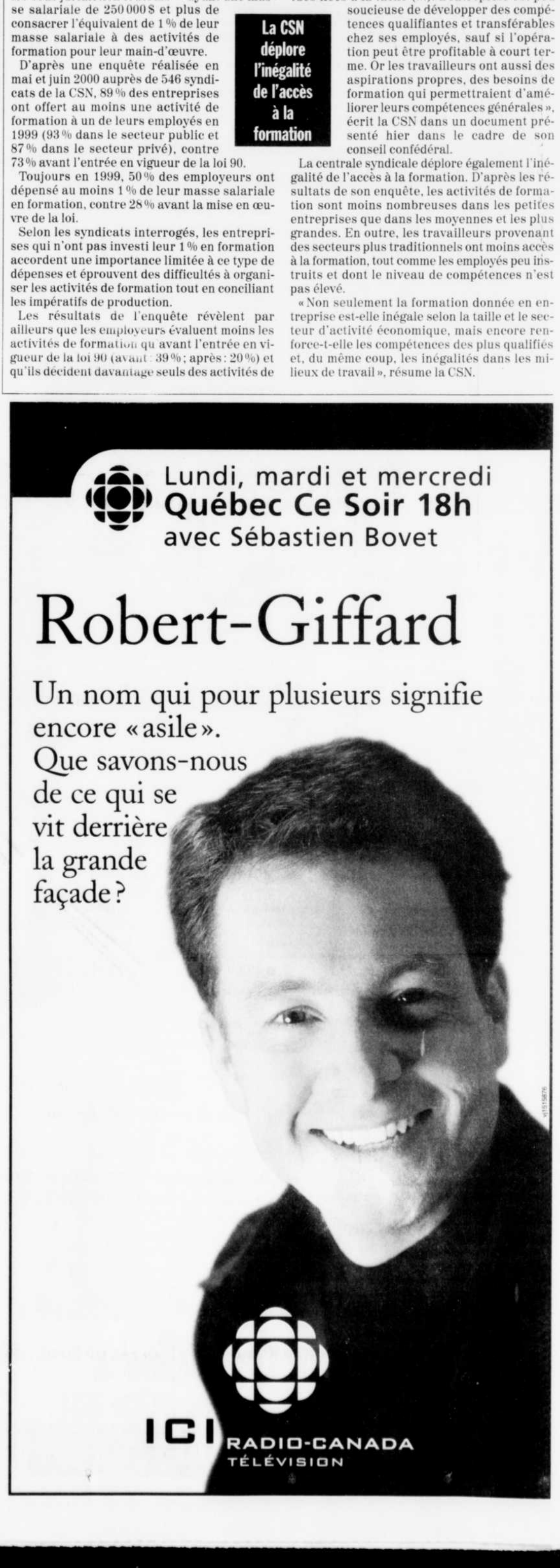
Selon la CSN, le fait que les décisions importantes relatives à la formation demeurent dans l'ensemble majoritairement sous le contrôle exclusif des employeurs ne constitue certainement pas une condition de réussite des activités de formation, ni une façon efficace de rentabiliser les investissements.

« Les formations offertes par les employeurs visent l'amélioration des compétences pointues liées à la tâche (...). L'entreprise est peu soucieuse de développer des compétences qualifiantes et transférables chez ses employés, sauf si l'opération peut être profitable à court terme. Or les travailleurs ont aussi des aspirations propres, des besoins de formation qui permettraient d'améliorer leurs compétences générales », écrit la CSN dans un document présenté hier dans le cadre de son conseil confédéral.

La centrale syndicale déplore également l'inégalité de l'accès à la formation. D'après les résultats de son enquête, les activités de formation sont moins nombreuses dans les petites entreprises que dans les moyennes et les plus grandes. En outre, les travailleurs provenant des secteurs plus traditionnels ont moins accès à la formation, tout comme les employés peu instruits et dont le niveau de compétences n'est pas élevé.

« Non seulement la formation donnée en entreprise est-elle inégale selon la taille et le secteur d'activité économique, mais encore renforce-t-elle les compétences des plus qualifiés et, du même coup, les inégalités dans les milieux de travail », résume la CSN.





Vaste réseau de passeurs démasqué

Des milliers d'immigrants clandestins chinois et coréens entraient aux États-Unis, via l'Ontario

■ TORONTO (PC) — La police affirme avoir démantelé un réseau complexe d'immigration clandestine qui aurait introduit des milliers de ressortissants chinois et coréens aux États-Unis après les avoir amenés à Toronto et dans le sud-ouest de l'Ontario.

Une vingtaine de personnes ont été arrêtées à la fin de la semaine dernière dans le cadre de cette opération policière.

« Ce groupe criminel considérait les gens comme des marchandises et les forçait à affronter des conditions météorologiques difficiles et des méthodes de transport dangereuses », a déclaré l'inspecteur Steve Martin, de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

La GRC a travaillé en collaboration avec les autorités de l'immigration canadiennes et américaines et les services policiers de la Corée afin de démanteler le réseau, dont les profits s'élèveraient à plusieurs millions de dollars.

« Les immigrants étaient parfois entassés dans de minuscules embarcations non pontées qui ne faisaient pas le poids sur la rivière St.Clair (entre l'Ontario et le Michigan). À d'autres moments, ils étaient cachés dans des véhicules et conduits de l'autre côté de la frontière. »

Le cerveau de l'opération, un Torontois de 52 ans, est activement recherché

Un mandat d'arrestation a été émis contre Kyeong Hwan Min, âgé de 52 ans, de Toronto, que la police soupçonne d'avoir été le cerveau de l'opération.

« Il est actuellement considéré comme un fugitif aux États-Unis et au Canada », a indiqué l'inspecteur Martin.

Quatre autres personnes, trois de la région de Toronto et une de Forest, en Ontario, sont également recherchées pour leur participation au réseau, qui faisait entrer chaque année environ 1200 immigrants illégaux en Amérique du Nord. Selon la police, le réseau exerçait ses activités depuis 10 ans.

Neuf des personnes actuellement détenues ont été arrêtées au Canada, neuf autres aux États-Unis, et un nombre indéterminé de suspects ont été appréhendés en Corée. Ils seront tous soumis aux lois du pays dans lequel ils ont été accusés, a précisé l'inspecteur Martin.

Au Canada et aux États-Unis, ils pourraient être passibles de 10 ans d'emprisonnement.

Selon Doug Kellar, porte-parole du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, le gouvernement fédéral estime que les sanctions actuelles ne sont pas assez sévères pour un crime qui génère plus d'argent dans le monde entier que le trafic des stupéfiants.

Le ministère a déposé un projet de loi qui permettrait d'imposer des peines plus sévères pour le passage de réfugiés clandestins.

ENQUÊTE DE 8 MOIS

Les arrestations effectuées cette semaine font suite à une enquête qui a débuté en juillet dernier, a précisé l'inspecteur Martin.

Parmi les immigrants clandestins se trouvaient des hommes, des femmes, de jeunes familles, des nouveau-nés, des personnes handicapées et des personnes âgées qui devaient payer chacun de 7000 $ à 25 000 $ US pour leur passage.

Mais selon l'inspecteur Martin, ce n'était là qu'une partie du paiement requis pour le service offert.

« Ceux qui réussissaient à entrer aux États-Unis étaient obligés de rembourser le reste de leur dette.

Certains étaient contraints de travailler dans des ateliers clandestins, des restaurants ou des salons de massage, alors que d'autres devaient se prostituer.

Feu maîtrisé à bord du cargo japonais

HALIFAX — Un cargo japonais à bord duquel un incendie s'était déclaré jeudi, alors qu'il se trouvait à 15 km de la côte Est du Canada, a rejoint le port d'Halifax hier, après que le feu eut été maîtrisé, a indiqué un porte-parole du ministère canadien des Transports, Paul Doucet. Le porte-conteneurs *MS Kitano*, long de 288 mètres, avec un équipage de 22 Japonais et Philippins, a été autorisé à entrer dans le port, lorsque le feu a été considéré comme stabilisé. L'incendie avait pris naissance dans un conteneur avant de s'étendre à trois autres. Le feu avait finalement été réduit à un conteneur hier matin. Un bateau-citerne de l'armée canadienne, équipé pour le combat d'incendie, s'était rendu sur les lieux. (AFP)

GRANDE VENTE
PÊLE-MÊLE
20%* de rabais ADDITIONNEL
sur toute la marchandise déjà réduite en magasin
* Offre non valide sur les services de vaisselle
DU JAMAIS VU!
Jusqu'au dimanche 1er avril
Renaud & cie
«L'expérience à votre service»
82, rue Saint-Paul, Québec 692-0122
355, rue Marais, Vanier 681-1944
1516004

ACTION!
à 6 h, 6 h 30, 7 h, 7 h 30, 8 h, 8 h 30, 9 h, 9 h 30...

Avec la télé numérique Vidéotron, un film à succès débute toutes les 30 minutes.

La télé numérique par câble Vidéotron vous donne accès à un vaste choix de télé à la carte en français.
À Canal Indigo, une douzaine de films* différents sont présentés chaque jour!
Et vous commandez vos films en appuyant tout simplement sur la télécommande** de votre terminal.

LOCATION DU TERMINAL
Seulement 99,95 $†/an
Une économie de plus de 90 $!

OFFRE DE BIENVENUE!
Profitez de toutes les chaînes spécialisées pendant une semaine‡!

Vidéotron
L'incomparable puissance du câble, à votre service.

Abonnez-vous: www.videotron.com
(418) 847-4410 | 1 877 380-2511

* À partir de 3,99 $ par film. La fréquence de diffusion des films peut varier selon les jours et les régions. ** Disponible là où la technologie le permet.
† Location annuelle payable par versement unique de 99,95 $. Économie de 91,45 $ par rapport à la tarification de location mensuelle du terminal. ‡ Offre valable pour les chaînes spécialisées du Télémax Ultra seulement.
La télé numérique Vidéotron est disponible là où la technologie le permet. Pour tous les prix mentionnés, les taxes sont en sus. L'offre et les tarifs peuvent changer sans préavis.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Catastrophe en vue

■ WHITEHORSE (PC) — Un spécialiste de la question du changement climatique estime qu'il se fait tard et qu'on court tout droit vers une « catastrophe écologique » si aucune mesure draconienne n'est prise.

Nous avons dix ans pour redresser la situation, sinon...

« Nous disposons d'environ 10 ans pour redresser la situation, sinon, nous sommes cuits », a déclaré Rob Macintosh, du Pembina Institute, lors d'entretiens tenus dans le cadre du Sommet sur le changement du climat polaire, à Whitehorse, au Yukon.

Le problème du changement climatique dans le Nord prend rapidement des proportions hors de contrôle, et il n'y a plus assez de temps pour que l'on s'y attaque sans se presser, affirme l'expert.

« Nous nous dirigeons vers une importante catastrophe écologique », a indiqué M. Macintosh, fondateur du Pembina Institute, situé à Drayton Valley, en Alberta. Indépendant et sans but lucratif, cet institut se spécialise dans les questions environnementales, notamment celle des changements climatiques.

Par ailleurs, un auteur de Victoria, Guy Dauncy, a lancé une mise en garde aussi sombre, pressant les habitants du Nord à faire savoir au reste du monde que l'Arctique est en train de disparaître.

Selon M. Dauncy, qui se consacre actuellement à la rédaction d'un ouvrage sur le changement climatique, la surface de glace entourant en permanence l'Arctique diminue de 3 % par année. À ce rythme, elle aura complètement disparu d'ici l'an 2100, croit-il.

De nouvelles données recueillies par des sous-marins russes laissent toutefois croire que cette glace aura fondu bien avant cela, soit en 2040.

Le fondateur de Greenpeace International se tue

■ ROME (AP) — Le Canadien David Fraser McTaggart, fondateur de Greenpeace International, est mort hier à l'âge de 68 ans. Il a été tué dans un accident de la route en Ombrie, dans le centre de l'Italie où il vivait depuis plusieurs années.

AP

McTaggart avait enflammé le mouvement écologique.

Son véhicule est entré en collision avec une autre voiture, dont le conducteur, un homme de 74 ans, a également été tué et son passager, son épouse, blessé, selon la police.

En 1972, David Fraser McTaggart avait galvanisé le mouvement écologiste en ralliant à bord d'un petit bateau le site des essais nucléaires français dans l'atoll de Mururoa en Polynésie française dans le Pacifique.

David Fraser McTaggart avait mobilisé dans toute l'Europe pour la cause de Greenpeace avant de fédérer les différentes factions de l'organisation de défense de l'environnement en 1979 et de les unir pour former Greenpeace International.

« C'était le dernier chevalier médiéval, capable de grands actes symboliques pour la cause de l'environnement », a déclaré Gianfranco Bologna, porte-parole de l'organisation écologiste WWF en Italie.

Né à Vancouver le 24 juin 1932, McTaggart avait travaillé dans le bâtiment pendant 20 ans lorsqu'il s'est installé aux États-Unis dans les années 60 où il est devenu un promoteur immobilier à succès.

Il avait abandonné ses affaires à la suite d'une explosion qui a détruit un hôtel construit par sa firme pour partir faire de la voile dans le Pacifique. En 1971, il avait lancé son action dans le Pacifique, outragé par la décision du gouvernement français de boucler une vaste portion des eaux internationales pour le programme d'essais nucléaires.

Surnommé par certain « le combattant de l'ombre », McTaggart avait aussi organisé les campagnes de Greenpeace pour sauver les baleines, contre le rejet de déchets nucléaires dans l'océan, contre la production de gaz toxiques, les essais nucléaires et la protection de l'Antarctique.

UN ENDROIT À DÉCOUVRIR
TOUTES TAXES INCLUSES
MEUBLES ET MATELAS NEUFS DE QUALITÉ AU PLUS BAS PRIX
CAUSEUSES DE QUALITÉ Choix de tissus jacquard 699 $ toutes taxes incluses
BERÇANTES SUR BILLES (produit québécois)
Berçante, pivotante et inclinable Choix de tissus 299 $ Toutes taxes incluses
Base de qualité supérieure Coussin haut et arrondi Choix de tissus 179 $
PROMOTION SPÉCIALE accord D
1 AN POUR PAYER SANS INTÉRÊT
EN 12 VERSEMENTS ÉGAUX ET CONSÉCUTIFS
S.A.C. ET MARCHANDISE SÉLECTIONNÉE 500 $ ET PLUS
MOBILIER DE CUISINE 5 pièces À partir de (produit québécois) Merisier massif toutes taxes incluses 765 $
Matelas 510 ressorts de qualité, garantie 20 ans déc.
Simple 39 x 74 199 $
Double 54 x 74 269 $
Queen 60 x 80 299 $
Toutes taxes incluses
«WOW» DIVAN LIT à partir de 429 $
CAUSEUSE choix de tissus 299 $
CHOIX DE LITS DE MÉTAL Prix réduit
Centre Meuble escompte Ouvert le dimanche De midi à 17 h
245, 71e RUE EST CHARLESBOURG (Ancien local d'Ameublement Le Petit Prince) 628-1942
TPS INCLUSE TVQ INCLUSE
PREMIER ARRIVÉ, PREMIER SERVI SUR TOUTE LA MARCHANDISE EN MAGASIN
1514971

La THALASSOTHÉRAPIE à PASPÉBIAC
C'EST UNE VACANCE SANS ÉGAL...
Si, si : la mer, le charme douillet de ce très beau manoir, le choix de loisirs, la qualité de la table, les sourires et attentions de tous et chacun, et en prime, des traitements qui vous revigorent comme une dynamo!
Le chef de file des vacances énergisantes qui, en plus, respecte votre rythme et vos goûts:
L'AUBERGE DU PARC
1 800 463-0890
www.aubergeduparc.com
1514079

POLIQUIN TEXTILE
SPÉCIALISTE EN DÉCORATION
«Notre salle d'exposition est parmi les plus grandes au Québec»
RABAIS 20% à 30% Sur vaste gamme de tissus
RABAIS jusqu'à 30% Douillette, couvre-lit, housse de couette
40% RABAIS sur papier peint Provincial sauf Ronald Redding
PARA Gallon fini coquille jusqu'à 9.00$ de rabais 31.95$ toutes les couleurs
•7 DÉCORATEURS SUR PLACE POUR VOUS CONSEILLER
• SERVICE À DOMICILE
CONFECTION • INSTALLATION
HEURES D'OUVERTURE
Lundi au jeudi: 9h00 - 17h30
Vendredi: 9h00 - 21h00
Samedi: 9h00 - 13h00
Tél.: 667-6454
2970, boul. Ste-Anne, Beauport (Québec)
VENTE JUSQU'AU 14 AVRIL 2001
1516327

LA PLUS IMPORTANTE MAISON DE SPAS AU QUÉBEC
Club Spa
DES NOUVEAUTÉS EN MAGASIN
Hydrothérapie
EXIGEZ-LES LES VALEURS SURES POUR LES ANNÉES 2000
Isolation gros froid exclusif
Chauffage Avant-garde "CONFIRECELL"
Système "HEATLOCK"
NOUVEAU SPA
CONÇU POUR NOTRE CLIMAT
- Coque auto portante
- Système microban
Choix de jets
• Massage puissant (14 multijets)
• Cyclone
• Cyclone multifonction
• Turbo massage
• Rotatif
Arctic Spas
PAYEZ EN JANVIER 2002*
Seulement au Club Spa
Nouvelle salle réaménagée
Nouveautés 2001 PISCINE 52 PO au fini émail de résine bordure 8 po
Nouveau Toile motif «illusion»
Nouveau Sabots de protection
Quelques piscines 2000 encore offertes modèles 18, 21 et 24 pieds 1 modèle ovale
Photo à titre indicatif.
*Après acception du service du crédit.
Le plus grand centre d'eau dans l'est du Canada, Passez nous voir !
INSTALLATIONS AQUATIQUES QUÉBEC INC.
LABORATOIRE D'ANALYSE D'EAU INFORMATISÉ ET GRATUIT
BioGuard.
333, boul. Rochette, Beauport 667-5468
1515669

FESTIVAL BEAUCERON DE L'ÉRABLE
21 au 25 mars 2001 à St-Georges de Beauce
VENEZ FESTOYER AVEC NOUS, VENEZ VOUS SUCRER LA PALETTE EN PARTICIPANT À UNE DE NOS ACTIVITÉS:
FESTIVAL BEAUCERON DE L'ÉRABLE
Samedi 24 mars 2001
* Grande Coulée familiale-Rendez-vous Le Soleil
• Au Parc des 7 chutes
• De 12h00 à 16h00 coût 2,00$
• Activités familiales: promenade avec chevaux, promenade en traîneau à chiens, animation musicale, clowns, tire à volonté
* Party des cabanes
Repas de cabane à sucre dans différentes cabanes
- Cabane à Pierre à Frampton 418-479-5200
- Cabane chez Aurélien Lessard à St-Georges 418-227-2138
- Chalet des Érables à St-Honoré 418-485-6505
- Cabane à sucre Napert à St-Sylvestre 418-596-2293
- Cabane à sucre chez Guymont Labbé à St-Benoît 418-227-4944
Dimanche 25 mars 2001
* Déjeuner de la débâcle Bocetin/Déli-Beauce en collaboration avec Sobey's
• À la Polyvalente de St-Georges
• De 8h00 à 13h00 coût 7,00$ adulte
• Déjeuner de cabane à sucre 4,00$ enfant
• Nombreux tirages
* Gala folklorique d'amateurs et danse de ligne
• Au bar Mustang (St-Georges)
• De 12h30 à 18h00 coût 5,00$
• Avec le groupe «Nash» (Raymond Lambert et Ginette Labbé)
Renseignements: 418-228-SIRO (7476)
1515233

TEMPÊTE DE NEIGE

La Mauricie en a mangé toute une

Entre 40 et 50 cm

TROIS-RIVIÈRES (PC) — La tempête qui s'est abattue sur la Mauricie au cours des deux derniers jours, laissant sur le sol entre 40 et 50 centimètres de neige, restera longtemps gravée dans les mémoires.

Des pannes d'électricité aux quatre coins de la région, des fils électriques et des poteaux cassés ou brisés par la neige, des toitures effondrées, des écoles fermées, des centaines d'accidents dont un mortel, et surtout le pont Laviolette fermé pendant 26 heures à la circulation — rien finalement pour réconcilier un Québécois avec l'hiver!

Heureusement, la situation a connu une nette amélioration, hier, notamment lorsque Transports Québec a enfin été en mesure de rouvrir le pont Laviolette. Vers 14 h30, hier, les usagers ont pu emprunter deux voies sur quatre pour traverser le fleuve.

Cependant, la vitesse a été limitée à 35 km/h. Les véhicules d'escorte de Transports Québec et de la Sûreté du Québec se sont d'ailleurs chargés de ralentir la circulation.

M. Bernard Caron, directeur de Transports Québec, a indiqué que la décision de rouvrir le pont a été prise à la lumière des inspections de la structure et des prévisions d'Environnement Canada, qui annonçait une diminution des vents et des précipitations.

Le pont avait été fermé parce que la neige et la glace, qui s'étaient accumulées sur la structure, tombaient sur la chaussée sous l'effet des vents. « Nous avons fait une inspection de la structure entre 12 h et 14 h et nous avons constaté que la glace était en grande partie tombée. Le pont est maintenant sécuritaire et nous croyons qu'il est rouvert pour de bon cette fois-ci », a-t-il indiqué.

La situation s'est également améliorée du côté des abonnés d'Hydro-Québec. Plus de 40 000 clients ont en effet été privés d'électricité au cours des deux derniers jours, principalement en Centre-Mauricie, dans la MRC de Maskinongé et dans le Grand Trois-Rivières. En soirée, il ne restait plus que 15 000 alimentations électriques à rétablir. Ces abonnés devraient être rebranchés aujourd'hui.

Plusieurs organisations ont dû mettre en place leurs mesures d'urgence

Il n'en demeure pas moins que les pannes d'électricité et la neige qui n'a cessé de s'accumuler ont forcé plusieurs organisations à mettre en place leurs mesures d'urgence. C'est le cas de la Sécurité civile de la Mauricie et du Centre-du-Québec, qui a contacté les municipalités touchées par les pannes pour s'enquérir des besoins.

« Dans la MRC de Maskinongé, plus particulièrement dans le milieu rural, on n'avait pas besoin de centre d'hébergement. Les gens ont trouvé refuge chez des amis ou des membres de leur famille. Du côté de Louiseville, il n'est pas impossible qu'un centre soit établi, tout va dépendre de l'évolution de la situation », a indiqué Mme Hélène Chagnon, directrice de la Sécurité civile.

À la Régie régionale de la santé et des services sociaux, on a fait savoir que la fermeture du pont n'avait pas entraîné de graves conséquences. Les ambulances ont notamment pu traverser le pont.

« Il y a eu cinq transferts depuis le début de la tempête. Du côté des urgences, il n'y a pas eu de débordement. De plus, nous avons contacté toutes les personnes maintenues à domicile dans la MRC de Maskinongé : seules neuf d'entre elles étaient en difficulté. Elles ont donc été relocalisées au Regroupement de la santé et des services sociaux de Maskinongé. En ce qui concerne les familles d'accueil, aucune n'a eu besoin de notre aide », a expliqué M. Jean-Denis Allaire, directeur général de la RRSSS.

Qui dit tempête de neige, dit évidemment accidents sur les routes. Or, comparativement à jeudi où une centaine d'accidents ont été rapportés aux corps policiers, la journée d'hier a été plus tranquille de ce côté. Quelques accrochages et sorties de route se sont produits, mais aucun de ces accidents n'a fait de blessé grave ou mortel.

AFFAIRE JULIE SURPRENANT

Le voisin blanchi

■ MONTRÉAL — Les échantillons de sang prélevés à l'intérieur de l'appartement de l'agresseur sexuel Richard Bouillon seraient trop altérés pour le relier à la disparition de Julie Surprenant. Selon l'avocat de la défense, Me Robert Lahaie, le rapport d'expertise remis aux enquêteurs de la Sûreté du Québec innocente son client. « On ne peut le relier d'aucune façon, aussi minime soit-elle », a déclaré le criminaliste sur les ondes du réseau TVA, hier, après avoir obtenu une copie du rapport. Les examens d'ADN effectués sur des traces de sang trouvées dans le logement de Richard Bouillon auraient démontré qu'il s'agissait en partie de son propre sang. « Dans certains cas, nous avons été incapables de déterminer la provenance ou l'appartenance du sang », a indiqué l'agent Gérard Carrier. Âgé de 47 ans, Bouillon a été reconnu coupable d'agression sexuelle sur des jeunes femmes à plusieurs reprises entre 1978 et 1996. La semaine dernière, la SQ a porté 15 nouvelles accusations d'agression sexuelle contre lui, mais aucune n'est reliée à la disparition de Julie Surprenant. (PC)

ATTENTAT CONTRE UN MEMBRE DE LA SQ

Deux Evil Ones restent en prison

■ **SAINT-HYACINTHE — Les deux membres des Evil Ones accusés d'avoir provoqué la sortie de route du véhicule que conduisait le sergent Guy Ouellette, de la Sûreté du Québec, le 2 mars dernier, demeureront détenus jusqu'à leur procès. Le juge Denis Robert, de la Cour du Québec, a en effet refusé de remettre en liberté Jean-François Chaput, 28 ans, et Martin Tremblay, 32 ans, principalement parce qu'ils sont membres d'un groupe criminel et qu'ils se sont directement attaqués à l'une des principales composantes de notre société, la police. Le 2 mars, le sergent Ouellette et son compagnon, Alain Lévesque, tentaient de localiser le lieu de réunion des dirigeants canadiens des Hell's Angels. Pour ce faire, ils avaient pris en filature la voiture conduite par Jean-François Chaput. Mais au bout d'un certain moment, les policiers constataient que des manœuvres étaient exécutées par les motards pour les empêcher de faire leur travail. Après que se soit envolée la possibilité de localiser le lieu de réunion, les policiers ont arrêté Chaput et Tremblay et les ont accusé de voies de fait armées, de conduite dangereuse et d'avoir participé et contribué activement aux activités d'un gang. Ils seront jugés par un juge de la Cour du Québec et on devrait savoir le 28 mars à quelle date leur procès (dont la durée prévue est de cinq jours) sera entendu. (PC)**

TRAFIC DE COKE AUX ÉTATS-UNIS

Canadiens arrêtés

■ MIAMI — Deux employés d'Air France et deux passeurs ont été arrêtés après avoir essayé de faire entrer presque 500 kilogrammes de cocaïne aux États-Unis, ont annoncé des responsables hier. La saisie effectuée par les agents des douanes avoisine le million de dollars. C'est la valise d'un Canadien de 31 ans, Frantz Jean-Baptiste Sidney, qui a attiré l'attention des autorités américaines. Arrivé à l'aéroport international de Miami vers 18 h, heure locale, mercredi, à bord d'un vol de la compagnie American Airlines en provenance de Port-au-Prince, en Haïti, Sidney transportait une lourde valise à roulettes. Arrivé dans la zone de transit de l'aéroport, il a été rejoint par deux employés d'Air France, Celine Charles, 25 ans, et Carmel Bretous, 31 ans, tous deux originaires de Miami. Ils ont ensuite conduit Sidney dans la zone nationale de l'aéroport afin de lui éviter un passage devant les services de douane. Alertés par ce petit manège, les douaniers ont interpellé le voyageur et découvert dans sa valise environ 250 kilos de cocaïne, enveloppée dans du papier-cadeau. Jeudi, les services des douanes ont identifié le complice présumé de Sidney, un Canadien de 43 ans, Perez Thilogène. Ce dernier a lui aussi été arrêté hier en possession d'environ 250 kilogrammes de cocaïne. (AP)

Plus passionné que jamais!

Dodge Caravan 2001

259$*/mois

Location de 48 mois. Transport et taxe sur le climatiseur inclus.

Options de location de 48 mois offertes	
Mensualités	Comptant initial
259$	5100$
318$	2500$
374$	0$

PROTECTION 5100

Offre des plus intéressantes sur nos modèles 2000.
Ex.: Caravan 2000, stock 2678
20 995$ + transport
Chrysler 300 M, stock 2675
32 129$ + transport

20 400 km/an. Km excédentaire 15¢
• Nouveau moteur V6 de 3,3 l, 180 ch. • Transmission automatique à 4 rapports • Sacs gonflables avant à déploiement progressif • Portes coulissantes • Climatiseur • Radio AM/FM stéréo avec lecteur DC • Habitacle 7 places • Plein d'essence gratuit • 5 ans/100 000 km† sur le groupe motopropulseur et assistance routière de 5 ans/100 000 km†

STE-FOY CHRYSLER
2025, Jean-Talon Sud
Sainte-Foy
www.sfchrysler.com
682-2025
Une équipe de vrais passionnés

LA SAISON DES ALLERGIES VOUS EFFRAIE?

Les médicaments en vente libre ne sont peut-être pas l'idéal. Des milliers de gens bénéficient tout l'été d'un soulagement prolongé des allergies au pollen d'arbres, herbes ou herbe à poux. Et ceci grâce aux traitements de courte durée, pré-saisonniers.

Pour plus de renseignements sur un traitement qui se complète en quelques semaines, contactez votre spécialiste en allergie avant le début de la saison.

Allergy Therapeutics (Canada) Ltd.
www.allergy-therapeutics.com

LE MONDE

MACÉDOINE

Les chefs kosovars invitent l'UCK à déposer les armes

TETOVO, Macédoine (d'après AFP et AP) — Les leaders albanais du Kosovo ont appelé hier les rebelles sévissant en Macédoine à « déposer immédiatement les armes », alors que les bombardements des forces gouvernementales contre la guérilla se poursuivaient près de Tetovo, dans le nord-ouest du pays.

Les forces macédoniennes ont tiré toute la nuit de jeudi à hier sur les hauteurs de Tetovo —ville de 130 000 habitants à 80 % albanophone— où sont positionnés depuis la mi-mars les combattants de l'Armée de libération nationale (UCK) des Albanais de Macédoine. Les tirs ont continué dans la journée, de façon plus sporadique.

Les trois principaux leaders albanais du Kosovo ont signé, sous la pression de l'Union européenne (UE), une déclaration appelant les rebelles albanais de Macédoine à « déposer immédiatement les armes », a annoncé la porte-parole du Haut représentant chargé de la politique étrangère de l'UE, Javier Solana.

DÉCLARATION

La déclaration est signée par Ibrahim Rugova pour la LDK, Hashim Thaçi pour le PDK et Ramush Haradinaj pour l'AAK. Les trois partis font partie du Conseil d'administration intérimaire du Kosovo (IAC) créé par l'ONU, qui administre le Kosovo depuis juin 1999.

M. Thaçi était le chef politique de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), officiellement dissoute en septembre 1999 et dont le sigle a été repris par les maquisards albanais en Macédoine.

La déclaration est intervenue au lendemain d'une visite à Pristina, chef-lieu du Kosovo, d'une délégation de l'UE qui avait exigé des chefs de la communauté albanaise —majoritaire— de la province du sud de la Serbie une condamnation de la guérilla en Macédoine. Dans le cas contraire, la manne financière internationale, dont dépend le Kosovo, serait remise en question.

Le Kosovo sert de base arrière aux rebelles de Macédoine.

Un porte-parole de la force multinationale de paix au Kosovo (KFOR), basé en Macédoine, a fait état hier de trois civils blessés, dont un sérieusement, lors des bombardements macédoniens durant la nuit.

EXODE

La violence dans la région de Tetovo a provoqué l'exode de quelque 22 000 personnes, soit à l'intérieur du pays soit à l'étranger, selon le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Le président macédonien Boris Trajkovski a fait hier à Stockholm le point de la situation dans son pays lors du sommet de l'Union européenne qui se tenait hier et aujourd'hui dans la capitale suédoise.

Tout en soutenant Skopje, l'UE souhaite une prise en compte des revendications de la minorité albanaise exprimées par les dirigeants de leurs partis politiques.

À Tetovo, deux Albanais tués hier à un contrôle policier alors que l'un d'entre eux brandissait une grenade ont été enterrés hier au milieu d'une foule d'hommes qui se disent déterminés à lutter pour leurs « droits fondamentaux ». Le président macédonien a exprimé sa « gratitude » pour ce soutien, mais a exclu de négocier avec « les terroristes ».

M. Trajkovski a donné jeudi le feu vert à ses forces pour pourchasser « sans compromis » la guérilla albanaise dans la région de Tetovo, dans le nord-ouest du pays, après l'expiration de l'ultimatum lancé aux rebelles pour se rendre ou se retirer du territoire.

L'extrême fermeté affichée par le président macédonien inquiète certains dirigeants européens, car elle risque de donner aux rebelles le soutien qu'ils recherchent au sein de la minorité albanaise du pays en exacerbant leur sentiment d'être des citoyens de seconde zone même si leurs représentants politiques sont associés au pouvoir.

EN BREF

Belgrade livre un premier suspect au TPI

■ LA HAYE — Un Serbe de Bosnie inculpé de génocide par le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a été arrêté en Yougoslavie et devait être transféré aux Pays-Bas, a confirmé hier un porte-parole du tribunal de La Haye. Milomir Stakic, ancien maire de la ville de Prijedor, dans le nord-ouest de la Bosnie, avait été inculpé en mars 1997 pour des atrocités présumées durant la guerre de Bosnie. C'est la première fois que la police de Belgrade interpelle un suspect de crimes de guerre inculpé par le TPI et le livre au tribunal institué par les Nations unies... quelques jours de la date limite du 31 mars fixée par les États-Unis qui ont menacé de suspendre l'aide au nouveau gouvernement yougoslave si celui-ci ne coopérait pas davantage. (AP)

AP

Les scientifiques anglais viennent de sonner l'alarme. L'épizootie de fièvre aphteuse pourrait se décupler avant un retour à la normale. L'abattage des bêtes suspectes à donc repris de plus belle, comme ici à Lamonby.

FIÈVRE APHTEUSE

C'est l'apocalypse

Londres abattra toute bête vivant à trois km d'un foyer d'infection

LONDRES (d'après AFP et AP) — Le gouvernement britannique a annoncé hier une politique d'abattage de bétail sans précédent devant l'avancée de la fièvre aphteuse désormais considérée comme « une épizootie d'une très grande ampleur ».

Les bêtes apparemment saines vivant à moins de trois km d'un foyer d'infection vont être systématiquement abattues dans tout le pays, a annoncé un expert du gouvernement, le professeur David King.

La décision a été annoncée deux heures à peine après la publication d'un rapport prévoyant que le nombre de foyers d'infection va être presque multiplié par dix dans les trois mois, pour dépasser les 4000 en juin.

Le virus était recensé hier soir dans 501 fermes ou abattoirs, un mois après son apparition le 19 février.

Cette première projection publiée à ce jour par le gouvernement a fait l'effet d'un coup de massue.

Les éleveurs britanniques se sont déjà opposés à l'abattage de bétail sain, que le gouvernement comptait pourtant jusqu'à présent limiter aux régions les plus touchées.

Mais les experts qui ont rédigé le rapport ont recommandé « des mesures encore plus draconiennes » que celles qui ont conduit à ordonner l'élimination de plus de 480 000 bêtes à ce jour, faute de quoi la maladie « va s'enraciner en Grande-Bretagne ».

Les experts prévoient 4000 sites contaminés d'ici juin

VÉTÉRINAIRES DÉBORDÉS

Ajoutant au sentiment d'urgence, le premier ministre Tony Blair a appelé ses partenaires européens, dès l'ouverture du sommet de Stockholm, à envoyer en Grande-Bretagne des vétérinaires épauler les spécialistes débordés par l'ampleur de la maladie.

La propagation du virus, qui frappe de plein fouet l'industrie touristique, pourrait ramener la croissance britannique cette année à 2%, contre 2,3% prévu par le gouvernement.

L'ampleur de l'épizootie dépasse de loin celle de 1967-1968, qui avait traumatisé pour des décennies les campagnes britanniques, mais qui n'avait alors touché que 2300 fermes.

Le pronostic pourrait ébranler Tony Blair, réputé jusqu'à présent vouloir maintenir son projet de convoquer des élections anticipées le 3 mai.

« Le PM ne parle pas et ne pense pas à des élections générales » car il consacre à peu près tout son temps à la crise de la fièvre aphteuse, a assuré hier Downing Street.

Les pronostics pessimistes quant à l'évolution de la maladie donnent aussi du grain à moudre à ceux qui prônent un recours à la vaccination.

Tout en réitérant ses doutes quant à une campagne d'ampleur, le ministre de l'Agriculture, M. Nick Brown a d'ailleurs déclaré pour la première fois que son pays pourrait recourir à des vaccinations ponctuelles sur des troupeaux exposés à la maladie, pour « gagner du temps » avant d'abattre les bêtes.

MANOEUVRES MILITAIRES

La crise a ses retombées au Canada.

Par crainte de propagation de la fièvre aphteuse, le gouvernement de l'Alberta pourrait tenter d'empêcher que des milliers de soldats britanniques ne s'entraînent dans la province.

Des responsables du ministère albertain de l'Agriculture ont recommandé hier que la vice-première ministre Shirley McClellan s'oppose à la venue en Alberta, à des fins d'entraînement, de 5000 militaires britanniques.

La base militaire de Suffield doit accueillir en mai 1200 militaires du Royaume-Uni. Quelque 3000 autres soldats doivent s'y rendre plus tard au cours de l'année.

• CONFÉRENCE •

M. Michel Delagrave, travailleur social
Auteur du livre *«Les ados, mode d'emploi»*

«Être parents d'ados»

Date: le mardi 27 mars 2001, à 19h30
Lieu: Au Centre Lucien-Borne
100, chemin Sainte-Foy
salle 405 - Québec
Ouvert à tous
La Boussole 523-1502

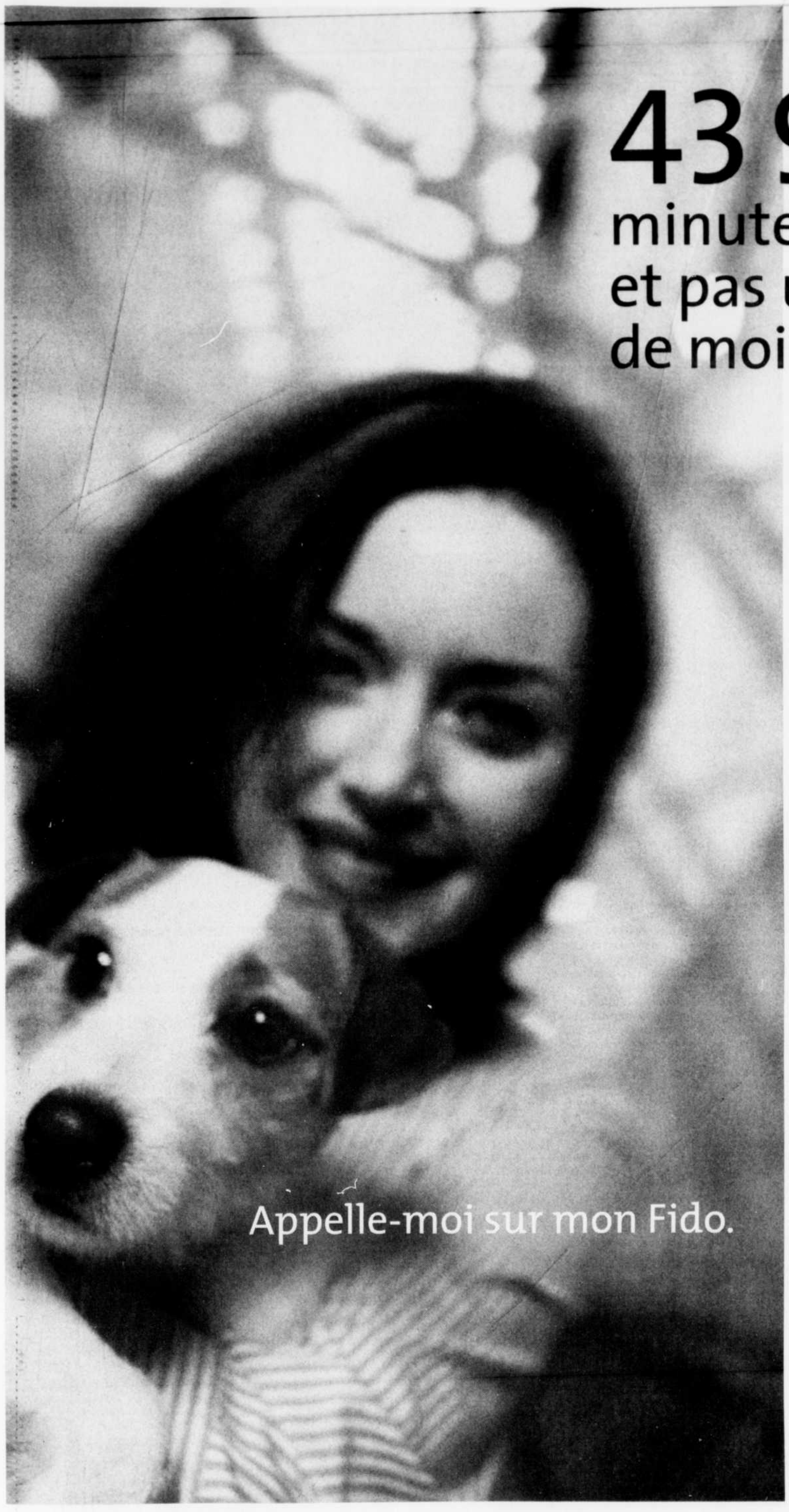
Nomination

Jean Chaumette

Le conseil d'administration de la Maison Jésus-Ouvrier est heureux d'annoncer la nomination de monsieur Jean Chaumette au poste de directeur général de la nouvelle Fondation Maison Jésus-Ouvrier.

Après plus de 30 années dans le secteur hôtelier, monsieur Jean Chaumette mettra ses connaissances et nombreuses relations au service de cette fondation qui viendra également en aide aux personnes, familles et jeunes les plus démunis de notre société.

Pour le rejoindre: 683-2371.



43 920
minutes gratuites et pas une seconde de moins.

Week-ends illimités pendant 3 mois

D'ici le 6 mai, adhérez au Service Fido® et à son option Week-ends illimités et profitez gratuitement de cette option pendant trois mois. Vous pourrez ainsi parler autant que vous le voulez toutes les fins de semaine.

Une fois les trois mois écoulés, il ne vous en coûtera que 15 $ par mois pour continuer à en profiter.

Forfaits mensuels facturés à la seconde

20 $	200 minutes
40 $	400 minutes
70 $	700 minutes
100 $	1000 minutes

> Aucun contrat à signer

> Garantie de satisfaction de 30 jours

Abonnez-vous dès maintenant :
1888 482-FIDO (3436)

fido®

www.fido.ca

vf1515369

LES MAGASINS

- Place Sainte-Foy, édifice des Ailes de la mode, en face du Beaugarte
- Place Laurier, en face du magasin Le Château, 1er étage
- Galeries de la Capitale, 2e étage

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Québec :

CONTINUCENTRE · FUTURE SHOP · COOPSCO · AUTOMOD · MINI-PAGE · ATELIER ÉLECTRONIQUE 2000 · LA CABINE TÉLÉPHONIQUE · la baie · Vidéo Éclair rue St-Joseph · Bureau en gros · TÉLÉ DYNAMIQUE · Alarmes 9-1-1

BRÉSIL

Petrobras savait

■ RIO DE JANEIRO — La société Petrobras avait été informée de problèmes mécaniques sur la *P-36* qui exigeaient l'arrêt de la production, trois jours avant l'accident qui s'est soldé par 11 morts et la destruction de la plus grande plate-forme pétrolière flottante du monde, a confirmé hier la direction de Petrobras. Le syndicat des pétroliers de l'État de Rio a diffusé hier les copies des rapports quotidiens des techniciens chargés de la supervision, rédigés les 12, 13 et 14 mars, à la veille des trois explosions signalant des problèmes de ventilation dans le système d'échappement des gaz de la plate-forme. Hier, la direction de Petrobras a confirmé l'existence de ces documents et en a publié des extraits. « Nous avons des problèmes de pressurisation dans le système de «vent» atmosphérique (équipement empêchant l'accumulation en grande quantité de gaz). La cause probable est l'obstruction du conduit du système de contrôle des flammes. Il faudra arrêter la production pour changer la pièce trop proche des brûleurs de gaz dans le «flare »(la pointe de la tour de la plate-forme) », indique un bulletin. Les informations avaient été communiquées à Carlos Eduardo Bellot, responsable du gisement de Roncador (Campos), à 274 km de Rio et 125 km des côtes, où se trouvait la *P-36*, et aux superviseurs de la production de la *P-36*, Helio Menezes Galvao et Paulo Roberto Viana. Aucune mesure n'avait été prise à la suite de ces rapports. Le président de Petrobras, Henri Philippe Reichstul, a déclaré n'avoir eu connaissance des messages que jeudi, une semaine après l'accident. Reichstul a constitué une commission qui avait jusqu'à hier pour déterminer les raisons pour lesquelles la direction de Petrobras n'a pas reçu ces mises en garde. (AFP)

DESTRUCTION DE MIR

Les Russes se résignent

MOSCOU (d'aorès AFP et AP) — Honte pour la Russie ou sage décision, la destruction hier de la station orbitale Mir, l'orgueil du programme spatial russe pendant 15 ans, a soulevé des sentiments variés chez les Russes.

« C'est bien sûr dommage mais c'était sans doute une nécessité », déclare Alexeï, 23 ans. Interrogé dans les rues de Moscou, il ajoute d'un air songeur que la fin de Mir allait « peut-être alimenter notre réputation de pays en déclin ».

« Tout cet argent, toute cette énergie et tout ce savoir que des milliers, voire des millions de travailleurs ont donnés pour la construction de cette station vient de couler dans l'océan. Comment ne pas être triste ? », regrette Vera, une femme de ménage de 54 ans.

« J'ai grandi en observant les exploits des cosmonautes. Et ça, comment pourrais-je l'oublier ? », ajoute-t-elle, se rappelant encore avec émotion du lancement du premier Spoutnik en 1957, et, quatre ans plus tard, du premier homme dans l'espace, Iouri Gagarine.

Inga Gorchkova, une comptable de 34 ans, considère que beaucoup trop de « bruit politique » a été fait autour de Mir, dont la destruction la laisse somme toute indifférente.

« Je ne vois pas beaucoup d'intérêt à toutes ces aventures spatiales. D'autant plus que, financièrement, la Russie est en très mauvaise position », affirme M^me^ Gorchkova.

Olga Steinberg, 38 ans, estime que « la destruction de Mir est une sage décision ». « Mir avait fait plus que son temps », dit cette philologue moscovite en faisant référence à la durée de vie de la station qui avait été initialement fixée à 5 ans.

« Nous avons terminé un projet formidable et nous l'avons terminé dignement. C'est encore un exemple montrant que la Russie était et reste encore une grande puissance spatiale », a déclaré le directeur de l'Agence spatiale russe, Iouri Koptev.

La station s'est désintégrée après 15 ans

Il s'agit du plus gros engin spatial jamais détruit.

1500 DÉBRIS

Jusqu'à 1500 débris d'un poids total d'une vingtaine de tonnes, certains ayant la taille d'un petite voiture, sont tombés dans un rayon de 1500 km autour d'un point situé par 150 degrés de longitude ouest et 40 degrés de latitude sud, entre la Nouvelle-Zélande et le Chili, selon la même source.

Les débris en feu de la station Mir ont plongé dans l'atmosphère, passant au-dessus des îles Fidji et illuminant le ciel du Pacifique Sud d'une longue traînée orange.

« Les gens qui sont rassemblés ici sont en extase. C'est un spectacle incroyable », a raconté le correspondant de la chaîne CNN, Hugh Williams, à Nadi, aux îles Fidji. « La lumière était phénoménale », a-t-il ajouté.

La station a reçu trois impulsions pour la freiner, dont la dernière, la plus puissante, l'a précipitée dans les couches denses de l'atmosphère où elle s'est en grande partie désintégrée.

Toute l'opération de destruction de la station russe s'est déroulée conformément au programme établi, au grand soulagement du Japon et de la Nouvelle-Zélande qui craignaient une chute incontrôlée de Mir.

Au Japon, il avait notamment été conseillé aux gens de rester chez eux au moment du passage de Mir, alors que, en Nouvelle-Zélande, des vols internationaux traversant le Pacifique Sud avaient été retardés.

Une trentaine de bateaux de pêche se trouvant en plein milieu du Pacifique, trop loin pour revenir au port, ont attendu avec nervosité la chute de Mir dont les débris n'ont cependant fait aucun dégât.

SILENCE ÉMOUVANT

L'annonce de la destruction de Mir, si longtemps l'orgueil du programme spatial soviétique puis russe, a été accueillie dans un silence émouvant au centre de contrôle de Korolev.

« Nous, les cosmonautes, nous allons aller boire ensemble un peu de cognac. Nous ne sommes pas près à effacer Mir de notre mémoire », a déclaré en soupirant Alexandre Lazoutkine.

Les Russes ont pris la décision douloureuse de détruire Mir pour des raisons financières et de sécurité.

Moscou n'était pas en mesure de mener de front deux projets aussi coûteux que Mir et la Station spatiale internationale (ISS), cet ambitieux projet regroupant 16 pays, dont les États-Unis, la France, le Japon et, bien sûr, la Russie.

La grande majorité des Russes, selon les sondages, étaient cependant contre la destruction de Mir, ce laboratoire de l'espace où plus de 16 500 expériences scientifiques ont été réalisées.

« Il s'agit de la plus grande tragédie depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau président russe », a estimé le dirigeant communiste Guennadi Ziouganov, qualifiant la fin de Mir de « crime contre l'avenir de la Russie ».

ITALIE

Naples croule sous les immondices

■ NAPLES, Italie — Plusieurs localités de la région de Naples (sud), submergées par les ordures après la fermeture de deux décharges publiques, ont ordonné la fermeture des écoles par mesure d'hygiène publique, a-t-on appris hier auprès de ces municipalités. La mairie de Nola, à 25 km de Naples, a ainsi décidé que les élèves de l'ensemble des établissements scolaires resteraient chez eux jusqu'à nouvel ordre à cause des risques sanitaires provoqués par l'accumulation de tonnes d'immondices dans les rues. La situation est identique à Casoria (8 km de Naples) et si à Gragnano (32 km de Naples) les enfants sont revenus à l'école hier, c'est seulement de « façon provisoire ». Environ 60 000 tonnes de déchets ménagers se sont accumulés depuis la fermeture en janvier de deux décharges qui n'avaient plus la capacité d'accueillir de nouveaux immondices, recueillant déjà les déchets de 152 communes de la région napolitaine. La situation a empiré en raison du refus de nombreuses localités d'abriter de nouvelles décharges et du retour des beaux jours et de la chaleur. Des incidents ont ainsi éclaté dans la nuit de jeudi à hier à Palma Campania (28 km de Naples) entre des manifestants opposés à la réouverture de la décharge et les forces de l'ordre qui escortaient des bennes à ordures. Quatre employés ont été légèrement blessés par des jets de pierre, qui ont endommagé des camions chargés du ramassage, ainsi que des voitures appartenant à des éboueurs et des policiers. Des élections locales doivent se dérouler dans la région de Naples le 13 mai et beaucoup de maires craignent de mécontenter leurs électeurs en autorisant l'installation d'une décharge sur leur territoire. (AFP)